



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ  
18 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1984

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΑΚΟΥ  
50

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1432

*Κύρωση διεθνούς Συμφωνίας Φυσικού Καουτσούκ.*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και επιδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής  
ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ.  
1 του Συντάγματος, η διεθνής Συμφωνία φυσικού καουτσούκ  
που υπογράφηκε στη Γενεύη στις 6 Οκτωβρίου 1979 και  
της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα  
και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής:

## PRÉAMBULE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

RAPPELANT la déclaration et le programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international <sup>(1)</sup>,

RECONNAISSANT en particulier l'importance des résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a adoptées à ses quatrième et cinquième sessions,

RECONNAISSANT l'importance que le caoutchouc naturel présente pour l'économie des membres, plus spécialement pour les exportations dans le cas des membres exportateurs et pour l'approvisionnement dans celui des membres importateurs,

RECONNAISSANT EN OUTRE que la stabilisation des cours du caoutchouc naturel servira les intérêts des producteurs, des consommateurs et des marchés du caoutchouc naturel, et qu'un accord international sur le caoutchouc naturel peut contribuer beaucoup à la croissance et au développement de l'industrie du caoutchouc naturel dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

## CHAPITRE PREMIER

## OBJECTIFS

*Article premier*

## Objectifs

Les objectifs de l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel (ci-après dénommé « le présent accord »), en vue d'atteindre les objectifs pertinents adoptés par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement dans ses résolutions 93 (IV) et 124 (V) relatives au programme intégré pour les produits de base, sont, entre autres, les suivants :

- a) assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel, contribuant ainsi à atténuer les graves difficultés que des excédents ou des pénuries de caoutchouc naturel pourraient créer ;
- b) assurer la stabilité du commerce du caoutchouc naturel en évitant les fluctuations excessives des prix du caoutchouc naturel, qui nuisent aux intérêts à long terme à la fois des producteurs et des consommateurs, et en stabilisant ces prix sans fausser les tendances à long terme du marché, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ;
- c) aider à stabiliser les recettes que les membres exportateurs tirent de l'exportation du caoutchouc naturel, et accroître leurs recettes par une augmentation des quantités de caoutchouc naturel exportées à des prix équitables et rémunérateurs,

contribuant ainsi à donner les encouragements nécessaires à un accroissement dynamique de la production et les ressources permettant une croissance économique et un progrès social accélérés ;

- d) chercher à assurer des approvisionnements en caoutchouc naturel qui soient suffisants pour répondre, à des prix équitables et raisonnables, aux besoins des membres importateurs, et renforcer la sécurité et la régularité de ces approvisionnements ;
- e) prendre les mesures possibles, en cas d'excédent ou de pénurie de caoutchouc naturel, pour atténuer les difficultés économiques que les membres pourraient rencontrer;
- f) chercher à accroître le commerce international du caoutchouc naturel et des produits transformés qui en sont dérivés, et à améliorer leur accès au marché ;
- g) améliorer la compétitivité du caoutchouc naturel en encourageant la recherche et le développement sur les problèmes de ce produit ;
- h) encourager le développement effectif de l'économie du caoutchouc naturel en cherchant à faciliter et à promouvoir des améliorations dans le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut ;
- i) favoriser la coopération internationale et des consultations dans le domaine du caoutchouc naturel, au sujet des questions influant sur l'offre et la demande, et faciliter la promotion et la coordination des programmes de recherche, des programmes d'assistance et d'autres programmes concernant ce produit.

<sup>(1)</sup> Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'assemblée générale, du 1<sup>er</sup> mai 1974.

## CHAPITRE II

## DÉFINITIONS

## Article 2

## Définitions

Aux fins du présent accord :

1. Par « caoutchouc naturel », il faut entendre l'élastomère non vulcanisé, sous forme solide ou liquide, provenant de *l'Hevea brasiliensis* et de toute autre plante que le Conseil peut désigner aux fins du présent accord.
2. Par « partie contractante », il faut entendre un gouvernement, ou un organisme intergouvernemental visé à l'article 5, qui a accepté d'être lié par le présent accord à titre provisoire ou définitif.
3. Par « membre », il faut entendre une partie contractante définie au point 2 du présent article.
4. Par « membre exportateur », il faut entendre un membre qui exporte du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre exportateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil.
5. Par « membre importateur », il faut entendre un membre qui importe du caoutchouc naturel et qui s'est déclaré lui-même membre importateur, sous réserve de l'assentiment du Conseil.
6. Par « Organisation », il faut entendre l'Organisation internationale du caoutchouc naturel visée à l'article 3.
7. Par « Conseil », il faut entendre le Conseil international du caoutchouc naturel visé à l'article 6.
8. Par « vote spécial », il faut entendre un vote requérant les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et les deux tiers au moins des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément, à condition que ces suffrages soient exprimés par la moitié au moins des membres de chaque catégorie présents et votants.
9. Par « exportations de caoutchouc naturel », il faut entendre le caoutchouc naturel qui quitte le territoire douanier d'un membre, et par « importations de caoutchouc naturel », le caoutchouc naturel qui entre sur le territoire douanier d'un membre, étant entendu que, aux fins des présentes définitions, le territoire douanier d'un membre qui se compose de deux ou plusieurs territoires douaniers est réputé être constitué par ses territoires douaniers combinés.
10. Par « vote à la majorité simple répartie », il faut entendre un vote requérant plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres exportateurs présents et votants et plus de la moitié du total des suffrages exprimés par les membres importateurs présents et votants, comptés séparément.
11. Par « monnaies librement utilisables », il faut entendre le mark allemand, le dollar des États-Unis, le franc français, la livre sterling et le yen japonais.
12. Par « exercice », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclusivement.
13. Par « entrée en vigueur », il faut entendre la date à laquelle le présent accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif, conformément à l'article 61.
14. Par « tonne », il faut entendre une tonne métrique, c'est-à-dire 1 000 kilogrammes.
15. Par « promesse de garantie gouvernementale », il faut entendre les obligations financières à l'égard du Conseil que les membres ont souscrites à titre de sûreté pour le financement du stock régulateur d'urgence et dont le Conseil peut demander l'exécution pour faire face à ses obligations financières conformément à l'article 28; les membres sont responsables uniquement à l'égard du Conseil, et ce à concurrence du montant de leur promesse de garantie.
16. Par « cent de Malaysia/Singapour », il faut entendre la moyenne du sen malaisien et du cent de Singapour aux taux de change du moment.
17. Par « contribution nette d'un membre pondérée par un coefficient temps », il faut entendre le montant net de ses contributions pondéré par le nombre d'années où il a été membre de l'Organisation.

## CHAPITRE III

## ORGANISATION ET ADMINISTRATION

## Article 3

## Création, siège et structure de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel

1. Il est créé une Organisation internationale du caoutchouc naturel chargée d'assurer la mise en œuvre des dispositions du présent accord et d'en superviser le fonctionnement.
2. L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du caoutchouc naturel, de son directeur exécutif et de son personnel, ainsi que des autres organes prévus dans le présent accord.

3. À sa première session, le Conseil, par un vote spécial, décidera que l'Organisation a son siège à Kuala Lumpur ou à Londres.

4. Le siège de l'Organisation doit toujours être situé sur le territoire d'un membre.

#### Article 4

##### Membres de l'Organisation

1. Il est institué deux catégories de membres, à savoir :

a) les exportateurs

et

b) les importateurs.

2. Le Conseil fixe les conditions régissant le passage d'un membre d'une catégorie à l'autre telles que celles-ci sont définies au paragraphe 1 du présent article, compte dûment tenu des dispositions des articles 25 et 28. Un membre qui satisfait à ces conditions peut changer de catégorie, sous réserve que le Conseil donne son accord par un vote spécial.

3. Chaque partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation.

#### Article 5

##### Participation d'organismes intergouvernementaux

1. Toute mention d'un « gouvernement » ou de « gouvernements » dans le présent accord est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne et pour tout organisme intergouvernemental ayant des responsabilités dans la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent accord, de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, ou de la notification de l'application de l'accord à titre provisoire, ou de l'adhésion, est, dans le cas de ces organismes intergouvernementaux, réputée valoir aussi pour la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou pour la notification de l'application de l'accord à titre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organismes intergouvernementaux.

2. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, lesdits organismes intergouvernementaux exercent leurs droits de vote avec un nombre de voix égal au nombre total de voix attribuées, conformément à l'article 15, à leurs États membres.

#### CHAPITRE IV

##### LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAOUTCHOUC NATUREL

#### Article 6

##### Composition du Conseil international du caoutchouc naturel

1. L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du caoutchouc naturel, qui se compose de tous les membres de l'Organisation.

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un seul représentant et peut désigner des suppléants et des conseillers pour assister aux sessions du Conseil.

3. Un suppléant est habilité à agir et à voter au nom du représentant en l'absence de celui-ci ou en des circonstances exceptionnelles.

#### Article 7

##### Pouvoirs et fonctions du Conseil

1. Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord.

2. Le Conseil, par un vote spécial, adopte les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent accord et qui sont compatibles avec celles-ci. Ces règlements comprennent son règlement intérieur et celui des comités institués en application de l'article 19, les règles de gestion et de fonctionnement du stock régulateur, le règlement financier de l'Organisation et le statut du personnel. Le Conseil peut prévoir, dans son règlement intérieur, une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions spécifiques.

3. Le Conseil tient les archives dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent accord lui confère.

4. Le Conseil publie un rapport annuel sur les activités de l'Organisation et tous autres renseignements qu'il juge appropriés.

#### Article 8

##### Emprunt dans des circonstances exceptionnelles

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, emprunter auprès de sources commerciales pour le compte du stock régulateur et/ou le compte administratif afin de

couvrir les déficits de l'un ou l'autre de ces comptes provoqués par des décalages entre des dépenses autorisées et le versement des contributions requises. Si l'emprunt est effectué à la suite d'un retard dans la perception d'une contribution d'un membre, les coûts financiers assumés par le Conseil au titre dudit emprunt sont mis à la charge du membre qui est en retard dans ses versements, indépendamment du versement intégral de sa contribution.

2. Tout membre peut, à son gré, choisir de verser directement une contribution en espèces au compte approprié, en lieu et place d'un emprunt commercial contracté par le Conseil pour couvrir la part dudit membre dans les fonds requis.

#### Article 9

##### Délégation de pouvoirs

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, déléguer à tout comité institué en application de l'article 19 tout ou partie de ses pouvoirs dont l'exercice n'exige pas, en vertu des dispositions du présent accord, un vote spécial du Conseil. Nonobstant cette délégation, le Conseil peut à tout moment examiner une question renvoyée à l'un de ses comités et prendre une décision à son sujet.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, révoquer toute délégation de pouvoirs à un comité.

#### Article 10

##### Coopération avec d'autres organismes

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations unies, ses organes et ses institutions spécialisées, ainsi qu'avec d'autres organismes intergouvernementaux selon qu'il conviendra.

2. Le Conseil peut aussi prendre des dispositions en vue d'entretenir des contacts avec des organismes internationaux non gouvernementaux appropriés.

#### Article 11

##### Admission d'observateurs

Le Conseil peut inviter tout gouvernement non membre, ou tout organisme visé à l'article 10, à assister en qualité d'observateur à l'une quelconque des séances du Conseil ou de l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19.

#### Article 12

##### Président et vice-président

1. Le Conseil élit, pour chaque année, un président et un vice-président.

2. Le président et le vice-président sont élus, l'un parmi les représentants des membres exportateurs, l'autre parmi ceux des membres importateurs. La présidence et la vice-présidence sont attribuées à tour de rôle à chacune des deux catégories de membres pour une année, étant entendu toutefois que cette alternance n'empêche pas la réélection, dans des circonstances exceptionnelles, du président ou du vice-président, ou de l'un et de l'autre, si le Conseil en décide ainsi par un vote spécial.

3. En cas d'absence temporaire, le président est remplacé par le vice-président. En cas d'absence temporaire simultanée du président et du vice-président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanentes, selon le cas, parmi les représentants des membres exportateurs et/ou parmi les représentants des membres importateurs, ainsi qu'il convient.

4. Ni le président, ni aucun autre membre du bureau qui préside une réunion, n'a le droit de voter à ladite réunion. Il peut toutefois donner pouvoir au représentant d'un membre appartenant à la même catégorie pour exercer les droits de vote du membre qu'il représente.

#### Article 13

##### Le directeur exécutif, le directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel

1. Le Conseil, par un vote spécial, nomme un directeur exécutif et un directeur du stock régulateur.

2. Les conditions de nomination du directeur exécutif et du directeur du stock régulateur sont fixées par le Conseil.

3. Le directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de la gestion et du fonctionnement du présent accord, en conformité des décisions du Conseil.

4. Le directeur du stock régulateur est responsable devant le directeur exécutif et le Conseil de l'exécution des tâches qui lui incombent en vertu du présent accord ainsi que de l'exécution de toute autre tâche que le Conseil peut lui confier. Le directeur du stock régulateur est responsable de la gestion quotidienne du stock régulateur et tient le directeur exécutif au courant des opérations générales du stock régulateur, de sorte que le directeur exécutif puisse s'assurer qu'il répond efficacement aux objectifs du présent accord.

5. Le personnel est nommé par le directeur exécutif, conformément aux règles fixées par le Conseil. Il est responsable devant le directeur exécutif.

6. Ni le directeur exécutif, ni les autres membres du personnel, y compris le directeur du stock régulateur, ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie ou le commerce du caoutchouc ni d'activités commerciales connexes.

7. Dans l'exercice de leurs fonctions, le directeur exécutif, le directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre ni d'aucune autorité extérieure au Conseil ou d'un quelconque des comités institués en application de l'article 19. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables que devant le Conseil. Chaque membre de l'Organisation doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur exécutif, du directeur du stock régulateur et des autres membres du personnel et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

#### Article 14

##### Sessions

1. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre.

2. Outre les sessions qu'il tient dans les circonstances expressément prévues dans le présent accord, le Conseil se réunit également en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est prié :

- a) par le président du Conseil ;
- b) par le directeur exécutif ;
- c) par la majorité des membres exportateurs ;
- d) par la majorité des membres importateurs ;
- e) par un membre exportateur ou des membres exportateurs détenant au moins 200 voix, ou
- f) par un membre importateur ou des membres importateurs détenant au moins 200 voix.

3. Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent pour le Conseil.

4. Le directeur exécutif annonce les sessions aux membres et leur en communique l'ordre du jour au moins trente jours à l'avance, sauf en cas d'urgence où le préavis sera d'au moins sept jours.

#### Article 15

##### Répartition des voix

1. Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1 000 voix.

2. Chaque membre exportateur reçoit une voix initiale sur les 1 000 voix à répartir, étant entendu toutefois qu'un membre exportateur dont les exportations nettes sont inférieures à 10 000 tonnes par an ne reçoit pas de voix initiale. Le reste desdites voix est réparti entre les membres exportateurs suivant une proportion aussi voisine que possible du volume de leurs exportations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de cinq années civiles commençant six années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que les exportations nettes de caoutchouc naturel de Singapour pendant cette période sont réputées représenter 13 % de ses exportations totales pour ladite période.

3. Les voix des membres importateurs sont réparties entre eux proportionnellement à la moyenne de leurs importations nettes respectives de caoutchouc naturel pendant la période de trois années civiles commençant quatre années civiles avant la répartition des voix, étant entendu toutefois que chaque membre importateur reçoit une voix, même si sa part proportionnelle d'importations nettes n'est pas par ailleurs assez forte pour le justifier.

4. Aux fins des paragraphes 2 et 3 du présent article, des paragraphes 2 et 3 de l'article 28 relatifs aux contributions des membres importateurs, et de l'article 39, le Conseil dresse, à sa première session, un tableau des exportations nettes des membres exportateurs et un tableau des importations nettes des membres importateurs, qui sont révisés chaque année conformément au présent article.

5. Il n'y a pas de fractionnement de voix. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, toute fraction inférieure à 0,5 est arrondie au nombre entier inférieur et toute fraction égale ou supérieure à 0,5 est arrondie au nombre entier supérieur.

6. Le Conseil répartit les voix pour chaque exercice au début de la première session de l'exercice conformément aux dispositions du présent article. Cette répartition demeure en vigueur pour le reste de l'exercice, sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent article.

7. Quand la composition de l'Organisation change ou quand le droit de vote d'un membre est suspendu ou rétabli en application d'une disposition du présent accord, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix à l'intérieur de la ou des catégories de membres en cause, conformément aux dispositions du présent article.

8. Si, du fait de l'exclusion d'un membre en application de l'article 65, ou du retrait d'un membre en application de l'article 64 ou de l'article 63, la part du

commerce total détenue par les membres restant dans l'une ou l'autre catégorie se trouve ramenée à moins de 80 %, le Conseil se réunit et se prononce sur les conditions, les modalités et l'avenir du présent accord, y compris en particulier sur la nécessité de maintenir les opérations effectives du stock régulateur sans imposer une charge financière excessive aux membres restants.

#### Article 16

##### Procédure de vote

1. Chaque membre dispose, pour le vote, du nombre de voix qu'il détient au Conseil et il n'a pas la faculté de diviser ses voix.
2. Par notification écrite adressée au président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importateur, à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à toute session ou séance du Conseil.
3. Un membre autorisé par un autre membre à utiliser les voix que celui-ci détient utilise ces voix comme il y est autorisé.
4. En cas d'abstention, un membre est réputé ne pas avoir utilisé ses voix.

#### Article 17

##### Quorum

1. Le quorum exigé pour toute séance du Conseil est constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres ainsi présents détiennent les deux tiers au moins du total des voix dans chacune des catégories.
2. Si le quorum défini au paragraphe 1 du présent article n'est pas atteint le jour fixé pour la séance et le jour suivant, le quorum est constitué le troisième jour et les jours suivants par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, à condition que ces membres détiennent la majorité du total des voix dans chacune des catégories.
3. Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 16 est considéré comme présent.

#### Article 18

##### Décisions

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité simple répartie, sauf disposition contraire du présent accord.

2. Quand un membre invoque les dispositions de l'article 16 et que ses voix sont utilisées à une séance du Conseil, ce membre est considéré, aux fins du paragraphe 1 du présent article, comme présent et votant.

#### Article 19

##### Institution de comités

1. Les comités suivants sont institués :
  - a) comité de l'administration ;
  - b) comité des opérations du stock régulateur ;
  - c) comité des statistiques ;
  - et
  - d) comité des autres mesures.

Le Conseil peut aussi instituer d'autres comités par un vote spécial.

2. Chaque comité est responsable devant le Conseil. Le Conseil, par un vote spécial, fixe la composition et le mandat de chaque comité.

#### Article 20

##### Groupe d'experts

1. Le Conseil constitue un groupe d'experts choisis dans l'industrie et le commerce du caoutchouc des membres exportateurs et des membres importateurs.
2. Le groupe d'experts se met à la disposition du Conseil et de ses comités pour leur donner des avis et une assistance, en particulier en ce qui concerne les opérations du stock régulateur et les autres mesures visées à l'article 44.
3. La composition, les fonctions et les dispositions administratives du groupe d'experts sont fixées par le Conseil.

## CHAPITRE V

### PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

#### Article 21

##### Privilèges et immunités

1. L'Organisation a la personnalité juridique. Elle a, en particulier, la capacité de contracter, d'acquérir et de céder des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.
2. L'Organisation entreprend, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent accord, de conclure avec le gouvernement du pays où son siège doit être situé (ci-après dénommé « le gouvernement hôte ») un

accord (ci-après dénommé « accord de siège ») touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des délégations des membres, qui sont normalement nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

3. En attendant la conclusion de l'accord de siège, l'Organisation demande au gouvernement hôte d'exonérer d'impôts, dans la mesure compatible avec sa législation, les émoluments versés par l'Organisation à son personnel, et les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation.

4. L'Organisation peut aussi conclure, avec un ou plusieurs autres gouvernements, des accords, qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent accord.

5. Si le siège de l'Organisation est transféré dans un autre pays, le gouvernement de ce pays conclut aussitôt que possible avec l'Organisation un accord de siège qui doit être approuvé par le Conseil.

6. L'accord de siège est indépendant du présent accord. Toutefois, il prend fin:

- a) par consentement mutuel du gouvernement hôte et de l'Organisation ;
- b) si le siège de l'Organisation est transféré hors du territoire du gouvernement hôte,  
ou
- c) si l'Organisation cesse d'exister.

## CHAPITRE VI

### COMPTE ET VÉRIFICATION DES COMPTE

#### Article 22

##### Comptes financiers

1. Aux fins du fonctionnement et de la gestion du présent accord, deux comptes sont créés:

- a) le compte du stock régulateur,  
et
- b) le compte administratif.

2. Toutes les recettes et dépenses suivantes découlant de la constitution, du fonctionnement et de l'entretien du stock régulateur sont portées au compte du stock régulateur : contributions versées par les membres en vertu de l'article 28, emprunts effectués pour le compte du stock régulateur en vertu de l'article 8, amortissement du principal de ces emprunts et intérêts correspondants, produit des ventes des stocks composant le stock régulateur, intérêts sur les dépôts du

compte du stock régulateur, coûts d'acquisition du stock, commissions, frais d'entreposage, de transport et de manutention, assurances et coûts de la rotation du stock. Le Conseil peut, toutefois, par un vote spécial, porter d'autres recettes ou dépenses imputables à des transactions ou opérations du stock régulateur au compte du stock régulateur.

3. Toutes les autres recettes et dépenses relatives au fonctionnement du présent accord sont portées au compte administratif. Ces autres dépenses sont normalement couvertes par les contributions des membres calculées conformément à l'article 25.

4. L'Organisation ne répond pas des dépenses des délégations ou des observateurs envoyés au Conseil ou à l'un quelconque des comités institués en application de l'article 19.

#### Article 23

##### Mode de paiement

Les versements en espèces au compte administratif et au compte du stock régulateur sont faits en monnaies librement utilisables ou en monnaies qui sont convertibles sur les principaux marchés de change étrangers en monnaies librement utilisables, et ils ne sont pas assujettis à des restrictions de change.

#### Article 24

##### Vérification des comptes

1. Le Conseil nomme des vérificateurs aux comptes qui sont chargés de vérifier ses livres.

2. Le compte administratif et le compte du stock régulateur vérifiés par des vérificateurs indépendants sont mis à la disposition des membres aussitôt que possible, mais pas moins de trois mois après la clôture de chaque exercice, et sont examinés pour approbation par le Conseil à sa session suivante de la manière appropriée. Un résumé des comptes et du bilan vérifiés est ensuite publié.

## CHAPITRE VII

### LE COMPTE ADMINISTRATIF

#### Article 25

##### Contributions au budget

1. À la première session qu'il tiendra après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil approuvera le budget du compte administratif pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur et la fin du premier exercice. Par la suite, pendant la deuxième moitié de chaque exercice, le Conseil approuve le budget du compte administratif pour l'exercice suivant.

Le Conseil fixe la contribution de chaque membre à ce budget conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre total des voix de l'ensemble des membres. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans prendre en considération la suspension des droits de vote d'un membre ni la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

3. Le Conseil fixe la contribution initiale au budget administratif de tout gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoluée de l'exercice en cours; toutefois, les contributions assignées aux autres membres restent inchangées.

#### Article 26

##### Versement des contributions au budget administratif

1. Les contributions au premier budget administratif sont exigibles à une date fixée par le Conseil à sa première session. Les contributions aux budgets administratifs ultérieurs sont exigibles le premier jour de chaque exercice. La contribution d'un gouvernement qui devient membre après l'entrée en vigueur du présent accord, calculée conformément au paragraphe 3 de l'article 25, est exigible, pour l'exercice en cause, à une date qui est fixée par le Conseil.

2. Si un membre n'a pas versé intégralement sa contribution au budget administratif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle est exigible en vertu du paragraphe 1 du présent article, le directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible. Si un membre n'a pas versé sa contribution dans les deux mois qui suivent une telle demande du directeur exécutif, ses droits de vote à l'Organisation sont suspendus à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement. Si un membre n'a toujours pas versé sa contribution dans les quatre mois qui suivent une telle demande du directeur exécutif, tous les droits que ledit membre a en vertu du présent accord sont suspendus par le Conseil, à moins que celui-ci, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3. Pour les contributions reçues en retard, le Conseil prélève un intérêt au taux préférentiel du pays hôte à compter de la date à laquelle elles étaient exigibles, ou au taux commercial dans le cas d'un emprunt effectué en vertu de l'article 8, selon ce qui conviendra.

4. Un membre dont les droits ont été suspendus en application du paragraphe 2 du présent article reste tenu, en particulier, de verser sa contribution et de s'acquitter de toutes les autres obligations financières qui lui incombent en vertu du présent accord.

#### CHAPITRE VIII

#### LE STOCK RÉGULATEUR

##### Article 27

##### Volume du stock régulateur

Aux fins du présent accord, il est institué un stock régulateur international de 550 000 tonnes au total. Ce stock régulateur est le seul instrument d'intervention sur le marché pour la stabilisation des prix prévu dans le présent accord. Il comprend :

- a) le stock régulateur normal de 400 000 tonnes et
- b) le stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes.

##### Article 28

##### Financement du stock régulateur

1. Les membres s'engagent à financer le coût total du stock régulateur international de 550 000 tonnes créé en application de l'article 27.

2. Le financement du stock régulateur normal et du stock régulateur d'urgence est partagé également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Les contributions des membres au compte du stock régulateur sont calculées d'après la part des voix qu'ils détiennent au Conseil, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article.

3. S'agissant d'un membre importateur dont la part dans les importations nettes totales indiquée au tableau dressé par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15 représente 0,1 % ou moins des importations nettes totales, la contribution au compte du stock régulateur est calculée comme suit :

- a) si sa part des importations nettes totales est inférieure ou égale à 0,1 % mais supérieure à 0,05 %, sa contribution est calculée d'après sa part effective dans les importations nettes totales ;
- b) si sa part des importations nettes totales est égale ou inférieure à 0,05 %, sa contribution est calculée sur la base d'une part des importations nettes totales égale à 0,05 %.

4. Pendant toute période durant laquelle le présent accord sera en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 ou de la lettre b) du paragraphe 4 de l'article 61, l'engagement financier de chaque membre exportateur ou de chaque membre importateur à l'égard du compte du stock régulateur ne devra pas dépasser au total la contribution dudit membre, calculée d'après le nombre de voix correspondant aux parts en pourcentage indiquées dans les tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15, dans le total de 275 000 tonnes attribué à la catégorie des exportateurs et à la catégorie des importateurs, respectivement. Les obligations financières incombant aux membres lorsque le présent accord sera en vigueur à titre provisoire seront réparties également entre la catégorie des membres exportateurs et la catégorie des membres importateurs. Quand l'engagement global d'une catégorie dépassera celui de l'autre catégorie, le plus élevé des deux engagements globaux sera réduit de façon à correspondre à l'autre, les voix de chaque membre dans cet engagement global étant diminuées

proportionnellement aux parts dans le total des voies telles qu'elles ressortent des tableaux dressés par le Conseil conformément au paragraphe 4 de l'article 15.

5. Les coûts totaux du stock régulateur normal de 400 000 tonnes sont financés par les contributions en espèces versées par les membres au compte du stock régulateur. Ces contributions peuvent, le cas échéant, être versées par les organismes appropriés des membres intéressés.

6. Les coûts totaux du stock régulateur d'urgence de 150 000 tonnes sont financés par des contributions versées par les membres sous la forme :

- a) de montants en espèces réunis grâce à des emprunts effectués auprès de sources commerciales par le Conseil et garantis à la fois par des *warrants* de stock et par des garanties gouvernementales, promesses de garantie gouvernementales, et/ou
- b) de montants en espèces.

Ces contributions peuvent, le cas échéant, être fournies par les organismes appropriés des membres intéressés.

7. Chaque membre est libre d'opter pour la formule de la lettre a) ou celle de la lettre b) du paragraphe 6 du présent article, ou pour l'une et l'autre de ces formules; dans tous les cas, le montant en espèces est déposé au compte du stock régulateur. Dans les cas d'emprunts effectués conformément à la lettre a) du paragraphe 6, la valeur des *warrants* de stock rapportée à la valeur totale du stock régulateur au moment considéré ne doit pas dépasser la part des voix que les membres emprunteurs détiennent au Conseil. Les membres au nom desquels le Conseil a effectué des emprunts à des conditions commerciales en application de la lettre a) du paragraphe 6 doivent assumer toutes les obligations qui leur incombent respectivement du fait de ces emprunts.

8. Les coûts totaux du stock régulateur international de 550 000 tonnes sont payés par prélèvement sur le compte du stock régulateur. Ces coûts comprennent notamment toutes les dépenses correspondant à l'acquisition et au fonctionnement du stock régulateur international de 550 000 tonnes. Si le coût estimatif indiqué à l'annexe C du présent accord ne correspond pas exactement au coût total de l'acquisition et du fonctionnement du stock régulateur, le Conseil se réunit et prend les dispositions nécessaires pour appeler les contributions requises afin de couvrir ce coût total conformément aux parts exprimées en pourcentage du total des voix.

#### Article 29

##### Versement des contributions au compte du stock régulateur

1. Il est versé au compte du stock régulateur une contribution initiale en espèces équivalant à 70 millions de ringgits malaisiens. Cette contribution est répartie entre tous les membres d'après la part en pourcentage des voix qu'ils détiennent, compte tenu du paragraphe 3 de l'article 28. La contribution est demandée dès que le directeur exécutif est informé par tous les membres

qu'ils sont en mesure de faire face aux exigences financières, dans les dix-huit mois suivant la date d'entrée en vigueur provisoire du présent accord. Ces contributions initiales sont exigibles quarante-cinq jours après que le directeur exécutif les a demandées.

2. Le directeur exécutif peut à tout moment demander le paiement de contributions, à condition que le directeur du stock régulateur ait certifié que les sommes en question seront nécessaires au fonctionnement du compte du stock régulateur au cours des quatre mois à venir.

3. En cas d'appel de contributions, le montant demandé doit être versé par les membres dans les trente jours de la date de notification. S'il en est prié par un membre ou des membres totalisant 200 voix au Conseil, le Conseil se réunit en session extraordinaire et peut modifier ou refuser l'appel de contributions fondé sur une évaluation du besoin de fonds pour appuyer les opérations du stock régulateur au cours des trois mois à venir. Si le Conseil ne peut arriver à une décision, les contributions doivent être versées par les membres conformément à la décision du directeur exécutif.

4. Les contributions demandées pour le stock régulateur normal et pour le stock régulateur d'urgence sont évaluées au prix de déclenchement inférieur en vigueur au moment où ces contributions sont demandées.

5. L'appel de contributions destinées au stock régulateur d'urgence est effectué comme suit.

- a) Quand il réexamine le stock régulateur à 300 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil :
  - i) reçoit de chaque membre une déclaration précisant la méthode qu'il utilisera pour financer sa part du stock régulateur d'urgence en application de l'article 28,
  - et
  - ii) prend toutes les dispositions financières et autres qui peuvent être nécessaires pour la prompte mise en place du stock régulateur d'urgence, y compris un appel de fonds si besoin est ;
- b) quand il réexamine le stock régulateur à 400 000 tonnes comme il est prévu à l'article 32, le Conseil s'assure :
  - i) que tous les membres ont fait le nécessaire pour le financement de leur part du stock régulateur d'urgence,
  - ii) que l'intervention du stock régulateur d'urgence a été demandée et que celui-ci est entièrement prêt à intervenir conformément aux dispositions de l'article 31.

#### Article 30

##### Fourchette de prix

1. Pour les opérations du stock régulateur, il est institué :

- a) un prix de référence ;

- b) un prix d'intervention inférieur ;
- c) un prix d'intervention supérieur ;
- d) un prix de déclenchement inférieur ;
- e) un prix de déclenchement supérieur ;
- f) un prix indicatif inférieur ;
- g) un prix indicatif supérieur.

2. À l'entrée en vigueur du présent accord, le prix de référence sera fixé initialement à 210 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme. Il sera revu et révisé conformément aux dispositions de la section A de l'article 32.

3. Il est institué un prix d'intervention supérieur et un prix d'intervention inférieur se situant respectivement à environ 15 % du prix de référence, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

4. Il est institué un prix de déclenchement supérieur et un prix de déclenchement inférieur se situant respectivement à environ 20 % du prix de référence, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial.

5. Les prix visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont arrondis au cent le plus proche.

6. Sauf dispositions contraires du présent accord, le prix indicatif inférieur sera de 150 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme, et le prix indicatif supérieur de 270 cents de Malaysia/Singapour le kilogramme, pendant les trente mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

#### Article 31

##### Fonctionnement du stock régulateur

1. Si, eu égard à la fourchette de prix définie à l'article 30, ou ultérieurement révisée conformément aux dispositions des articles 32 et 40, le prix indicatif du marché prévu à l'article 33 :

- a) est égal ou supérieur au prix de déclenchement supérieur, le directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement supérieur en mettant en vente du caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicatif du marché descende au-dessous du prix de déclenchement supérieur ;
- b) est supérieur au prix d'intervention supérieur, le directeur du stock régulateur peut vendre du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement supérieur ;
- c) se situe entre les prix d'intervention supérieur et inférieur ou est égal à l'un ou l'autre de ces deux prix, le directeur du stock régulateur ne doit ni acheter ni vendre de caoutchouc naturel, sauf dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en vertu de l'article 36 concernant la rotation du stock ;
- d) est inférieur au prix d'intervention inférieur, le directeur du stock régulateur peut acheter du caoutchouc naturel pour défendre le prix de déclenchement inférieur ;

e) est égal ou inférieur au prix de déclenchement inférieur, le directeur du stock régulateur défend le prix de déclenchement inférieur en procédant à des offres d'achat de caoutchouc naturel jusqu'à ce que le prix indicatif du marché dépasse le prix de déclenchement inférieur.

2. Quand les ventes ou les achats du stock régulateur atteignent le niveau de 400 000 tonnes, le Conseil, par un vote spécial, décide s'il faut faire intervenir le stock régulateur d'urgence :

- a) au prix de déclenchement inférieur ou supérieur, ou
- b) à un prix se situant entre le prix de déclenchement inférieur et le prix indicatif inférieur, ou entre le prix de déclenchement supérieur et le prix indicatif supérieur.

3. À moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement en application du paragraphe 2 du présent article, le directeur du stock régulateur utilise le stock régulateur d'urgence pour défendre le prix indicatif inférieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence, lorsque le prix indicatif du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif inférieur et le prix de déclenchement inférieur, et pour défendre le prix indicatif supérieur en faisant intervenir le stock régulateur d'urgence lorsque le prix indicatif du marché se situe à un niveau à mi-chemin entre le prix indicatif supérieur et le prix de déclenchement supérieur.

4. La totalité du caoutchouc naturel détenu par le stock régulateur, y compris le stock régulateur normal et le stock régulateur d'urgence, est utilisée pour empêcher que le prix indicatif du marché ne tombe au-dessous du prix indicatif inférieur ou ne s'élève au-dessus du prix indicatif supérieur.

5. Le directeur du stock régulateur effectue ses achats et ventes sur les marchés commerciaux établis aux prix en vigueur, et toutes ses transactions doivent porter sur du caoutchouc effectif pour livraison dont le terme ne doit pas dépasser trois mois civils.

6. Pour faciliter le fonctionnement du stock régulateur, le Conseil met en place, dans les cas où cela est nécessaire, des bureaux locaux et des services du bureau du directeur du stock régulateur sur les marchés établis du caoutchouc et sur les emplacements d'entrepôts agréés.

7. Le directeur du stock régulateur prépare un rapport mensuel sur les transactions du stock régulateur et la position financière du compte du stock régulateur. Le rapport de chaque mois est mis à la disposition des membres soixante jours après la fin de ce mois.

8. Les renseignements sur les transactions du stock régulateur concernent notamment les quantités, les prix, les types, les qualités et les marchés pour toutes les opérations du stock régulateur, y compris les rotations effectuées. Les renseignements sur la position financière

du compte du stock régulateur concernant aussi les taux d'intérêt, les conditions et les modalités des dépôts et des prêts, les monnaies utilisées dans les opérations et les autres informations pertinentes sur les questions visées au paragraphe 2 de l'article 22.

#### Article 32

##### Examen et révision de la fourchette de prix

###### A. Prix de référence

1. Le prix de référence est revu et révisé en fonction des tendances du marché et/ou des variations nettes du stock régulateur, sous réserve des dispositions de la présente section du présent article. Le prix de référence est revu par le Conseil tous les dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent accord.

- a) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est égale au prix d'intervention supérieur ou au prix d'intervention inférieur, ou si elle se situe entre ces deux prix, le prix de référence n'est pas révisé.
- b) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est inférieure au prix d'intervention inférieur, le prix de référence est automatiquement révisé et réduit de 5 % par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'appliquer au prix de référence un pourcentage de réduction différent.
- c) Si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen est supérieure au prix d'intervention supérieur, le prix de référence est automatiquement révisé et relevé de 5 % par rapport à son niveau au moment de l'examen, à moins que le Conseil ne décide, par un vote à la majorité spéciale, d'appliquer au prix de référence un pourcentage de relèvement différent.

2. S'il s'est produit, depuis la dernière évaluation prévue par le présent paragraphe ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord, une variation nette du stock régulateur égale à 100 000 tonnes, le directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil pour évaluer la situation. Le Conseil peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées qui peuvent comprendre :

- a) la suspension des opérations du stock régulateur ;
- b) un changement dans le rythme des achats ou des ventes du stock régulateur ;
- et
- c) la révision du prix de référence.

3. Si des achats ou des ventes du stock régulateur d'un montant net de 300 000 tonnes ont eu lieu depuis : a) l'entrée en vigueur du présent accord; b) la dernière révision aux termes du présent paragraphe, ou c) la dernière révision aux termes du paragraphe 2 du présent article, la plus récente des trois dates correspondantes étant retenue, le prix de référence est diminué ou

augmenté, selon le cas, de 3 % par rapport à son niveau du moment, à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide de le diminuer ou de l'augmenter, selon le cas, d'un pourcentage différent.

4. Aucun ajustement du prix de référence, quelle qu'en soit la raison, ne doit être tel que les prix de déclenchement débordent le prix indicatif inférieur ou supérieur.

###### B. Prix indicatifs

5. Le Conseil peut, par un vote spécial, réviser les prix indicatifs inférieur ou supérieur lors des examens prévus dans cette section du présent article.

6. Le Conseil veille à ce que toute révision des prix indicatifs soit compatible avec l'évolution des tendances et de la situation du marché. À cet égard, le Conseil prend en considération les tendances des prix, de la consommation, de l'offre, des coûts de production et des stocks de caoutchouc naturel, ainsi que la quantité de caoutchouc naturel détenue par le stock régulateur et la position financière du compte du stock régulateur.

7. Les prix indicatifs inférieur et supérieur sont revus :

- a) tous les trente mois après l'entrée en vigueur du présent accord ;
- b) dans des circonstances exceptionnelles, à la demande d'un membre ou de membres totalisant 200 voix ou davantage au Conseil ;

et

- c) lorsque le prix de référence a été révisé : i) en baisse depuis la dernière révision du prix indicatif inférieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord ou, ii) en hausse depuis la dernière révision du prix indicatif supérieur ou depuis l'entrée en vigueur du présent accord, cette baisse ou cette hausse étant d'au moins 3 % conformément au paragraphe 3 du présent article et d'au moins 5 % conformément au paragraphe 1 du présent article, ou d'un montant au moins égal à ce pourcentage conformément aux paragraphes 1, 2 et/ou 3 du présent article, à condition que la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les soixante jours suivant la dernière révision du prix de référence soit, selon le cas, inférieure au prix d'intervention inférieur ou supérieure au prix d'intervention supérieur.

8. Nonobstant les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en hausse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est inférieure au prix de référence. De même, le prix indicatif inférieur ou supérieur n'est pas révisé en baisse si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour le semestre précédant un examen de la fourchette de prix prévu par le présent article est supérieure au prix de référence.

## Article 33

**Prix indicateur du marché**

1. Il est institué un prix indicateur quotidien du marché, qui est une moyenne composite, pondérée — représentative du marché du caoutchouc naturel — des prix officiels quotidiens pour le mois courant sur les places de Kuala Lumpur, Londres, New-York et Singapour. Initialement, le prix indicateur quotidien du marché est établi d'après les prix du RSS 1, du RSS 3 et du TSR 20, dont les coefficients de pondération doivent être égaux. Toutes les cotations sont converties en prix fob aux ports malaisiens/port de Singapour, exprimé en monnaie malaisienne/de Singapour.

2. La composition par type/qualité, les coefficients de pondération et la méthode de calcul du prix indicateur quotidien du marché sont passés en revue et peuvent être révisés par le Conseil par un vote spécial, afin d'assurer que ce prix soit représentatif du marché du caoutchouc naturel.

3. Le prix indicateur du marché est réputé supérieur, égal ou inférieur aux niveaux de prix spécifiés dans le présent accord si la moyenne des prix indicateurs quotidiens du marché pour les cinq derniers jours de place est supérieure, égale ou inférieure à ces niveaux de prix.

## Article 34

**Composition des stocks constituant le stock régulateur**

1. À sa première session après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil désigne les qualités et types internationalement reconnus de feuilles de caoutchouc fumé et les caoutchoucs faisant l'objet de spécifications techniques qui peuvent entrer dans le stock régulateur, sous réserve que les critères suivants soient respectés :

- a) les qualités et types inférieurs de caoutchouc naturel agréés pour inclusion dans le stock régulateur sont le RSS 3 et le TSR 20,  
et
- b) toutes les qualités et tous les types agréés en application de la lettre a) du présent paragraphe qui représentent au moins 3 % du commerce international de caoutchouc naturel pendant l'année civile précédente sont désignés.

2. Le Conseil peut, par un vote spécial, modifier ces critères et/ou les types/qualités retenus si c'est nécessaire pour assurer que la composition du stock régulateur reflète l'évolution de la situation du marché, que les objectifs du présent accord en matière de stabilisation sont atteints et qu'il est tenu compte de la nécessité de maintenir à un niveau élevé la qualité commerciale des stocks composant le stock régulateur.

3. Le directeur du stock régulateur devrait veiller à ce que la composition du stock régulateur reflète la structure des exportations/importations de caoutchouc naturel, tout en répondant aux objectifs du présent accord en matière de stabilisation.

4. Le Conseil peut par un vote spécial, charger le directeur du stock régulateur de modifier la composition du stock régulateur si l'objectif de stabilisation des prix l'exige.

## Article 35

**Emplacement des stocks composant le stock régulateur**

1. L'emplacement des stocks composant le stock régulateur doit permettre des opérations commerciales économiques et efficaces. En vertu de ce principe, ces stocks doivent être situés sur le territoire des membres exportateurs et des membres importateurs. Leur répartition entre les membres doit être effectuée de manière à assurer la réalisation des objectifs de stabilisation visés par le présent accord tout en gardant les coûts au niveau minimal.

2. Pour maintenir des normes de qualité commerciale élevées, le stockage doit se faire uniquement dans des entrepôts agréés en fonction de critères arrêtés par le Conseil.

3. Après l'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil établit et approuve une liste d'entrepôts ainsi que les dispositions nécessaires pour leur utilisation. Le Conseil revoit cette liste périodiquement.

4. Le Conseil revoit aussi périodiquement l'emplacement des stocks composant le stock régulateur et peut, par un vote spécial, charger le directeur du stock régulateur de modifier l'emplacement de ces stocks pour assurer des opérations commerciales économiques et efficaces.

## Article 36

**Rotation des stocks composant le stock régulateur**

Le directeur du stock régulateur veille à ce que tous les stocks composant le stock régulateur soient achetés et maintenus selon des normes de qualité commerciales élevées. Il renouvelle le caoutchouc naturel entreposé dans le stock régulateur de la manière nécessaire pour assurer le respect de ces normes, en prenant dûment en considération le coût de la rotation et ses répercussions sur la stabilité du marché. Le coût de la rotation est imputé sur le compte du stock régulateur.

## Article 37

**Limitation ou suspension des opérations du stock régulateur**

1. Nonobstant les dispositions de l'article 31, le Conseil, s'il est en session, peut par un vote spécial, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au directeur du stock régulateur par ledit article ne

permettra pas d'atteindre les objectifs du présent accord.

2. Si le Conseil n'est pas en session, le directeur exécutif peut, après consultation avec le président, limiter ou suspendre les opérations du stock régulateur s'il estime que le respect des obligations imposées au directeur du stock régulateur par l'article 31 ne permettra pas d'atteindre les objectifs du présent accord.

3. Immédiatement après une décision de limiter ou de suspendre les opérations du stock régulateur en vertu du paragraphe 2 du présent article, le directeur exécutif convoque une session du Conseil à l'effet d'examiner cette décision. Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 14, le Conseil se réunit dans les sept jours qui suivent la date de la limitation ou de la suspension et, par un vote spécial, confirme ou annule ladite limitation ou suspension. Si au cours de cette session le Conseil ne peut arriver à une décision, les opérations du stock régulateur reprennent sans être limitées par aucune restriction imposée au titre du présent article.

#### Article 38

##### **Pénalisation pour non-acquittement des contributions au compte du stock régulateur**

1. Si un membre ne s'est pas acquitté de son obligation de contribuer au compte du stock régulateur à la date où sa contribution est exigible, il est réputé être en retard dans ses versements. Un membre en retard de soixante jours ou plus ne compte pas comme membre dans un vote sur les questions visées au paragraphe 2 du présent article.

2. Les droits de vote et autres droits au Conseil d'un membre en retard de soixante jours ou plus dans ses versements aux termes du paragraphe 1 du présent article sont suspendus, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement.

3. Un membre en retard dans ses versements paie des intérêts calculés au taux préférentiel en vigueur dans le pays hôte à compter du jour où ces versements sont exigibles, à moins que cet arriéré ne soit couvert par un emprunt contracté par le Conseil en application de l'article 8, auquel cas le membre en cause doit payer les intérêts de l'emprunt. L'arriéré couvert par les autres membres importateurs et exportateurs l'est à titre volontaire.

4. Lorsqu'il a été mis fin au défaut de paiement à la satisfaction du Conseil, le membre en retard de soixante jours ou plus dans ses versements est rétabli dans ses droits de vote et autres droits. Si les sommes non versées ont été avancées par d'autres membres, ceux-ci sont remboursés intégralement.

#### Article 39

##### **Ajustements des contributions au compte du stock régulateur**

1. Quand il est procédé à la nouvelle répartition des voix à la première session de chaque exercice, le Conseil opère l'ajustement nécessaire de la contribution de chaque membre au compte du stock régulateur en

conformité des dispositions du présent article. À cette fin, le directeur exécutif calcule :

- a) la contribution nette de chaque membre, en retranchant les contributions remboursées à ce membre conformément au paragraphe 2 du présent article de la somme de toutes les contributions versées par ce membre depuis l'entrée en vigueur du présent accord ;
- b) le montant total des contributions nettes, en additionnant les contributions nettes de tous les membres ;
- c) la contribution nette révisée de chaque membre, en répartissant le montant total des contributions nettes entre les membres en fonction de la part révisée de chaque membre dans le total des voix au Conseil en application de l'article 15, sous réserve du paragraphe 3 de l'article 28 et étant entendu que la part de chaque membre dans le total des voix doit, aux fins du présent article, être calculée sans tenir compte de la suspension des droits de vote d'un membre ni de la nouvelle répartition des voix qui en résulte.

Quand la contribution nette d'un membre dépasse sa contribution nette révisée, la différence lui est remboursée par prélèvement sur le compte du stock régulateur. Quand la contribution nette révisée d'un membre dépasse sa contribution nette, il verse la différence au compte du stock régulateur.

2. Si le Conseil, eu égard aux paragraphes 2 et 3 de l'article 29, conclut qu'il y a des contributions nettes en sus des fonds requis pour appuyer les opérations du stock régulateur dans les quatre mois à venir, le Conseil rembourse ces contributions nettes excédentaires, déduction faite des contributions initiales, à moins qu'il ne décide, par un vote spécial, de ne pas procéder à ce remboursement ou de rembourser un montant moindre. La part des membres dans le montant à rembourser est proportionnelle à leurs contributions nettes en espèces.

3. À la demande d'un membre, le montant au remboursement duquel il a droit peut être gardé au compte du stock régulateur. Si un membre demande que le montant qui doit lui être remboursé soit gardé au compte du stock régulateur, ce montant vient en déduction de toute contribution supplémentaire demandée en application de l'article 29.

4. Le directeur exécutif notifie immédiatement aux membres les versements, ou les remboursements, qu'il faut effectuer par suite d'ajustements opérés conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ces versements demandés aux membres, ou les remboursements en leur faveur, sont effectués dans les soixante jours de la date à laquelle le directeur exécutif a envoyé la notification.

5. Si l'encaisse disponible au compte du stock régulateur, après remboursement des emprunts éventuels, dépasse la valeur des contributions nettes

totales versées par les membres, les fonds excédentaires sont distribués à la fin du présent accord.

#### Article 40

##### Le stock régulateur et les modifications des taux de change

1. Si le taux de change entre le ringgit malaisien/dollar de Singapour et les monnaies des principaux membres exportateurs et importateurs de caoutchouc naturel subit une modification d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le directeur exécutif doit, conformément à l'article 37, ou des membres peuvent, conformément à l'article 14, convoquer une session extraordinaire du Conseil. Le Conseil se réunit dans les dix jours pour confirmer ou annuler les mesures déjà prises par le directeur exécutif en application de l'article 37, et peut, par un vote spécial, décider de prendre des mesures appropriées, y compris la possibilité de réviser la fourchette de prix, en application des principes énoncés à la première phrase des paragraphes 1 et 6 de l'article 32.

2. Le Conseil, par un vote spécial, établit une procédure pour déterminer ce qu'est une modification importante de la parité de ces monnaies à la seule fin d'assurer la convocation en temps voulu du Conseil.

3. S'il existe entre le ringgit malaisien et le dollar de Singapour une divergence d'une ampleur telle qu'elle a des incidences importantes sur les opérations du stock régulateur, le Conseil se réunit pour examiner la situation et peut envisager l'adoption d'une seule monnaie.

#### Article 41

##### Procédures de liquidation du compte du stock régulateur

1. À la fin du présent accord, le directeur du stock régulateur établit un état estimatif de toutes les dépenses découlant de la liquidation, ou du transfert à un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, des avoirs du compte du stock régulateur conformément aux dispositions du présent article, et réserve le montant correspondant dans un compte distinct. Si ces soldes sont insuffisants, le directeur du stock régulateur vend une quantité suffisante de caoutchouc naturel du stock régulateur pour se procurer le montant additionnel nécessaire.

2. La part de chaque membre dans le compte du stock régulateur est calculée comme suit :

- a) la valeur du stock régulateur est la valeur de la quantité totale de caoutchouc naturel de chaque type/qualité qu'il détient, calculée d'après le plus faible des prix courants des types/qualités respectifs sur les places visées à l'article 33 pendant les trente jours de place précédant la date à laquelle le présent accord prend fin ;
- b) la valeur du compte du stock régulateur est la valeur du stock régulateur majorée des avoirs en espèces du compte du stock régulateur à la date à laquelle le présent accord prend fin et déduction faite du

montant réservé en application du paragraphe 1 du présent article ;

- c) la contribution nette de chaque membre est la somme des contributions qu'il a versées pendant toute la durée du présent accord, déduction faite de tous les remboursements qu'il a reçus en application de l'article 39 ;
- d) si la valeur du compte du stock régulateur est supérieure ou inférieure au montant total des contributions nettes, l'excédent ou le déficit, selon le cas, est réparti entre les membres proportionnellement à leur part des contributions nettes pondérée par un coefficient temps, en application du présent accord ;
- e) la part de chaque membre dans le compte du stock régulateur correspond à sa contribution nette, diminuée ou majorée de sa part dans les déficits ou les excédents du compte du stock régulateur, déduction faite de ses éventuelles obligations au titre d'emprunts non remboursés effectués par le Conseil en son nom.

3. Si le présent accord doit être immédiatement remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel, le Conseil, par un vote spécial, adopte les procédures propres à assurer le transfert effectif au nouvel accord, selon ce qu'exigera ledit accord, des parts dans le compte du stock régulateur des membres qui ont l'intention de participer au nouvel accord. Tout membre qui ne veut pas participer au nouvel accord a droit au remboursement de sa part :

- a) par un prélèvement sur l'encaisse disponible proportionnel à sa part en pourcentage dans le montant total des contributions nettes au compte du stock régulateur, dans un délai de deux mois, et
- b) par prélèvement sur le produit net de l'écoulement des stocks constituant le stock régulateur, au moyen de ventes méthodiques ou au moyen d'un transfert au nouvel accord international sur le caoutchouc naturel aux prix courants du marché, l'opération devant être terminée dans un délai de douze mois,

à moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide d'augmenter les paiements visés sous a) du présent paragraphe.

4. Si le présent accord prend fin sans être remplacé par un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel prévoyant un stock régulateur, le Conseil, par un vote spécial, adopte des procédures devant régir l'écoulement méthodique du stock régulateur dans le délai maximal spécifié au paragraphe 7 de l'article 67, sous réserve des prescriptions suivantes :

- a) il n'est procédé à aucun autre achat de caoutchouc naturel ;
- b) l'Organisation n'engage pas de nouvelles dépenses à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écouler le stock régulateur.

5. Sous réserve du droit qu'ont les membres de choisir de se faire rembourser leur part sous forme de caoutchouc naturel conformément au paragraphe 6 du présent article, tout montant en espèces restant éventuellement au compte du stock régulateur est immédiatement distribué aux membres en proportion de leur part telle qu'elle est définie au paragraphe 2 du présent article.

6. Au lieu de se faire rembourser en espèces la totalité ou une fraction de sa part, chaque membre peut choisir de prendre sa part dans les avoirs du compte du stock régulateur sous forme de caoutchouc naturel, sous réserve des procédures adoptées par le Conseil.

7. Le Conseil adopte des procédures appropriées pour l'ajustement et le remboursement des parts des membres dans le compte du stock régulateur. Cet ajustement tient compte :

a) de tout écart pouvant exister entre le prix du caoutchouc naturel spécifié sous a) du paragraphe 2 du présent article et les prix auxquels une partie ou la totalité du stock régulateur est vendue en application des procédures d'écoulement du stock régulateur,

et

b) de la différence entre le montant estimatif et le montant effectif des dépenses de liquidation.

8. Le Conseil se réunit dans les trente jours de la fin des transactions du compte du stock régulateur pour procéder à la liquidation définitive des comptes des membres dans les trente jours suivants.

#### CHAPITRE IX

##### RELATIONS AVEC LE FONDS COMMUN

###### Article 42

###### Relations avec le Fonds commun

Quand le Fonds commun commencera à fonctionner, le Conseil tirera pleinement parti des facilités offertes par cet organisme, en conformité des principes énoncés dans le présent texte. Le Conseil négociera à cette fin avec le Fonds commun des conditions et modalités mutuellement acceptables pour un accord d'association à signer avec le Fonds commun.

#### CHAPITRE X

##### MESURES RELATIVES AUX APPROVISIONNEMENTS

###### Article 43

###### Régularité des approvisionnements

1. Les membres exportateurs, dans toute la mesure du possible, s'engagent à mettre en œuvre des politiques et

des programmes qui assurent aux consommateurs des approvisionnements réguliers de caoutchouc naturel.

2. Les membres exportateurs continuent de s'efforcer d'améliorer le caoutchouc naturel et d'uniformiser les spécifications des qualités et la présentation du caoutchouc naturel, suivant l'évolution de la technologie et du marché.

3. Au cas où apparaîtrait un risque de pénurie de caoutchouc naturel, le Conseil peut faire des recommandations aux membres en cause concernant les mesures appropriées qui pourraient être prises pour assurer une augmentation aussi rapide que possible des approvisionnements de caoutchouc naturel.

###### Article 44

###### Autres mesures

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent accord, le Conseil définit et propose des mesures et techniques appropriées tendant à promouvoir le développement de l'économie du caoutchouc naturel par les membres producteurs grâce à l'accroissement et à l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation, augmentant ainsi les recettes d'exportation des membres producteurs tout en améliorant la sécurité des approvisionnements.

2. À cette fin, le comité des autres mesures procède à des analyses économiques et techniques afin de définir :

a) des programmes et projets de recherche et de développement sur le caoutchouc naturel présentant un intérêt pour les membres exportateurs et importateurs, y compris des activités de recherche scientifique dans des domaines spécifiques ;

b) des programmes et projets de nature à améliorer la productivité de l'industrie du caoutchouc naturel ;

c) les moyens d'améliorer la qualité des approvisionnements de caoutchouc naturel et d'uniformiser la spécification des qualités et la présentation du caoutchouc naturel ;

d) des méthodes permettant d'améliorer le traitement, la commercialisation et la distribution du caoutchouc naturel à l'état brut.

3. Le Conseil examine les incidences financières de ces mesures et techniques et s'emploie à promouvoir et à faciliter l'apport de ressources financières adéquates, selon qu'il convient, par des sources telles que les institutions financières internationales et le deuxième compte du Fonds commun quand il sera créé.

4. Le Conseil peut faire des recommandations, selon qu'il convient, aux membres, aux institutions internationales et autres organisations en vue de promouvoir la mise en œuvre de mesures spécifiques en application du présent article.

5. Le comité des autres mesures revoit périodiquement l'application des mesures que le Conseil décide de promouvoir et de recommander, et fait rapport à ce sujet au Conseil.

#### CHAPITRE XI

#### CONSULTATIONS AU SUJET DES POLITIQUES INTÉRIEURES

##### Article 45

##### Consultations

Le Conseil procède à des consultations, quand un membre le demande, au sujet des politiques gouvernementales concernant le caoutchouc naturel qui ont des incidences directes sur l'offre ou sur la demande. Le Conseil peut soumettre ses recommandations aux membres pour examen.

#### CHAPITRE XII

#### STATISTIQUES, ÉTUDES ET INFORMATION

##### Article 46

##### Statistiques et information

1. Le Conseil rassemble, classe et, au besoin, publie les statistiques sur le caoutchouc naturel et les domaines connexes qui sont nécessaires au bon fonctionnement du présent accord.

2. Les membres doivent communiquer rapidement et de façon aussi complète que possible au Conseil les données disponibles concernant la production, la consommation et le commerce international du caoutchouc naturel, en les ventilant par qualités spécifiques.

3. Le Conseil peut aussi demander aux membres de fournir d'autres informations, y compris des renseignements sur des domaines connexes, qui peuvent être nécessaires au bon fonctionnement du présent accord.

4. Les membres doivent, autant que possible, fournir, dans un délai raisonnable, toutes les statistiques et informations susmentionnées, d'une manière qui ne soit pas incompatible avec leur législation nationale.

5. Le Conseil établit des relations étroites avec les organismes internationaux appropriés, dont le groupe international d'étude du caoutchouc, et avec les bourses de commerce pour veiller à ce que des données récentes et fiables soient disponibles sur la production, la consommation, les stocks, le commerce international et les prix du caoutchouc naturel et sur d'autres facteurs qui influencent la demande et l'offre de caoutchouc naturel.

6. Le Conseil veille à ce qu'aucune des informations publiées ne porte atteinte au secret des opérations des particuliers ou des sociétés qui produisent, traitent ou commercialisent le caoutchouc naturel ou des produits apparentés.

##### Article 47

##### Évaluation annuelle, estimations et études

1. Le Conseil établit et publie une évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc naturel et des domaines connexes, compte tenu des renseignements communiqués par les membres et par tous les organismes intergouvernementaux et internationaux compétents.

2. Au moins une fois par semestre, le Conseil procède à une estimation de la production, de la consommation, des exportations et des importations de caoutchouc naturel de tous types et qualités pour le semestre suivant. Il communique aux membres ces estimations.

3. Le Conseil établit, ou prend les dispositions voulues pour établir, des études sur les tendances de la production, de la consommation, du commerce, de la commercialisation et des prix du caoutchouc naturel, ainsi que sur les problèmes à court et à long terme de l'économie mondiale du caoutchouc naturel.

##### Article 48

##### Examen annuel

1. Le Conseil examine chaque année le fonctionnement du présent accord eu égard aux objectifs énoncés à l'article 1<sup>er</sup>. Il informe les membres des résultats de l'examen.

2. Le Conseil peut ensuite formuler des recommandations à l'intention des membres, et ultérieurement prendre des mesures dans les limites de sa compétence pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du présent accord.

#### CHAPITRE XIII

#### DISPOSITION DIVERSES

##### Article 49

##### Obligations générales des membres

1. Pendant la durée du présent accord, les membres mettront tout en œuvre et coopéreront pour favoriser la réalisation des objectifs du présent accord et ne prendront aucune mesure allant à l'encontre desdits objectifs.

2. Les membres chercheront en particulier à améliorer la situation de l'économie du caoutchouc naturel et à encourager la production et l'emploi de ce produit de manière à promouvoir la croissance et la modernisation de l'économie du caoutchouc naturel dans l'intérêt mutuel des producteurs et des consommateurs.

3. Les membres acceptent de se considérer liés par toutes les décisions que le Conseil prendra en application du présent accord et ne prendront pas de mesures qui auraient pour effet de limiter ou de contrecarrer ces décisions.

#### Article 50

##### Obstacles au commerce

1. Le Conseil détermine, d'après l'évaluation annuelle de la situation mondiale du caoutchouc visée à l'article 47, les obstacles à l'expansion du commerce du caoutchouc naturel sous forme brute, semi-transformée ou modifiée.

2. Le Conseil peut, aux fins du présent article, recommander aux membres de rechercher dans des organismes internationaux appropriés des mesures concrètes mutuellement acceptables destinées à supprimer progressivement ces obstacles et, si possible, à les éliminer complètement. Il examine périodiquement les résultats de ces recommandations.

#### Article 51

##### Transport et structure du marché du caoutchouc naturel

Le Conseil devrait encourager et faciliter la promotion de taux de fret raisonnables et équitables et l'amélioration du système de transport, de façon à assurer des approvisionnements réguliers aux marchés et à permettre des économies sur le coût des produits commercialisés.

#### Article 52

##### Mesures différenciées et correctives

Les membres en développement importateurs, et ceux des pays les moins avancés qui sont membres, dont les intérêts sont lésés par des mesures prises en application du présent accord, peuvent s'adresser au Conseil pour des mesures différenciées et correctives appropriées. Le Conseil envisage de prendre de telles mesures appropriées conformément aux paragraphes 3 et 4 de la section III de la résolution 93 (IV) de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

#### Article 53

##### Dispenses

1. Quand des circonstances exceptionnelles ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent accord l'exigent, le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.

2. Quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, le Conseil précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs de cette dispense.

#### Article 54

##### Normes de travail équitables

Les membres déclarent qu'ils s'efforceront d'appliquer des normes de travail propres à améliorer le niveau de vie de la main-d'œuvre dans leur secteur du caoutchouc naturel.

### CHAPITRE XIV

#### PLAINTES ET DIFFÉRENDS

#### Article 55

##### Plaintes

1. Toute plainte contre un membre pour manquement aux obligations que le présent accord lui impose est, à la demande du membre auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui statue après consultation des membres intéressés.

2. La décision par laquelle le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent accord lui impose spécifie la nature du manquement.

3. Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre a enfreint le présent accord, le Conseil peut, par un vote spécial et sans préjudice des autres mesures expressément prévues dans d'autres articles du présent accord :

a) suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et, s'il le juge nécessaire, suspendre tous autres droits du membre en question, y compris le droit d'exercer une fonction au Conseil ou à l'un

quelconque des comités institués en application de l'article 19 ainsi que le droit d'être admis comme membre de ces comités, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations,

ou

- b) prendre la décision prévue à l'article 65, si le manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent accord.

#### Article 56

##### Différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord qui n'est pas réglé entre les membres en cause est, à la demande de tout membre partie au différend, déferé au Conseil pour décision.

2. Quand un différend est déferé au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, une majorité des membres détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil de prendre, après examen de l'affaire et avant de rendre sa décision, l'opinion, sur la question en litige, d'une commission consultative, constituée ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 du présent article.

3. a) À moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement, la commission consultative est composée de cinq personnes se répartissant comme suit :

i) deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre est un juriste qualifié et expérimenté,

ii) deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs,

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignées conformément aux lettres i) et ii) du présent sous-paragraphe, ou en cas de désaccord entre elles, par le président du Conseil.

b) Des ressortissants de membres et de non-membres peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4. L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil qui, après avoir pris en considération toutes les données pertinentes, statue par un vote spécial.

#### CHAPITRE XV

#### CLAUSES FINALES

##### Article 57

##### Signature

Le présent accord sera ouvert à la signature des gouvernements invités à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, au siège de l'Organisation des Nations unies, du 2 janvier au 30 juin 1980 inclus.

##### Article 58

##### Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est désigné comme dépositaire du présent accord.

##### Article 59

##### Ratification, acceptation et approbation

1. Le présent accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle ou institutionnelle.

2. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du dépositaire le 30 septembre 1980 au plus tard. Le Conseil pourra, toutefois, accorder des délais aux gouvernements signataires qui n'auront pu déposer leur instrument à cette date.

3. Chaque gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation se déclare, au moment au dépôt, membre exportateur ou membre importateur.

##### Article 60

##### Notification d'application à titre provisoire

1. Un gouvernement signataire qui a l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent accord, ou un gouvernement pour lequel le Conseil a fixé des conditions d'adhésion mais qui n'a pas encore pu déposer son instrument, peut, à tout moment, notifier au dépositaire qu'il appliquera intégralement le présent accord à titre provisoire, soit quand celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 61, soit, s'il est déjà en vigueur, à une date spécifiée.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, un gouvernement peut stipuler, dans sa notification d'application à titre provisoire, qu'il appliquera le présent accord seulement dans les limites de ses procédures constitutionnelles et/ou législatives. Le gouvernement qui fait une telle stipulation doit toutefois honorer toutes ses obligations financières relatives au compte administratif. La qualité de membre

provisoire reconnue au gouvernement qui fait une telle notification ne l'est que pour les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur provisoire du présent accord. S'il s'avère nécessaire de procéder à un appel de fonds destinés au compte du stock régulateur pendant les dix-huit mois en question, le Conseil prend une décision quant au statut d'un gouvernement ayant la qualité de membre provisoire en vertu du présent paragraphe.

#### Article 61

##### Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera en vigueur à titre définitif le 1<sup>er</sup> octobre 1980, ou à toute date ultérieure, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 80 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent accord, et des gouvernements totalisant au moins 80 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou ont assumé dans son intégralité leur engagement financier à l'égard du présent accord.

2. Le présent accord entrera en vigueur à titre provisoire le 1<sup>er</sup> octobre 1980, ou à une date quelconque dans les deux années qui suivront, si, à cette date, des gouvernements totalisant au moins 65 % des exportations nettes indiquées à l'annexe A du présent accord, et des gouvernements totalisant au moins 65 % des importations nettes indiquées à l'annexe B du présent accord, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou ont notifié au dépositaire en vertu de l'article 60 qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire. Le présent accord restera en vigueur à titre provisoire pendant dix-huit mois au maximum, à moins qu'il n'entre en vigueur à titre définitif en vertu du paragraphe 1 du présent article ou que le Conseil n'en décide autrement en application du paragraphe 4 du présent article.

3. Si le présent accord n'entre pas en vigueur à titre provisoire en application du paragraphe 2 du présent article dans un délai de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1980, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies invitera, aussitôt qu'il le jugera possible après cette date, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, à se réunir en vue de recommander si les gouvernements qui sont en mesure de le faire devraient ou non prendre les mesures nécessaires pour mettre le présent accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune conclusion n'est arrêtée à cette réunion, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables s'il le juge approprié.

4. Si les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en vigueur définitive au présent accord ne sont pas remplies pendant la période de

dix-huit mois civils durant laquelle l'accord était en vigueur à titre provisoire en vertu du paragraphe 2 du présent article, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera, aussitôt qu'il le jugera possible, mais en tout état de cause avant l'expiration de la période de dix-huit mois susmentionnée, les gouvernements qui auront déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui lui auront notifié qu'ils appliqueront le présent accord à titre provisoire, et tous les autres gouvernements qui ont participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978, afin d'examiner l'avenir du présent accord. Compte tenu des recommandations de la réunion convoquée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, le Conseil se réunira pour décider de l'avenir du présent accord. Le Conseil, par un vote spécial, décidera alors :

- a) de mettre le présent accord en vigueur à titre définitif entre les membres du moment, en totalité ou en partie ;
- b) de maintenir le présent accord en vigueur à titre provisoire entre les membres du moment, en totalité ou en partie, pour une année de plus ;
- c) de renégocier le présent accord.

Si le Conseil n'arrive à aucune décision, le présent accord prendra fin à l'expiration de la période de dix-huit mois.

5. Si un gouvernement dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent accord, celui-ci entrera en vigueur pour ledit gouvernement à la date de ce dépôt.

6. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera la première session du Conseil aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent accord.

#### Article 62

##### Adhésion

1. Les gouvernements de tous les États peuvent adhérer au présent accord aux conditions que le Conseil détermine et qui comprennent un délai pour le dépôt des instruments d'adhésion. Le Conseil peut toutefois accorder une prorogation aux gouvernements qui ne peuvent pas déposer leur instrument d'adhésion dans le délai fixé.

2. L'adhésion se fait par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du dépositaire.

#### Article 63

##### Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux membres des amendements au présent accord.

2. Le Conseil fixe la date à laquelle les membres doivent notifier au dépositaire qu'ils acceptent l'amendement.

3. Tout amendement entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le dépositaire a reçu des notifications d'acceptation de membres constituant au moins les deux tiers des membres exportateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres exportateurs, et de membres constituant au moins les deux tiers des membres importateurs et totalisant au moins 85 % des voix des membres importateurs.

4. Après que le dépositaire a informé le Conseil que les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ont été satisfaites, et nonobstant les dispositions du paragraphe 2 du présent article relatives à la date fixée par le Conseil, tout membre peut encore notifier au dépositaire qu'il accepte l'amendement, à condition que cette notification soit faite avant l'entrée en vigueur de l'amendement.

5. Tout membre qui n'a pas notifié son acceptation d'un amendement à la date à laquelle ledit amendement entre en vigueur cesse d'être partie contractante au présent accord à compter de cette date, à moins qu'il n'ait prouvé au Conseil qu'il n'a pas pu accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle ou institutionnelle et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation. Ce membre n'est pas lié par l'amendement tant qu'il n'a pas notifié qu'il l'accepte.

6. Si les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas satisfaites à la date fixée par le Conseil conformément au paragraphe 2 du présent article, l'amendement est réputé retiré.

#### Article 64

##### Retrait

1. Tout membre peut se retirer du présent accord à tout moment après l'entrée en vigueur de celui-ci en notifiant son retrait au dépositaire. Ledit membre informe simultanément le Conseil de la décision qu'il a prise.

2. Un an après que sa notification a été reçue par le dépositaire, ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord.

#### Article 65

##### Exclusion

Si le Conseil conclut qu'un membre a manqué aux obligations que le présent accord lui impose et s'il décide en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement du présent accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre du présent accord. Le Conseil en donne immédiatement

notification au dépositaire. Ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord un an après la date de la décision du Conseil.

#### Article 66

##### Liquidation des comptes de membres qui se retirent ou sont exclus ou de membres qui ne sont pas en mesure d'accepter un amendement

1. Conformément au présent article, le Conseil procède à la liquidation des comptes d'un membre qui cesse d'être partie contractante au présent accord en raison :

- a) de la non-acceptation d'un amendement au présent accord en application de l'article 63 ;
- b) du retrait du présent accord en application de l'article 64, ou
- c) de l'exclusion du présent accord en application de l'article 65.

2. Le Conseil garde toute contribution versée au compte administratif par un membre qui cesse d'être partie contractante au présent accord.

3. Le Conseil rembourse, conformément à l'article 41, la part que détient dans le compte du stock régulateur un membre qui cesse d'être partie contractante par suite de non-acceptation d'un amendement au présent accord, de retrait ou d'exclusion, déduction faite de la part dudit membre dans d'éventuels excédents.

- a) Le remboursement à un membre qui cesse d'être partie contractante en raison de la non-acceptation d'un amendement au présent accord est effectué un an après que l'amendement en cause est entré en vigueur.
- b) Le remboursement à un membre qui se retire est effectué dans un délai de soixante jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord, à moins que, par suite de ce retrait, le Conseil décide de mettre fin au présent accord, en application du paragraphe 6 de l'article 67, avant le remboursement, auquel cas les dispositions de l'article 41 et du paragraphe 7 de l'article 67 sont applicables.
- c) Le remboursement à un membre qui est exclu est effectué dans un délai de soixante jours après que ledit membre cesse d'être partie contractante au présent accord.

4. Si le compte du stock régulateur ne peut effectuer le remboursement en espèces exigible en application des lettres a), b) ou c) du paragraphe 3 du présent article sans que la viabilité du compte du stock régulateur en soit compromise ou sans qu'il soit nécessaire de procéder à un appel de contributions supplémentaires auprès des membres pour couvrir le montant à rembourser, le remboursement est différé jusqu'à ce que la quantité nécessaire de caoutchouc naturel du stock régulateur puisse être vendue à un prix égal ou supérieur au prix d'intervention supérieur. Si, avant la fin de la période d'une année stipulée à l'article 64, le Conseil

informe un membre qui se retire que le remboursement devra être différé conformément au présent paragraphe, la période d'une année entre la notification de retrait et le retrait effectif peut, si le membre qui se retire le désire, être prolongée jusqu'à ce que le Conseil informe ce membre que le remboursement de sa part peut être effectué dans les soixante jours.

5. Un membre qui a reçu en remboursement un montant approprié en application du présent article n'aura droit à aucune part du produit de la liquidation de l'Organisation. Il ne pourra lui être imputé non plus aucun déficit éventuel de l'Organisation après que le remboursement aura été effectué.

#### Article 67

##### Durée, prorogation et fin du présent accord

1. Le présent accord restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application des paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article ou qu'il n'y soit mis fin en application des paragraphes 5 ou 6 du présent article.

2. Avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, décider de proroger le présent accord pour une période ne dépassant pas deux ans et/ou de le renégocier. Le Conseil notifie cette ou ces décisions au dépositaire.

3. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, les négociations en vue d'un nouvel accord destiné à remplacer le présent accord n'ont pas encore abouti, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent accord pour une période ne dépassant pas deux ans. Le Conseil notifie cette prorogation au dépositaire.

4. Si, avant l'expiration de la période de cinq ans visée au paragraphe 1 du présent article, un nouvel accord

destiné à remplacer le présent accord a été négocié mais n'est pas encore entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent accord jusqu'à l'entrée en vigueur à titre provisoire ou définitif du nouvel accord, sous réserve que cette prorogation ne dépasse pas deux ans. Le Conseil notifie la prorogation au dépositaire.

5. Si un nouvel accord international sur le caoutchouc naturel est négocié et entre en vigueur alors que le présent accord est en cours de prorogation conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article, le présent accord, tel qu'il a été prorogé, prend fin au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

6. Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent accord avec effet à la date de son choix. Le Conseil notifie sa décision au dépositaire.

7. Nonobstant la fin du présent accord, le Conseil continue d'exister pendant une période ne dépassant pas trois ans pour procéder à la liquidation de l'Organisation, y compris la liquidation des comptes, et à la cession des avoirs en conformité des dispositions de l'article 41 et sous réserve des décisions pertinentes à prendre par un vote spécial, et il a, pendant ladite période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

#### Article 68

##### Réserves

Aucune réserve ne peut être faite en ce qui concerne l'une quelconque des dispositions du présent accord.

#### Article 69

##### Textes du présent accord faisant foi

Les textes du présent accord en anglais, chinois, espagnol, français et russe font tous également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent accord à la date qui figure en regard de leur signature.

Fait à Genève, le six octobre mille neuf cent soixante-dix-neuf.

*Texte certifié faisant foi*

E.V. MBULI

*Secrétaire de la conférence  
des Nations unies sur le  
caoutchouc naturel, 1978*

## ANNEXE A

Pays exportateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des exportations nettes des pays ayant participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel

	Pourcentages <sup>(1)</sup>
Bolivie	0,081
Cameroun	0,514
Inde	0,199
Indonésie	25,387
Libéria	2,551
Malaisie	48,218
Nigéria	1,313
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,150
Philippines	0,018
Singapour	4,406
Sri Lanka	4,367
Thaïlande	12,004
Zaïre	0,792
Total	100,000

## ANNEXE B

Pays et groupes de pays importateurs et leurs parts, calculées aux fins de l'article 61, dans le total des importations nettes des pays ayant participé à la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel

	Pourcentages <sup>(2)</sup>
Algérie	0,081
Australie	1,467
Autriche	0,683
Brésil	1,836
Bulgarie	0,394
Canada	2,934
Chine	7,707
Communauté économique européenne	23,283
Allemagne, république fédérale d'	6,435
Belgique/Luxembourg	0,772
Danemark	0,171
France	5,428
Irlande	0,273
Italie	4,150
Pays-Bas	0,733
Royaume-Uni	5,321
Égypte	0,097
Équateur	0,050
Espagne	3,178
États-Unis	24,756
Iraq	0,051
Finlande	0,226
Ghana	0,141
Guatemala	0,070
Hongrie	0,534
Japon	10,780
Madagascar	0,000

(1) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des exportations nettes de caoutchouc naturel pendant la période quinquennale allant de 1974 à 1978.

(2) Il s'agit des parts exprimées en pourcentage du total des importations nettes de caoutchouc naturel pendant la période triennale 1976, 1977 et 1978.

Malte	0,000
Maroc	0,150
Mexique	1,325
Norvège	0,094
Nouvelle-Zélande	0,291
Panama	0,000
Pérou	0,225
Pologne	1,980
République arabe syrienne	0,014
République de Corée	3,189
République démocratique allemande	1,258
Roumanie	1,529
Somalie	0,000
Suède	0,439
Suisse	0,122
Tchécoslovaquie	1,810
Tunisie	0,008
Turquie	0,758
Union des républiques socialistes soviétiques	7,148
Uruguay	0,117
Venezuela	0,306
Yougoslavie	0,969
Total	<u>100,000</u>

---

ANNEXE C

**Coût estimatif du stock régulateur, calculé par le Président de la conférence des Nations unies sur le caoutchouc naturel, 1978**

Le coût de l'acquisition et du fonctionnement d'un stock régulateur de 550 000 tonnes pourrait, en temps normal, se calculer en multipliant ce chiffre par le prix de déclenchement inférieur (168 cents de Malaisie/Singapour le kilogramme) et en ajoutant au résultat un montant équivalant à 10 % de ce prix.

---

## ΠΡΟΟΙΜΙΟ

## ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ,

ΥΠΕΝΘΥΜΙΖΟΝΤΑΣ τή δήλωση και τό πρόγραμμα δράσεως περί τής εξαθιδρεύσεως μιάς νέας διεθνούς οικονομικής τάξεως<sup>(1)</sup>,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ιδίως τή σπουδαιότητα τών αποφάσεων 93 (IV) και 124 (V) περί του ολοκληρωμένου προγράμματος για τά βασικά προϊόντα, τίς όποιες ή Συνδιάσκεψη τών Ήνωμένων Έθνών επί του Έμπορίου και τής Ανάπτυξεως, υιοθέτησε στην τέταρτη και πέμπτη σύνοδό της,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τή σημασία του φυσικού καουτσούκ για τήν οικονομία τών μελών και ειδικώτερα για τίς εξαγωγές, όσον αφορά τά εξαγωγικά μέλη και για τόν έφοδιασμό, όσον αφορά τά εισαγωγικά μέλη,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ΠΕΡΑΙΤΕΡΩ ότι ή σταθεροποίηση τών τιμών του φυσικού καουτσούκ θα έξυτηρήσει τά συμφέροντα τών παραγωγών, τών καταναλωτών και τών άγορών του φυσικού καουτσούκ και ότι μία διεθνής συμφωνία για τό φυσικό καουτσούκ δύναται να συμβάλλει πολύ στην ανάπτυξη και στην έξέλιξη τής βιομηχανίας του φυσικού καουτσούκ τόσο υπέρ τών παραγωγών όσο και υπέρ τών καταναλωτών,

## ΣΥΝΕΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΕΞΗΣ:

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

## ΣΤΟΧΟΙ

## Άρθρο 1

## Στόχοι

Οί στόχοι τής διεθνούς συμφωνίας του 1979 για τό φυσικό καουτσούκ (άποκαλούμενης κατωτέρω «ή παρούσα συμφωνία»), μέ σκοπό τήν έκπλήρωση τών σχετικών στόχων που υιοθετήθηκαν από τή Συνδιάσκεψη τών Ήνωμένων Έθνών για τό Έμπόριο και τήν Ανάπτυξη στίς αποφάσεις της 93 (IV) και 124 (V), περί του ολοκληρωμένου προγράμματος για τά βασικά προϊόντα, είναι, μεταξύ άλλων, οί ακόλουθοι:

- α) να εξασφαλισθεί μία έξισορροπημένη αύξηση τής προσφοράς και τής ζήτησεως του φυσικού καουτσούκ, συμβάλλοντας έτσι στην άμβλυνση τών σοβαρών δυσχερειών που είναι δυνατόν να δημιουργήσουν τά πλεονάσματα ή τά έλλείμματα φυσικού καουτσούκ·
- β) να εξασφαλισθεί ή σταθερότης του έμπορίου του φυσικού καουτσούκ, άποφευγομένων τών υπερβολικών διακυμάνσεων τών τιμών του φυσικού καουτσούκ που δλάπτουν συγχρόνως τά μακροπρόθεσμα συμφέροντα τόσο τών παραγωγών όσο και τών καταναλωτών, και σταθεροποιούμενων τών τιμών αυτών χωρίς να νοθεύονται μακρο-

πρόθεσμα οί τάσεις τής άγοράς, προς τό συμφέρον τών παραγωγών και τών καταναλωτών·

- γ) να ύποδοθηθεί ή σταθεροποίηση τών εσόδων τά όποια άντλούν τά εξαγωγικά μέλη από τήν εξαγωγή του φυσικού καουτσούκ και ή επαύξηση τών εσόδων τους από αύξηση τών έξαγομένων ποσοτήτων του φυσικού καουτσούκ σε δίκαιες και συμφέρουσες τιμές, συμβάλλοντας έτσι στην αναγκαία ένθάρρυνση για μία δυναμική αύξηση τής παραγωγής και τών παραγωγικών πόρων που να επιτρέπει τήν επιτάχυνση τής οικονομικής ανάπτυξεως και τής κοινωνικής προόδου·
- δ) να επιδιωχθεί ή έξασφάλιση έφοδιασμού σε φυσικό καουτσούκ που να είναι έπαρκής ώστε να άνταποκρίνεται, σε δίκαιες και λογικές τιμές, στίς άνάγκες τών εισαγωγικών μελών και να ενισχυθεί ή ασφάλεια και ή κανονικότητα του έφοδιασμού αυτού·
- ε) να λαμβάνονται έφικτά μέτρα, σε περίπτωση πλεονάσματος ή έλλείμματος του φυσικού καουτσούκ, για τήν άμβλυνση τών οικονομικών δυσχερειών τίς όποιες ένδεχομένως άντιμετωπίζουν τά μέλη·
- στ) να επιδιωχθεί ή ανάπτυξη του διεθνούς έμπορίου του φυσικού καουτσούκ και τών μεταποιημένων προϊόντων που προέρχονται από αυτό και ή βελτίωση τών συνθηκών εισόδου τους στην άγορά·
- ζ) να βελτιωθεί ή άνταγωνιστικότητα του φυσικού καουτσούκ, ένθαρρυνομένης τής έρεύνης και τής έξετάσεως τών προβλημάτων του προϊόντος αυτού·

(1) Άποφάσεις 3201 (S-VI) και 3202 (S-VI) τής Γενικής Συνελεύσεως τής 1ης Μαΐου 1974.

- η) να ένθαρρυνθει ή πραγματική ανάπτυξη τής οίκονομίας του φυσικού καουτσούκ με τήν διενκόλυνση και τήν προώθηση τών βελτιώσεων στήν έπεξεργασία, στήν έμπορία και στή διανομή του φυσικού καουτσούκ σε άκατέργαστη μορφή·
- θ) να εύνοηθει ή διεθνής συνεργασία και οι διαβουλεύσεις στόν τομέα του φυσικού καουτσούκ, επί θεμάτων που άναφέρονται στήν προσφορά και στή ζήτηση, και να διενκόλυνθει ή προώθηση και ό συντονισμός τών προγραμμάτων έρεύνης, τών προγραμμάτων βοήθειας και τών άλλων προγραμμάτων που άφορούν τό προϊόν αυτό.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

## ΟΡΙΣΜΟΙ

## Άρθρο 2

## Όρισμοί

Κατά τήν έννοια τής παρούσης συμφωνίας:

1. Ός «φυσικό καουτσούκ» νοείται τό μή βουλκανισμένο έλαστομερές υπό ύγρ ή στερεά μορφή, τό έξαγόμενο από τήν *Hevea Brasiliensis* ή από κάθε άλλο φυτό τό όποιο τό Συμβούλιο δύναται να όρίσει, προς τούς σκοπούς τής παρούσης συμφωνίας.
2. Ός «συμβαλλόμενο μέρος» νοείται ή κυβέρνηση ή ό διακυβερνητικός όργανισμός που άναφέρεται στο άρθρο 5 και που δεσμεύεται με τήν παρούσα συμφωνία κατά τρόπο προσωρινό ή όριστικό.
3. Ός «μέλος» νοείται τό συμβαλλόμενο μέρος όπως όρίζεται στο σημείο 2 του παρόντος άρθρου.
4. Ός «έξαγωγικό μέλος» νοείται τό μέλος που έξάγει φυσικό καουτσούκ και τό όποιο δηλώνει ότι είναι έξαγωγικό μέλος υπό τήν επιφύλαξη τής συγκαταθέσεως του Συμβουλίου.
5. Ός «είσαγωγικό μέλος» νοείται τό μέλος που εισάγει φυσικό καουτσούκ και τό όποιο δηλώνει ότι είναι είσαγωγικό μέλος υπό τήν επιφύλαξη τής συγκαταθέσεως του Συμβουλίου.
6. Ός «Όργανισμός» νοείται ό Διεθνής Όργανισμός Φυσικού Καουτσούκ που άναφέρεται στο άρθρο 3.
7. Ός «συμβούλιο» νοείται τό Διεθνές Συμβούλιο Φυσικού Καουτσούκ που άναφέρεται στο άρθρο 6.
8. Ός «είδική ψηφοφορία» νοείται ή ψηφοφορία για τήν όποία άπαιτούνται τό λιγότερο τά δύο τρίτα τών ψηφισάντων εκ τών παρόντων και ψηφίζόντων έξαγωγικών μελών και τό λιγότερο τά δύο τρίτα τών ψηφισάντων εκ τών παρόντων και ψηφίζόντων είσαγωγικών μελών, ύπολογιζόμενα χωριστά, υπό τήν προϋπόθεση ότι οι ψηφισαντες άποτελούν τό ήμισυ τών παρόντων και ψηφίζόντων μελών εκάστης κατηγορίας.
9. Ός «έξαγωγές φυσικού καουτσούκ» νοούνται οι ποσότητες φυσικού καουτσούκ που έγκαταλείπουν τό τελωνειακό έδαφος ενός μέλους και ως «είσαγωγές του φυσικού καουτσούκ», οι ποσότητες φυσικού καουτσούκ που εισέρχονται στο τελωνειακό έδαφος ενός μέλους, νοουμένου ότι, κατά τήν έννοια τών παρόντων όρισμών, τό τελωνειακό έδαφος ενός μέλους που άποτελείται από δύο ή περισσότερα τελωνειακά έδάφη θεωρείται ότι άποτελείται από τά δύο αυτά τελωνειακά έδάφη ένωμένα.
10. Ός «ψηφοφορία με άπλή κατανεμημένη πλειοψηφία», νοείται ή ψηφοφορία για τήν όποία άπαιτείται πλέον του ήμίσεος του συνόλου τών ψηφισάντων εκ τών παρόντων και ψηφίζόντων έξαγωγικών μελών και πλέον του ήμίσεος του συνόλου τών ψηφισάντων εκ τών παρόντων και ψηφίζόντων είσαγωγικών μελών, ύπολογιζόμενων χωριστά.
11. Ός «έλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα» νοούνται τό γερμανικό μάρκο, τό δολλλάριο τών Ένωμένων Πολιτειών, τό γαλλικό φράγκο, ή λίρα στερλίνα και τό ίαπωνικό γιέν.
12. Ός «χρήση» νοείται ή περίοδος από τήν 1η Ιανουαρίου μέχρι τής 31ης Δεκεμβρίου συμπεριλαμβανομένης.
13. Ός «έναρξη τής ίσχύος» νοείται ή ήμερομηνία κατά τήν όποία αρχίζει να ίσχύει ή παρούσα συμφωνία κατά τρόπο προσωρινό ή όριστικό, κατά τό άρθρο 61.
14. Ός «τόννος» νοείται ένας μετρικός τόννος δηλαδή 1 000 χιλιόγραμμα.
15. Ός «ύπόσχεση κυβερνητικής έγγνήσεως» νοούνται οι χρηματικές ύποχρεώσεις έναντι του Συμβουλίου τις όποιες αναλαμβάνουν τά μέλη για τήν έξασφάλιση τής χρηματοδοτήσεως του εκτάκτου ρυθμιστικού άποθέματος και τών όποιών τό Συμβούλιο δύναται να ζητήσει τήν εκπλήρωση για τήν αντιμετώπιση τών χρηματικών ύποχρεώσεων του σύμφωνα με τό άρθρο 28· τά μέλη εϋθύνονται άποκλειστικά έναντι του Συμβουλίου μέχρι του ποσού τής ύποσχέσεως έγγνήσεως.
16. Ός «cent Μαλαισίας-Σιγκαπούρης», νοείται ό μέσος όρος του μαλαισιανού sen και του cent τής Σιγκαπούρης στήν τιμή συναλλάγματος κατά μία δεδομένη χρονική στιγμή.
17. Ός «καθαρή συνεισφορά ενός μέλους σταθμιζόμενη με χρονικό συντελεστή», νοείται τό καθαρό ύψος τών συνεισφορών του που σταθμίζεται με τον αριθμό έτών κατά τά όποια ύπήρξε μέλος του Όργανισμου.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

## ΟΡΓΑΝΩΣΗ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΣΗ

## Άρθρο 3

Σύσταση, έδρα και διάρθρωση του Διεθνούς Όργανισμού Φυσικού Καουτσούκ

1. Συστήνεται Διεθνής Όργανισμός Φυσικού Καουτσούκ με σκοπό τή διασφάλιση τής εφαρμογής τών διατάξεων τής παρούσης συμφωνίας και τήν επίδλεψη τής λειτουργίας τής.
2. Ό Όργανισμός άσκει τις άρμοδιότητές του μέσω του Διεθνούς Συμβουλίου Φυσικού Καουτσούκ, του εκτελεστικού διευθυντου του και του προσωπικού του, καθώς και δι' άλλων όργάνων που άναφέρονται στήν παρούσα συμφωνία.
3. Κατά τήν πρώτη του σύνοδο, τό Συμβούλιο, με είδική ψηφοφορία, άποφασίζει ότι ό Όργανισμός έχει

Έδρα τήν Κουάλα Λουμπουρ ή τό Λονδίνο.

4. Ἡ ἔδρα τοῦ Ὄργανισμοῦ πρέπει πάντοτε νά εὐρίσκειται στό ἔδαφος ἐνός τῶν μελῶν.

#### Ἄρθρο 4

##### Μέλη τοῦ Ὄργανισμοῦ

1. Δημιουργοῦνται δύο κατηγορίες μελῶν, δηλαδή:

- α) οἱ ἐξαγωγεῖς· καί
- β) οἱ εἰσαγωγεῖς.

2. Τό Συμβούλιο καθορίζει τούς ὄρους πού διέπουν τή μετάβαση ἐνός μέλους ἀπό τή μία κατηγορία στήν ἄλλη, ὅπως αὐτές ὀρίζονται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, λαμβανομένων δεόντως ὑπόψη τῶν ἄρθρων 25 καί 28. Μέλος τό ὁποῖο πληροῖ τούς ὄρους αὐτούς δύναται νά μεταβάλει κατηγορία μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι τό Συμβούλιο παρέχει τή συγκατάθεσή του μέ εἰδική ψηφοφορία.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ἀποτελεῖ ἕνα μόνο μέλος τοῦ Ὄργανισμοῦ.

#### Ἄρθρο 5

##### Συμμετοχή διακυβερνητικῶν ὀργανισμῶν

1. Κάθε ἀναφορά σέ «κυβέρνηση» ἢ σέ «κυβερνήσεις» στήν παρούσα συμφωνία θεωρεῖται ὅτι ἰσχύει καί γιά τήν Εὐρωπαϊκή Οἰκονομική Κοινότητα καί γιά κάθε διακυβερνητικό ὄργανισμὸ πού ἔχει εὐθύνες γιά τή διαπραγμάτευση, τή σύναψη καί τήν ἐφαρμογή τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν καί ἰδιαίτερα συμφωνιῶν γιά βασικά προϊόντα. Κατά συνέπεια κάθε ἀναφορά, στήν παρούσα συμφωνία, τῆς ὑπογραφῆς, ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ τῆς κοινοποιήσεως περί προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας ἢ τῆς προσχωρήσεως, θεωρεῖται στήν περίπτωση τῶν διακυβερνητικῶν αὐτῶν ὄργανισμῶν ὅτι ἰσχύει καί γιά τήν ὑπογραφή, τήν ἐπικύρωση, τήν ἀποδοχή ἢ τήν ἐγκριση ἢ γιά τήν κοινοποίηση περί ἐφαρμογῆς τῆς συμφωνίας προσωρινῶς ἢ γιά τήν προσχώρηση, ἐκ μέρους τῶν διακυβερνητικῶν αὐτῶν ὄργανισμῶν.

2. Σέ περίπτωση ψηφοφορίας ἐπί θεμάτων πού ὑπάρχουν στήν ἀρμοδιότητά τους, οἱ ἐν λόγω διεθνεῖς ὄργανισμοὶ ἀσκοῦν τό δικαίωμα ψήφου τους μέ ἀριθμὸ ψήφων ἴσο πρὸς τό σύνολο τῶν ψήφων πού παρέχονται στά Κράτη Μέλη τους σύμφωνα μέ τό ἄρθρο 15.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

##### ΤΟ ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΦΥΣΙΚΟΥ ΚΑΟΥΤΣΟΥΚ.

#### Ἄρθρο 6

Σύνθεση τοῦ Διεθνούς Συμβουλίου Φυσικοῦ Καουτσούκ

1. Ἡ ἀνωτάτη ἀρχή τοῦ Ὄργανισμοῦ εἶναι τό Διεθνές Συμβούλιο Φυσικοῦ Καουτσούκ, τό ὁποῖο ἀποτελεῖται ἀπό ὅλα τὰ μέλη τοῦ Ὄργανισμοῦ.

2. Κάθε μέλος ἀντιπροσωπεύεται στό Συμβούλιο μέ ἕνα μόνο ἀντιπρόσωπο καί δύναται νά ὀρίζει ἀναπληρωτές καί συμβούλους γιά νά μετέχουν στίς συνόδους τοῦ Συμβουλίου.

3. Κάθε ἀναπληρωτής ἔχει τήν ἐξουσία νά ἐνεργεῖ καί νά ψηφίζει ἐξ ὀνόματος τοῦ ἀντιπροσώπου κατά τήν ἀπουσία του ἢ σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις.

#### Ἄρθρο 7

##### Ἐξουσίες καί καθήκοντα τοῦ Συμβουλίου

1. Τό Συμβούλιο ἀσκεῖ ὅλες τίς ἐξουσίες καί ἐκτελεῖ ἢ μεριμνᾷ γιά τήν ἐκτέλεση τῶν καθηκόντων πού εἶναι ἀναγκαῖα γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἐκδίδει τούς κανονισμούς οἱ ὁποῖοι κρίνονται ἀναγκαῖοι γιά τήν ἐφαρμογή τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας καί οἱ ὁποῖοι πρέπει νά εἶναι σύμφωνοι πρὸς αὐτές. Οἱ κανονισμοὶ αὐτοὶ περιλαμβάνουν τόν ἐσωτερικό κανονισμό του καθὼς καί τόν κανονισμό τῶν ἐπιτροπῶν πού συνιστῶνται κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 19, τούς κανόνες διαχειρίσεως καί λειτουργίας τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, τόν δημοσιονομικό κανονισμό τοῦ Ὄργανισμοῦ καί τόν κανονισμό τοῦ προσωπικοῦ. Τό Συμβούλιο δύναται νά προβλέπει, στόν ἐσωτερικό κανονισμό του, διαδικασία διά τῆς ὁποίας εἶναι δυνατόν νά λαμβάνονται ἀποφάσεις ἐπί εἰδικῶν θεμάτων χωρὶς νά γίνει σύνοδος.

3. Τό Συμβούλιο τηρεῖ τό ἀρχεῖο τό ὁποῖο κρίνει πῶς εἶναι ἀναγκαῖο γιά τήν ἐκπλήρωση τῶν καθηκόντων τὰ ὁποῖα τοῦ ἀναθέτει ἡ παρούσα συμφωνία.

4. Τό Συμβούλιο δημοσιεύει ἐτήσια ἔκθεση περί τῶν δραστηριοτήτων τοῦ Ὄργανισμοῦ καί περί ὄλων τῶν ἄλλων πληροφοριῶν τίς ὁποῖες κρίνει κατάλληλες.

#### Ἄρθρο 8

##### Δανεισμός σέ ἐξαιρετικές περιστάσεις

1. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, προβαίνει σέ δανεισμό ἀπό ἐμπορικές πηγές γιά τό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος καί/ἢ γιά τό διοικητικό λογαριασμό προκειμένου νά καλύψει τό ἔλλειμμα τοῦ ἐνός ἢ τοῦ ἄλλου τῶν λογαριασμῶν αὐτῶν, πού προκαλεῖται ἀπό τή χρονική διαφορά μεταξύ τῶν ἐξουσιοδοτημένων δαπανῶν καί τῆς καταβολῆς τῶν ἀπαιτουμένων συνεισφορῶν. Ἄν τό δάνειο πραγματοποιεῖται ἐπειδή καθυστερεῖται ἡ εἰσπραξη τῆς συνεισφορᾶς ἐνός μέλους, τό χρηματικό κόστος πού ἀναλαμβάνει τό Συμβούλιο λόγω τοῦ δανείου αὐτοῦ ἐπιβαρύνει τό μέλος πού καθυστερεῖ στήν καταβολή του, ἀνεξάρτητα ἀπό τήν πλήρη καταβολή τῆς συνεισφορᾶς του.

2. Ἐκαστο μέλος δύναται νά ἐκλέξει οἰκιοθελῶς τήν ἀπ' εὐθείας καταβολή συνεισφορᾶς σέ μετρητά στόν κατάλληλο λογαριασμό, ἀντί τῆς συνάψεως τοῦ ἐμπορικοῦ δανείου ἀπό τό Συμβούλιο γιά νά καλυφθεῖ τό μερίδιό του ἐν λόγω μέλους στά ἀναγκαῖα κεφάλαια.

#### Ἄρθρο 9

##### Ἀνάθεση ἀρμοδιοτήτων

1. Τό Συμβούλιο, μέ εἰδική ψηφοφορία, δύναται νά ἀναθέσει σέ κάθε ἐπιτροπή πού συστήνεται κατ'

έφαρμογή του άρθρου 19, όλες ή τμήμα των εξουσιών του, ή άσκηση των όποιων δέν απαιτεί, δυνάμει των διατάξεων τής παρούσης συμφωνίας, ειδική ψηφοφορία του Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο, άνεξαρτήτως τής άναθέσεως αυτής, δύναται νά ξετάζει άνά πάσα στιγμή ζητήματα πού παραπέμπονται σέ μιά άπό τίς έπιτροπές του και νά λαμβάνει σχετικές αποφάσεις.

2. Τό Συμβούλιο, μέ ειδική ψηφοφορία, δύναται νά ανακαλέσει κάθε άνάθεση άρμοδιοτήτων πρός μιά έπιτροπή.

#### Άρθρο 10

##### Συνεργασία μέ άλλους οργανισμούς

1. Τό Συμβούλιο δύναται νά θεσπίσει κάθε κατάλληλη διάταξη πρός τό σκοπό διαβουλεύσεως ή συνεργασίας μέ τόν Όργανισμό των Ένωμένων Έθνών, τά όργανά του και τούς ειδικευμένους οργανισμούς, καθώς και μέ άλλους διακυβερνητικούς οργανισμούς.

2. Τό Συμβούλιο δύναται επίσης νά θεσπίσει διατάξεις μέ σκοπό νά έλθει σέ επικοινωνία μέ τούς καταλλήλους διεθνείς μή κυβερνητικούς οργανισμούς.

#### Άρθρο 11

##### Άποδοχή παρατηρητών

Τό Συμβούλιο δύναται νά προσκαλέσει οποιαδήποτε κυβέρνηση μή μέλος ή οποιοδήποτε οργανισμό ό όποιος αναφέρεται στό άρθρο 10, νά παραστεί ως παρατηρητής σέ μιά οποιαδήποτε συνεδρίαση του Συμβουλίου ή μιάς οποιασδήποτε εκ των έπιτροπών πού συστήνονται κατ' έφαρμογή του άρθρου 19.

#### Άρθρο 12

##### Πρόεδρος και άντιπρόεδρος

1. Τό Συμβούλιο εκλέγει, κάθε χρόνο, ένα πρόεδρο και έναν άντιπρόεδρο.

2. Ό πρόεδρος και ό άντιπρόεδρος εκλέγονται, ό ένας από τούς άντιπροσώπους των εξαγωγικών μελών, ό άλλος μεταξύ των εισαγωγικών μελών. Τό άξίωμα του προέδρου και του άντιπροέδρου περιέρχεται εκ περιτροπής σέ κάθε μία εκ των δύο κατηγοριών των μελών, για ένα έτος, νοουμένου όμως ότι αυτή ή έναλλαγή δέν κωλύει τήν επανεκλογή, σέ εξαιρετικές περιστάσεις, του προέδρου ή του άντιπροέδρου ή και των δύο, εάν τό Συμβούλιο αποφαιίνεται δι' ειδικής ψηφοφορίας.

3. Σέ περίπτωση προσωρινής άπουσίας, ό πρόεδρος αντικαθίσταται από τόν άντιπρόεδρο. Σέ περίπτωση ταυτόχρονης προσωρινής άπουσίας του προέδρου και του άντιπροέδρου ή σέ περίπτωση διαρκούς άπουσίας του ενός ή του άλλου ή και των δύο μαζί, τό Συμβούλιο εκλέγει νέους για τό άξίωμα αυτά άντιπροσώπους, προσωρινά ή μόνιμα, κατά περίπτωση, μεταξύ των άντιπροσώπων εξαγωγικών μελών και/ή μεταξύ των άντιπροσώπων των εισαγωγικών μελών, ως άρμόζει.

4. Ούτε ό πρόεδρος, ούτε κανένα άλλο μέλος του προεδρείου πού προεδρεύει μιάς συνεδρίασης δέν δικαιούται ψήφου στήν έν λόγω συνεδρίαση. Δύναται όμως νά ξευσιοδοτήσει άντιπρόσωπο ενός μέλους άνήκοντος στήν ίδια κατηγορία για τήν ένάσκηση των δικαιωμάτων ψήφου του μέλους πού άντιπροσωπεύει.

#### Άρθρο 13

Ο εκτελεστικός διευθυντής, ό διευθυντής του ρυθμιστικού άποθέματος και τά άλλα μέρη του προσωπικού

1. Τό Συμβούλιο διορίζει μέ ειδική ψηφοφορία ένα εκτελεστικό διευθυντή και ένα διευθυντή του ρυθμιστικού άποθέματος.

2. Οί προϋποθέσεις διορισμού του εκτελεστικού διευθυντού και του διευθυντού του ρυθμιστικού άποθέματος καθορίζονται από τό Συμβούλιο.

3. Ό εκτελεστικός διευθυντής είναι ό άνώτατος υπάλληλος του Όργανισμού και ευθύνεται ένώπιον του Συμβουλίου για τη διαχείριση και τη λειτουργία τής παρούσης συμφωνίας, σύμφωνα μέ τις αποφάσεις του Συμβουλίου.

4. Ό διευθυντής του ρυθμιστικού άποθέματος ευθύνεται έναντι του εκτελεστικού διευθυντού και του Συμβουλίου για τήν εκτέλεση των άνατεθειμένων σέ αυτόν έργων δύναμει τής παρούσης συμφωνίας ως και για τήν εκτέλεση οποιουδήποτε άλλου έργου πού τό Συμβούλιο του άναθέτει. Ό διευθυντής του ρυθμιστικού άποθέματος είναι υπεύθυνος για τήν καθημερινή διαχείριση του ρυθμιστικού άποθέματος και ένημερώνει τόν εκτελεστικό διευθυντή για τίς γενικές πράξεις του ρυθμιστικού άποθέματος, κατά τρόπο ώστε ό εκτελεστικός διευθυντής νά άνταποκρίνεται άπολεσματικά στους στόχους τής παρούσης συμφωνίας.

5. Τό προσωπικό διορίζεται από τόν εκτελεστικό διευθυντή σύμφωνα μέ τούς καθοριζομένους από τό Συμβούλιο κανόνες. Ευθύνεται έναντι του εκτελεστικού διευθυντού.

6. Ούτε ό εκτελεστικός διευθυντής ούτε τά άλλα μέλη του προσωπικού, συμπεριλαμβανομένου του διευθυντού του ρυθμιστικού άποθέματος, επιτρέπεται νά έχουν οικονομικά συμφέροντα στή βιομηχανία ή τό έμπόριο του καουτσούκ, ούτε νά ασκούν συναφείς έμπορικές δραστηριότητες.

7. Κατά τήν άσκηση των καθηκόντων τους, ό εκτελεστικός διευθυντής, ό διευθυντής του ρυθμιστικού άποθέματος και τά υπόλοιπα μέλη του προσωπικού δέ ζητούν ούτε δέχονται ύποδείξεις από μέλος ή αρχή εκτός του Συμβουλίου ή μιάς οποιασδήποτε εκ των έπιτροπών των συνιστωμένων κατ' έφαρμογή του άρθρου 19. Άπέχουν από κάθε δραστηριότητα ασυμβίβαστη πρός τό άξίωμα των διεθνών υπαλλήλων και ευθύνονται μόνο έναντι του Συμβουλίου. Έκαστο μέλος του Όργανισμού όφείλει νά σέβεται τόν άποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα των καθηκόντων του εκτελεστικού διευθυντού, του διευθυντού του ρυθμιστικού άποθέματος και των άλλων μελών του προσωπικού και νά μήν επιδιώκει νά τούς έπηρεάζει κατά τήν άσκηση του έργου τους.

#### Άρθρο 14

##### Σύνοδοι

1. Κατά γενικό κανόνα, τό Συμβούλιο συνέρχεται σέ τακτική σύνοδο μία φορά κάθε έξάμηνο.

2. Τό Συμβούλιο, πλόν των συνόδων πού συγκαλούνται σέ περιστάσεις, πού προβλέπονται ρητώς στήν παρούσα συμφωνία συνέρχεται επίσης σέ έκτακτη σύνοδο έφ' όσον τό άποφασίσει ή του ζητηθεί:

- α) από τον πρόεδρο του Συμβουλίου·
- β) από τον εκτελεστικό διευθυντή·
- γ) από την πλειοψηφία των εξαγωγικών μελών·
- δ) από την πλειοψηφία των εισαγωγικών μελών·
- ε) από ένα εξαγωγικό μέλος ή από εξαγωγικά μέλη που κατέχουν το λιγότερο 200 ψήφους·
- στ) ή από ένα εισαγωγικό μέλος ή από εισαγωγικά μέλη που κατέχουν το λιγότερο 200 ψήφους.

3. Οι σύνοδοι λαμβάνουν χώρα στην έδρα του Ὁργανισμού, εκτός εάν το Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία αποφασίσει άλλως. Εάν, κατόπιν προσκλήσεως ενός μέλους, το Συμβούλιο συνέλθει σε άλλο μέρος και όχι στην έδρα του Ὁργανισμού, το μέλος αυτό επιβαρύνεται με τα συμπληρωματικά έξοδα που προκύπτουν για το Συμβούλιο.

4. Ὁ εκτελεστικός διευθυντής αναγγέλλει τις συνόδους στα μέλη και ανακοινώνει την ημερησία διάταξη το λιγότερο τριάντα ημέρες ενωρίτερα εκτός από επείγουσες περιπτώσεις όπου η προειδοποίηση γίνεται το λιγότερο πρὸ ἑπτὰ ημερῶν.

#### Ἄρθρο 15

##### Κατανομή τῶν ψήφων

1. Τὰ εξαγωγικά μέλη διαθέτουν συνολικά 1 000 ψήφους καὶ τὰ εισαγωγικά μέλη διαθέτουν συνολικά 1 000 ψήφους.

2. Σέ κάθε εξαγωγικό μέλος ἀντιστοιχεί ἀρχικά μία ψήφος ἐπὶ τῶν 1 000 πρὸς κατανομή ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι, σέ εξαγωγικό μέλος τοῦ ὁποίου οἱ καθαρές εξαγωγές εἶναι κατώτερες τῶν 10 000 τόννων ἑτησίως, δέν ἀντιστοιχεί ἀρχική ψήφος. Τό ὑπόλοιπο τῶν ἐν λόγω ψήφων κατανέμεται μεταξύ τῶν εξαγωγικῶν μελῶν βάσει μιᾶς ἀναλογίας ὅσο τό δυνατόν πλησιέστερης πρὸς τόν ὄγκο τῶν ἀντιστοίχων καθαρῶν εξαγωγῶν τους σέ φυσικό καουτσούκ κατά περίοδο πέντε ἡμερολογιακῶν ἐτῶν ἢ ὅποια ἀρχίζει ἔξη ἡμερολογιακά ἔτη πρὸ τῆς κατανομῆς τῶν ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι οἱ καθαρές εξαγωγές φυσικοῦ καουτσούκ τῆς Σιγκαπούρης κατά τήν περίοδο αὐτή θεωροῦνται ὅτι ἀντιπροσωπεύουν τό 13% τῶν συνολικῶν εξαγωγῶν γιά τήν περίοδο αὐτή.

3. Οἱ ψήφοι τῶν εισαγωγικῶν μελῶν κατανέμονται μεταξύ τους κατ' ἀνάλογιά πρὸς τό μέσο ὄρο τῶν ἀντιστοίχων καθαρῶν εισαγωγῶν τους σέ φυσικό καουτσούκ κατά περίοδο τριῶν ἡμερολογιακῶν ἐτῶν ἢ ὅποια ἀρχίζει τέσσερα ἡμερολογιακά ἔτη πρὸ τῆς κατανομῆς τῶν ψήφων, νοουμένου ὅμως ὅτι σέ κάθε εισαγωγικό μέλος ἀντιστοιχεί μία ψήφος, ἀκόμα καί ἐάν ἡ μερίδα ἀναλογίας του σέ καθαρές εισαγωγές δέν εἶναι ἀρκετή, ὥστε νά τό δικαιολογεί.

4. Γιά τούς σκοπούς τῶν παραγράφων 2 καί 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τῶν παραγράφων 2 καί 3 τοῦ ἄρθρου 28 περὶ τῶν συνεισφορῶν τῶν εισαγωγικῶν κρατῶν καί τοῦ ἄρθρου 39, τό Συμβούλιο καταρτίζει στήν πρώτη του σύνοδο, πίνακα τῶν καθαρῶν εισαγωγῶν τῶν εισαγωγικῶν κρατῶν, οἱ ὅποιοι ἀναθεωροῦνται κατ' ἔτος, σύμφωνα μέ τό παρόν ἄρθρο.

5. Κατάτιση ψήφων δέν γίνεται. Μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κάθε κλάσμα κατώτερο τοῦ 0,5 στρογγυλοποιεῖται στήν κατώτερη ἀκέραια μονάδα καί κάθε κλάσμα ἴσο ἢ ἀνώτερο τοῦ 0,5 στρογγυλοποιεῖται στήν ἀνώτερη ἀκέραια μονάδα.

6. Γιά κάθε χρήση τό Συμβούλιο κατανέμει τίς ψήφους στήν ἀρχή τῆς πρώτης συνόδου τῆς χρήσεως σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἡ κατανομή αὐτή ἐξακολουθεῖ νά ἰσχύει γιά τήν ὑπόλοιπη χρήση, μέ τήν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 7 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

7. Ὅταν ἀλλάζει ἡ σύνθεση τοῦ Ὁργανισμοῦ ἢ ὅταν τό δικαίωμα ψήφου ἑνός μέλους ἀναστέλλεται ἢ ἀποκαθίσταται κατ' ἐφαρμογή διατάξεως τῆς παρουσίας συμφωνίας, τό Συμβούλιο κατανέμει ἐκ νέου τίς ψήφους ἐντός τῆς ἢ τῶν κατηγοριῶν τῶν ἐν λόγω μελῶν, σύμφωνα μέ τίς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

8. Ἄν λόγω ἀποκλεισμοῦ ἑνός μέλους κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 65, ἢ ἀποχωρήσεως ἑνός μέλους κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 64 ἢ τοῦ ἄρθρου 63, τό μερίδιο τοῦ συνολικοῦ ἐμπορίου πού καλύπτεται ἀπό τά μέλη πού παραμένουν στή μία ἢ στήν ἄλλη κατηγορία εἶναι λιγότερο ἀπό 80%, τό Συμβούλιο συνέρχεται καί ἀποφασίζει περὶ τῶν ὄρων, τοῦ τρόπου ἐφαρμογῆς καί τοῦ μέλλοντος τῆς παρουσίας συμφωνίας, συμπεριλαμβανομένης τῆς ἀνάγκης νά διατηρηθοῦν οἱ οὐσιώδεις πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἄνευ ἐπιβολῆς ὑπερβολικῆς χρηματικῆς ἐπιβαρύνσεως στά ὑπόλοιπα μέλη.

#### Ἄρθρο 16

##### Διαδικασία ψηφοφορίας

1. Κάθε μέλος διαθέτει γιά τήν ψηφοφορία τόν ἀριθμό ψήφων πού ἔχει στό Συμβούλιο καί δέν ἔχει τήν εὐχέρεια νά διαιρέσει τίς ψήφους του.

2. Μέ γραπτή κοινοποίηση πού ἀπευθύνεται στόν πρόεδρο τοῦ Συμβουλίου, κάθε εξαγωγικό μέλος δύναται νά ἐξουσιοδοτήσει ὁποιοδήποτε ἄλλο εξαγωγικό μέλος καί κάθε εισαγωγικό μέλος δύναται νά ἐξουσιοδοτήσει ὁποιοδήποτε ἄλλο εισαγωγικό μέλος νά ἀντιπροσωπεύει τά συμφέροντά του καί νά ἀσκήσει τό δικαίωμα ψήφου σέ κάθε σύνοδο ἢ συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου.

3. Μέλος πού ἐξουσιοδοτεῖται ἀπό ἄλλο μέλος νά κάνει χρήση τῶν ψήφων του, ἀσκήϊ τό δικαίωμα τῶν ψήφων αὐτῶν μέ τήν ἐξουσιοδότηση.

4. Σέ περίπτωση ἀποχῆς, τό μέλος πού ἀπέχει θεωρεῖται ὅτι δέν ἔχει χρησιμοποιήσει τίς ψήφους του.

#### Ἄρθρο 17

##### Ἀπαρτία

1. Ἡ ἀπαρτία ἢ ὅποια ἀπαιτεῖται γιά κάθε συνεδρίαση τοῦ Συμβουλίου συνίσταται ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εξαγωγικῶν μελῶν καί τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εισαγωγικῶν μελῶν, μέ τήν ἐπιφύλαξη ὅτι τά παρόντα μέλη κατέχουν τό λιγότερο τά δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν ψήφων σέ κάθε κατηγορία.

2. Ἄν ἡ ἀπαρτία πού καθορίζεται στήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέν ὑπάρχει κατά τήν ἡμέρα τήν ὀριζομένη γιά τή συνεδρίαση καί κατά τήν ἐπομένη ἡμέρα, ἢ ἀπαρτία συνίσταται τήν τρίτη ἡμέρα καί τίς ἐπόμενες ἡμέρες ἀπό τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εξαγωγικῶν μελῶν καί τήν πλειοψηφία τῶν παρισταμένων εισαγωγικῶν μελῶν, ὑπό τόν ὄρο ὅτι τά μέλη αὐτά κατέχουν τήν πλειοψηφία τοῦ συνόλου τῶν ψήφων σέ κάθε μία ἀπό τίς κατηγορίες.

3. Κάθε μέλος που αντιπροσωπεύεται σύμφωνα με την παράγραφο 2 του άρθρου 16 θεωρείται ως παρόν.

#### Άρθρο 18

##### Αποφάσεις

1. Το Συμβούλιο λαμβάνει όλες τις αποφάσεις του και διατυπώνει όλες τις συστάσεις του με ψηφοφορία διά απλής κατανομής πλειοψηφίας, πλην αντιθέτου διατάξεως της παρούσης συμφωνίας.

2. Όταν ένα μέλος επικαλείται τις διατάξεις του άρθρου 16 και άσκει το δικαίωμα των ψήφων του σε μία συνεδρίαση του Συμβουλίου, το μέλος αυτό θεωρείται, κατά την έννοια της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, ότι είναι παρόν και ψηφίζει.

#### Άρθρο 19

##### Σύσταση επιτροπών

1. Συστήνονται οι ακόλουθες επιτροπές:

- α) Διοικητική Έπιτροπή·
- β) Έπιτροπή Πράξεων του Ρυθμιστικού Αποθέματος·
- γ) Έπιτροπή Στατιστικών Στοιχείων· και
- δ) Έπιτροπή Λοιπών Μέτρων.

Τό Συμβούλιο δύναται επίσης να συστήσει και άλλες επιτροπές με ειδική ψηφοφορία.

2. Κάθε επιτροπή ευθύνεται έναντι του Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία καθορίζει τη σύνθεση και την αποστολή κάθε επιτροπής.

#### Άρθρο 20

##### Όμάδα έμπειρογνωμόνων

1. Τό Συμβούλιο συνιστά ομάδα έμπειρογνωμόνων οι οποίοι επιλέγονται μεταξύ των απασχολούμενων στη βιομηχανία και τό εμπόριο του καουτσούκ στά εξαγωγικά μέλη και στά εισαγωγικά μέλη.

2. Η ομάδα των έμπειρογνωμόνων τίθεται στή διάθεση του Συμβουλίου και των επιτροπών για να παρέχουν τή συνδρομή και τή γνώμη τους, ιδίως σχετικά με τίς πράξεις του ρυθμιστικού αποθέματος και με τά άλλα μέτρα που αναφέρονται στό άρθρο 44.

3. Η σύνθεση, τά καθήκοντα της ομάδος των έμπειρογνωμόνων καθώς και οι σχετικές διοικητικές διατάξεις καθορίζονται από τό Συμβούλιο.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

##### ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

#### Άρθρο 21

##### Προνόμια και άσυλίες

1. Ο Όργανισμός έχει νομική προσωπικότητα. Έχει ιδίως τήν ικανότητα να συμβάλλεται, να αποκτά και να έκποιεί κινήτα και άκίνητα περιουσιακά στοιχεία και να παρίσταται ένώπιον δικαστηρίου.

2. Ο Όργανισμός συνάπτει με τήν κυβέρνηση της χώρας όπου πρέπει να έγκαταστήσει τήν έδρα του (άποκαλουμένη κατωτέρω «φιλοξενούσα κυβέρνηση»), τό ταχύτερο δυνατό μετά τή θέση σέ ισχύ της παρούσης συμφωνίας, συμφωνία (άποκαλουμένη κατωτέρω «συμφωνία ως προς τήν έδρα») περί του καταστατικού, των προνομίων και των άσυλιών του Όργανισμού, του έκτελεστικού διευθυντού, του προσωπικού και των έμπειρογνωμόνων, καθώς και των αντιπροσωπειών των μελών, που είναι συνήθως αναγκαία για τήν ένασκηση των καθηκόντων τους.

3. Έν άναμονή της συνάψεως της συμφωνίας ως προς τήν έδρα, ό Όργανισμός ζητεί από τή φιλοξενούσα κυβέρνηση να άπαλλαγούν από τούς φόρους, στό βαθμό που επιτρέπεται από τή νομοθεσία της, ό άμοιβές που καταβάλλονται από τόν Όργανισμό στό προσωπικό του, και τό ένεργητικό, τά εισοδήματα και τά άλλα περιουσιακά στοιχεία του Όργανισμού.

4. Ο Όργανισμός συνάπτει άκόμη, με μία ή περισσότερες άλλες κυβερνήσεις συμφωνίες, οι όποιες πρέπει να έγκρίνονται από τό Συμβούλιο, περί των προνομίων και άσυλιών που κρίνονται αναγκαία για τήν όρθή έφαρμογή της παρούσης συμφωνίας.

5. Αν ή έδρα του Όργανισμού μεταφερθεί σέ άλλη χώρα, ή κυβέρνηση της χώρας αυτής συνάπτει με τόν Όργανισμό, τό ταχύτερο δυνατό, συμφωνία ως προς τήν έδρα τήν όποία έγκρίνει τό Συμβούλιο.

6. Η συμφωνία ως προς τήν έδρα είναι άνεξάρτητη της παρούσης αποφάσεως. Παρά ταύτα λήγει:

- α) διά άμοιβαίας συγκαταθέσεως της φιλοξενούσης κυβερνήσεως και του Όργανισμού·
- β) άν ή έδρα του Όργανισμού μεταφερθεί έκτός του έδάφους της φιλοξενούσης κυβερνήσεως· ή
- γ) άν ό Όργανισμός παύσει όριστικά να ύφίσταται.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI

##### ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΙ ΚΑΙ ΕΛΕΓΧΟΙ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΩΝ

#### Άρθρο 22

##### Χρηματικοί λογαριασμοί

1. Για τή λειτουργία και τή διαχείριση της παρούσης συμφωνίας δημιουργούνται δύο λογαριασμοί:

- α) ό λογαριασμός του ρυθμιστικού αποθέματος· και
- β) ό διοικητικός λογαριασμός.

2. Όλα τά άκόλουθα έσοδα και έξοδα που άπορρέουν από τή σύσταση, τή λειτουργία και τή διατήρηση του ρυθμιστικού αποθέματος, μεταφέρονται στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος: συνεισφορές που καταβάλλονται από τά μέλη δύναμει του άρθρου 28, δάνεια που συνάπτονται για λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος δύναμει του άρθρου 8, άποσβέσεις του κεφαλαίου των δανείων αυτών και αντίστοιχοι τόκοι, προϊόν εκ των πωλήσεων αποθεμάτων που άποτελούν τό ρυθμιστικό απόθεμα, τόκοι των καταθέσεων του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος, κόστος κτήσεως του αποθέματος, προμήθειες, έξοδα άποθηκέσεως, μεταφοράς και άποθέματος, άσφαλίσεις και κόστος άνανέωσεως του άποθέματος. Τό Συμβούλιο δύναται, έν τούτοις δι' ειδικής ψηφοφορίας, να μεταφέρει άλλα έξοδα και έσοδα που

καταλογίζονται σε συναλλαγές ή πράξεις του ρυθμιστικού αποθέματος, στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος.

3. Όλα τα άλλα έσοδα και έξοδα τὰ σχετικά με τὴ λειτουργία τῆς παρούσας συμφωνίας μεταφέρονται στο διοικητικό λογαριασμό. Τὰ έξοδα αὐτὰ καλύπτονται κανονικά ἀπὸ τὶς συνεισφορές τῶν μελῶν πού υπολογίζονται σύμφωνα με τὸ ἄρθρο 25.

4. Ὁ Ὄργανισμός δέν καλύπτει έξοδα ἀντιπροσωπειῶν ἢ παρατηρητῶν, ἀπεσταλμένων στο Συμβούλιο ἢ σέ μιά ὀποιαδήποτε ἀπὸ τὶς ἐπιτροπές πού συνιστῶνται κατ' ἐφαρμογή τῶν ἄρθρων 19.

#### Ἄρθρο 23

##### Τρόπος πληρωμῆς

Οἱ καταβολές σέ μετρητὰ στο διοικητικό λογαριασμό καὶ στο λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος διενεργοῦνται σέ ἐλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα ἢ σέ νομίσματα πού εἶναι μετατρέψιμα σὲ κύριες ξένες ἀγορές συναλλάγματος σέ ἐλευθέρως χρησιμοποιούμενα νομίσματα καὶ δέν ὑπόκεινται σέ συναλλαγματικούς περιορισμούς.

#### Ἄρθρο 24

##### Ἐλεγχος λογαριασῶν

1. Τὸ Συμβούλιο διορίζει ἐλεγκτές λογαριασῶν πού ἐπιφορτίζονται με τὸν ἔλεγχο τῶν βιβλίων του.

2. Ὁ διοικητικός λογαριασμός καὶ ὁ λογαριασμός τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος ἀφοῦ ἐλεγχθοῦν ἀπὸ ἀνεξάρτητους ἐλεγκτές τίθενται στὴ διάθεση τῶν μελῶν τὸ ταχύτερο δυνατό, ἀλλὰ ὄχι λιγότερο ἀπὸ τρεῖς μῆνες μετὰ τὸ κλείσιμο κάθε χρήσεως καὶ ἐξετάζονται γιὰ ἔγκριση ἀπὸ τὸ Συμβούλιο στὴν ἐπόμενη σύνοδό του με τὸν κατάλληλο τρόπο. Μία περίληψη τῶν ἐλεγχθέντων λογαριασῶν καὶ τοῦ ἰσολογισμοῦ δημοσιεύονται ἀκολούθως.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII

### Ο ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΟΣ ΛΟΓΑΡΙΑΣΜΟΣ

#### Ἄρθρο 25

##### Συνεισφορές στὸν προϋπολογισμό

1. Τὸ Συμβούλιο, κατὰ τὴν πρώτη σύνοδο πού συγκαλεῖται μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμό τοῦ διοικητικοῦ λογαριασμοῦ γιὰ τὴν περίοδο πού περιλαμβάνεται μεταξύ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος καὶ τῆς λήξεως τῆς πρώτης χρήσεως. Ἐν συνεχεία, στο δευτέρου ἡμῶν κάθε χρήσεως, τὸ Συμβούλιο ἐγκρίνει τὸν προϋπολογισμό τοῦ διοικητικοῦ λογαριασμοῦ γιὰ τὴν ἐπόμενη χρήση. Τὸ Συμβούλιο καθορίζει τὴ συνεισφορά ἐκάστου μέλους στὸν προϋπολογισμό αὐτὸ σύμφωνα με τὴν παράγραφο 2 τῆς παρούσης συμφωνίας.

2. Γιὰ κάθε χρήση, ἡ συνεισφορά ἐκάστου μέλους εἶναι ἀνάλογη πρὸς τὴ σχέση πού ὑπάρχει, κατὰ τὴ στιγμή ἀποδοχῆς τοῦ διοικητικοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς χρήσεως αὐτῆς, μεταξύ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων

τοῦ μέλους αὐτοῦ καὶ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ψήφων τοῦ συνόλου τῶν μελῶν. Γιὰ νὰ καθορισθοῦν οἱ συνεισφορές, οἱ ψήφοι κάθε μέλους υπολογίζονται δίχως νὰ ληφθεῖ ὑπόψη ἡ ἀναστολή τῶν δικαιωμάτων ψήφου μέλους οὔτε ἡ νέα κατανομή ψήφων πού προκύπτει ὡς ἐκ τούτου.

3. Τὸ Συμβούλιο ὀρίζει τὴν ἀρχικὴ συνεισφορά πρὸς τὸν διοικητικό προϋπολογισμό κάθε κυβερνήσεως πού καθίσταται μέλος μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας σέ συνάρτηση με τὸν ἀριθμὸ ψήφου πού τῆς παρέχονται καὶ τοῦ μέλους τῆς τριχούσης χρήσεως πού δέν ἔχει παρῆλθει· δέν μεταβάλλονται ὁμοῦ οἱ συνεισφορές πού ἀντιστοιχοῦν στα ἄλλα μέλη.

#### Ἄρθρο 26

##### Καταβολὴ τῶν συνεισφορῶν πρὸς τὸ διοικητικό προϋπολογισμό

1. Οἱ συνεισφορές στὸν πρώτο διοικητικό προϋπολογισμό καθίστανται ἀπαιτητές σέ ἡμερομηνία πού καθορίζεται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο κατὰ τὴν πρώτη του σύνοδο. Οἱ συνεισφορές στοὺς μεταγενέστερους διοικητικούς προϋπολογισμούς καθίστανται ἀπαιτητές τὴν πρώτη ἡμέρα ἐκάστης χρήσεως. Ἡ συνεισφορά μιάς κυβερνήσεως πού καθίσταται μέλος μετὰ τὴν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ ἡ ὁποία υπολογίζεται σύμφωνα με τὴν παράγραφο 3 τοῦ ἄρθρου 25, εἶναι ἀπαιτητὴ, γιὰ τὴν ἐν λόγω χρήση, σέ ἡμερομηνία πού καθορίζεται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο.

2. Ἐάν μέλος δέν κατέβαλε πλήρως τὴ συνεισφορά του στο διοικητικό προϋπολογισμό ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία καθίσταται ἀπαιτητὴ δυνάμει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ ἐκτελεστικὸς διευθυντὴς ζητεῖ ἀπὸ τοῦτο νὰ προβεῖ στὴν καταβολὴ τὸ ταχύτερο δυνατό. Ἐάν μέλος δέν καταβάλλει τὴ συνεισφορά του ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τὴν πρόσκληση τοῦ ἐκτελεστικοῦ διευθυντοῦ πρὸς καταβολή, τὰ δικαιώματά του ψήφου στὸν Ὄργανισμό ἀναστέλλονται ἐκτὸς ἐάν τὸ Συμβούλιο, δι' ἐιδικῆς ψηφοφορίας, ἀποφασίσαι ἄλλως. Ἐάν μέλος δέν καταβάλλει τὴ συνεισφορά του ἐντὸς τῶν τεσσάρων κατὰ συνέχεια μηνῶν μετὰ τὴν πρόσκληση τοῦ διοικητικοῦ διευθυντοῦ, ἀνακαλοῦνται ἀπὸ τὸ Συμβούλιο ὅλα τὰ δικαιώματα τοῦ ἐν λόγω μέλους δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας ἐκτὸς ἐάν, με ἐιδικὴ ψηφοφορία τὸ Συμβούλιο ἀποφασίσαι ἄλλως.

3. Γιὰ τὶς συνεισφορές πού λαμβάνονται καθυστερημένα, τὸ Συμβούλιο εἰσπράττει τόκο βάσει τοῦ προτιμησιακοῦ ἐπιτοκίου τῆς φιλοξενούσης χώρας, ὁ ὁποῖος τρέχει ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία οἱ συνεισφορές κατέστησαν ἀπαιτητές, ἢ βάσει τοῦ ἐμπορικοῦ ἐπιτοκίου στὴν περίπτωση δανείου συναφθέντος δυνάμει τοῦ ἄρθρου 8, κατὰ περίπτωσιν.

4. Μέλος τοῦ ὁποῖου τὰ δικαιώματα ἀνεκλήθησαν δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑποχρεοῦται ἰδιαιτέρως νὰ καταβάλλει τὴ συνεισφορά του καὶ νὰ ἀπαλλαγῆ ἀπὸ ὅλες τὶς ἄλλες ὑποχρεώσεις με τὶς ὁποῖες βαρύνεται δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ VIII

### ΤΟ ΡΥΘΜΙΣΤΙΚΟ ΑΠΟΘΕΜΑ

#### Ἄρθρο 27

##### Μέγεθος τοῦ ρυθμιστικοῦ αποθέματος

Γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης συμφωνίας, δημιουργή-

γείται διεθνές ρυθμιστικό απόθεμα μεγέθους 550 000 τόννων συνολικά. Το απόθεμα αυτό είναι το μόνο μέσο παρεμβάσεως στην αγορά για τη σταθεροποίηση των τιμών που προβλέπεται στην παρούσα συμφωνία. Περιλαμβάνει:

- α) το κανονικό ρυθμιστικό απόθεμα με 400 000 τόννους· και
- β) το έκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα με 150 000 τόννους.

### Άρθρο 28

#### Χρηματοδότηση του ρυθμιστικού αποθέματος

1. Τα μέλη αναλαμβάνουν να χρηματοδοτούν το συνολικό κόστος του διεθνούς ρυθμιστικού αποθέματος των 550 000 τόννων που δημιουργείται κατ' εφαρμογή του άρθρου 27.

2. Η χρηματοδότηση του κανονικού ρυθμιστικού αποθέματος καθώς και του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος κατανέμεται εξ ίσου μεταξύ της κατηγορίας των εξαγωγικών μελών και της κατηγορίας των εισαγωγικών μελών. Οι συνεισφορές των μελών στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος υπολογίζονται βάσει των ψήφων που διαθέτουν στο Συμβούλιο, με την επιφύλαξη των διατάξεων των παραγράφων 3 και 4 του παρόντος άρθρου.

3. Η συνεισφορά στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος υπολογίζεται ως ακολούθως όταν πρόκειται περί εισαγωγικού μέλους του οποίου ή συμμετοχή στις όλικές καθαρές εισαγωγές όπως έμψ ανίζονται στον πίνακα που το Συμβούλιο κατάρτισε σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου 15, αντιπροσωπεύει 0,1% ή λιγότερο επί των καθαρών όλικων εισαγωγών:

- α) αν η συμμετοχή του στις όλικές καθαρές εισαγωγές είναι κατώτερη ή ίση προς 0,1% αλλά ανώτερη του 0,05%, ή συνεισφορά του υπολογίζεται σύμφωνα με την πραγματική μερίδα του στις όλικές καθαρές εισαγωγές·
- β) αν η συμμετοχή του στις καθαρές όλικές εισαγωγές είναι ίση ή κατώτερη από 0,05%, ή συνεισφορά του υπολογίζεται βάσει μερίδος στις όλικές καθαρές εισαγωγές ίσης προς 0,05%.

4. Σε οποιαδήποτε περίοδο κατά τη διάρκεια της οποίας ή παρούσα συμφωνία θά είναι σε προσωρινή ισχύ κατ' εφαρμογή της παραγράφου 2 ή της περιπτώ-

σεως β) της παραγράφου 4 του άρθρου 61, ή χρηματική υποχρέωση εκάστου εξαγωγικού μέλους ή εκάστου εισαγωγικού μέλους στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος δέν πρέπει να υπερβαίνει συνολικά τη συνεισφορά του εν λόγω μέλους, υπολογιζόμενη σύμφωνα με τον αριθμό ψήφων που αντιστοιχούν στα μερίδια σε ποσοστά, όπως εμφανίζονται στους πίνακες που καταρτίζει το Συμβούλιο σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου 15, επί του συνόλου των 275 000 τόννων που καταλογίζονται στην κατηγορία των εξαγωγών και στην κατηγορία των εισαγωγών αντίστοιχως. Οι χρηματικές υποχρεώσεις των μελών κατά τη θέση σε προσωρινή ισχύ της παρούσης συμφωνίας θά κατανέμονται εξ ίσου μεταξύ της κατηγορίας των εξαγωγικών μελών και της κατηγορίας των εισαγωγικών μελών. Όταν ή συνολική υποχρέωση μίας κατηγορίας υπερβαίνει εκείνη της άλλης κατηγορίας, ή βαρύτερη από τις δύο υποχρεώσεις μειώνεται κατά τρόπο που να αντιστοιχεί στην άλλη, οί δέ ψήφοι κάθε μέλους στη συνολική αυτή υποχρέωση μειώνονται αναλόγως με τά μερίδια επί του συνόλου των ψήφων, όπως προκύπτουν από τούς πίνακες που καταρτίζει το Συμβούλιο σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου 15.

5. Το συνολικό κόστος του κανονικού ρυθμιστικού αποθέματος 400 000 τόννων χρηματοδοτείται από τις συνεισφορές σε μετρητά, οί όποιες καταβάλλονται από τά μέλη στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος. Οί συνεισφορές αυτές είναι δυνατό, κατά περίπτωση, να καταβληθούν από τούς κατάλληλους οργανισμούς των ενδιαφερομένων μελών.

6. Το συνολικό κόστος του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος 150 000 τόννων χρηματοδοτείται από τις συνεισφορές που καταβάλλονται από τά μέλη υπό μορφή:

- α) ποσών σε μετρητά, τά όποια συγκεντρώνονται βάσει δανείων που συνάπτονται από εμπορικές πηγές εκ μέρους του Συμβουλίου και τά όποια εξασφαλίζονται ταυτόχρονα με warrants αποθέματος και με κυβερνητικές εγγυήσεις και κυβερνητικές υποσχέσεις περί εγγυήσεως· και/ή
- β) ποσών σε μετρητά.

Οί συνεισφορές αυτές είναι δυνατόν κατά περίπτωση να δοθούν, από κατάλληλους οργανισμούς των ενδιαφερομένων μελών.

7. Κάθε μέλος είναι ελεύθερο να επιλέξει είτε την περίπτωση α) ή την περίπτωση β) της παραγράφου 6 του παρόντος άρθρου, ή και τις δύο· όπωσδήποτε, τό ποσό σε μετρητά κατατίθεται στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος. Στην περίπτωση των δανείων που συνάπτονται σύμφωνα με την περίπτωση α) της παραγράφου 6, ή αξία των warrants του

αποθέματος, άναγομένη στή συνολική αξία του ρυθμιστικού αποθέματος κατά τόν σχετικό χρόνο δέν πρέπει νά υπερβαίνει τή μερίδα τών ψήφων τήν όποία τά μέλη δανεισται διαθέτουν στό Συμβούλιο. Τά μέλη ύπέρ τών όποίων τό Συμβούλιο προέβη σέ δάνεια ύπό έμπορικούς όρους κατ' έφαρμογή τής περιπτώσεως α) τής παραγράφου 6, άναλαμβάνουν όλες τές ύποχρεώσεις πού συνεπάγονται άντιστοίχως τά δάνεια αυτά.

8. Τό συνολικό κόστος του διεθνούς ρυθμιστικού αποθέματος 550 000 τόννων έξοφλείται μέ άπόληψη έκ του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος. Τό κόστος αυτό περιλαμβάνει ιδίως όλα τά έξοδα πού άντιστοιχούν στην κτήση και στή λειτουργία του διεθνούς ρυθμιστικού αποθέματος 550 000 τόννων. Έάν τό κατ' έκτίμηση κόστος πού αναφέρεται στό παράρτημα Γ τής παρούσης συμφωνίας δέν άντιστοιχεί άκριβώς προς τό όλικό κόστος κτήσεως και λειτουργίας του ρυθμιστικού αποθέματος, τό Συμβούλιο συνέρχεται και θεσπίζει τές άναγκαίες διατάξεις περί καταβολής εισφορών για νά καλυφθεί τό συνολικό αυτό κόστος, σύμφωνα προς τές μερίδες οί όποιες εκφράζονται σέ ποσοστά έπί του συνόλου τών ψήφων.

#### Άρθρο 29

##### Καταβολή τών συνεισφορών στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος

1. Μία άρχική εισφορά σέ μετρητά, ή όποία άντιστοιχεί σέ 70 έκατομμύρια μαλαισιανά ringgits καταβάλλεται στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος. Η συνεισφορά αυτή κατανέμεται μεταξύ όλων τών μελών σύμφωνα μέ τό μερίδιο σέ ποσοστά έπί τών ψήφων πού διαθέτουν, λαμβανομένης ύπόψη τής παραγράφου 3 του άρθρου 28. Η συνεισφορά ζητείται ευθύς ως ό εκτελεστικός διευθυντής ενημερωθεί από όλα τά μέλη ότι είναι έτοιμα νά άντιμετωπίσουν τές χρηματικές απαιτήσεις, έντός δεκαοκτώ μηνών από τήν ήμερομηνία προσωρινής ενάρξεως τής ισχύος τής παρούσης συμφωνίας. Οί άρχικές αυτές συνεισφορές καθίστανται άπαιτητές σαράντα πέντε ήμέρες άφ' ότου ό εκτελεστικός διευθυντής ζητήσει τήν καταβολή τους.

2. Ο εκτελεστικός διευθυντής έχει πάντοτε τή δυνατότητα νά άπαιτήσει τήν πληρωμή τών συνεισφορών, υπό τόν όρο ότι ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος βεβαιώνει ότι τά έν λόγω ποσά είναι άναγκαία για τή λειτουργία του ρυθμιστικού αποθέματος κατά τούς τέσσερεις έπόμενους μήνες.

3. Σέ περίπτωση κλήσεως προς καταβολή τών συνεισφορών, τό αιτούμενο ποσό πρέπει νά καταβάλλεται

από τά μέλη έντός τριάντα ήμερών από τήν ήμερομηνία κοινοποιήσεως. Κατόπιν αίτήσεως ένός μέλους ή μελών τά όποία συγκεντρώνουν 28 ψήφους στό Συμβούλιο, τό Συμβούλιο συνέρχεται σε έκτακτη σύνοδο και δύναται νά τροποποιήσει ή νά άρνηθεί τήν κλήση προς καταβολή τών συνεισφορών, ή όποία βασίσθηκε στην εκτίμηση τών άναγκών του ταμείου προς στήριξη τών πράξεων του ρυθμιστικού αποθέματος έπί τρεις μήνες κατά συνέχεια. Έάν τό Συμβούλιο άδυνατεί νά λάβει άπόφαση, οί συνεισφορές καταβάλλονται προς τά μέλη σύμφωνα μέ τήν άπόφαση του εκτελεστικού διευθυντού.

4. Οί συνεισφορές πού απαιτούνται για τό σύνηθες ρυθμιστικό απόθεμα και για τό έκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα εκτιμώνται στην κατώτερη τιμή ενεργοποίησης πού ισχύει κατά τή στιγμή πού ζητούνται οί συνεισφορές.

5. Η κλήση προς καταβολή τών συνεισφορών πού προορίζονται για τό έκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα πραγματοποιείται κατά τόν ακόλουθο τρόπο:

- α) τό Συμβούλιο, όταν επανεξετάζει τό ρυθμιστικό απόθεμα σέ επίπεδο 300 000 τόννων όπως προβλέπεται στό άρθρο 32:
  - i) δέχεται από κάθε μέλος δήλωση, ή όποία όρίζει τή μέθοδο μέ τήν όποία αυτό θα χρηματοδοτήσει τή μερίδα του στό έκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα κατ' έφαρμογή του άρθρου 28· και
  - ii) θεσπίζει κάθε δημοσιονομική και άλλη διάταξη πού κρίνεται άναγκαία για τήν ταχεία δημιουργία του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος συμπεριλαμβανομένης και τής αίτησεως κεφαλαίων εάν παραστεί άνάγκη·
- β) τό Συμβούλιο, όταν επανεξετάζει τό ρυθμιστικό απόθεμα σέ επίπεδο 400 000 τόννων, όπως προβλέπεται στό άρθρο 32 βεβαιούται:
  - i) ότι όλα τά μέλη έπραξαν τό άναγκαίο για νά χρηματοδοτήσουν τό μερίδιό τους στό έκτακτο ρυθμιστικό απόθεμα· και
  - ii) ότι εξητήθη ή παρέμβαση του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος και ότι τουτο είναι έντελώς έτοιμο νά παρέμβει, σύμφωνα μέ τές διατάξεις του άρθρου 31.

#### Άρθρο 30

##### Πλαίσιο τιμών

1. Προς τό σκοπό τών πράξεων εκτελέσεως του ρυθμιστικού αποθέματος καθορίζεται:

- α) τιμή άναγωγής·

- β) κατώτερη τιμή παρεμβάσεως·
- γ) ανώτερη τιμή παρεμβάσεως·
- δ) κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·
- ε) ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·
- στ) κατώτερη ένδεικτική τιμή· και
- ζ) ανώτερη ένδεικτική τιμή.

2. Κατά την έναρξη ισχύος της παρούσης συμφωνίας, ή τιμή άναγωγής όρίζεται άρχικά σέ 210 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο. Έπανεξετάζεται και άναθεωρείται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του τμήματος Α του άρθρου 32.

3. Καθορίζονται ανώτερη τιμή παρεμβάσεως και κατώτερη τιμή παρεμβάσεως οί όποίες απέχουν αντίστοιχα 15% άπό την τιμή άναγωγής, έκτός άν τό Συμβούλιο άποφασίσει άλλως μέ ειδική ψηφοφορία.

4. Καθορίζονται ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως και κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως, οί όποίες απέχουν αντίστοιχα 20% άπό την τιμή άναγωγής, έκτός άν τό Συμβούλιο άποφασίσει άλλως μέ ειδική ψηφοφορία.

5. Οί τιμές πού άναφέρονται στην παράγραφο 3 και 4 του παρόντος άρθρου στρογγυλοποιούνται στό έγγυτερο cent.

6. Πλήν αντίθετων διατάξεων της παρούσης συμφωνίας, ή κατώτερη ένδεικτική τιμή θά είναι 150 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο και ή ανώτερη ένδεικτική τιμή 270 cents Μαλαισίας-Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο, κατά τούς τριάντα μήνες άπό την έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας.

#### Άρθρο 31

##### Λειτουργία του ρυθμιστικού αποθέματος

1. Άν ή τιμή δείκτης της άγοράς, όπως προβλέπεται στό άρθρο 33, έχοντας ύπόψη τό πλαίσιο τιμών τό όποίο όρίζεται στό άρθρο 30, ή όπως διαμορφώνεται μεταγενέστερα κατά τά άρθρα 32 και 40:

- α) είναι ίση ή ανώτερη της ανώτερης τιμής ενεργοποιήσεως, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος στηρίζει την ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως διαθέτοντας πρός πώληση φυσικό καουτσούκ έως ότου ή τιμή δείκτης κατέλθει κάτω της ανώτερης τιμής ενεργοποιήσεως·
- β) είναι ανώτερη της ανώτερης τιμής παρεμβάσεως, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος δύναται νά πωλήσει φυσικό καουτσούκ για νά στηρίξει την ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·
- γ) κείται μεταξύ της ανώτερης και κατώτερης τιμής παρεμβάσεως ή είναι ίση πρός τή μία ή την άλλη, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος δέν άγοράζει ούτε πωλεί φυσικό καουτσούκ, παρά μόνο έντός του πλαισίου των έξουσιών πού παρέχονται σέ αυτόν δυνάμει του άρθρου 36 όσον άφορά την άνάνεωση του αποθέματος·

δ) είναι κατώτερη της κατώτερης τιμής παρεμβάσεως, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος δύναται νά άγοράσει φυσικό καουτσούκ για νά στηρίξει την κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως·

ε) είναι ίση ή κατώτερη της κατώτερης τιμής ενεργοποιήσεως, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος στηρίζει την κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως προδιδόντας σέ προσφορές άγοράς φυσικού καουτσούκ έως ότου ή τιμή δείκτης της άγοράς ύπερβεί την κατώτερη τιμή ενεργοποιήσεως.

2. Όταν οί πωλήσεις ή οί άγορές του ρυθμιστικού αποθέματος φθάνουν τό επίπεδο των 400 000 τόννων, τό Συμβούλιο άποφασίζει μέ ειδική ψηφοφορία έάν πρέπει νά προκληθεί παρέμβαση του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος:

- α) στην κατώτερη ή ανώτερη τιμή ενεργοποιήσεως· ή
- β) σέ μία τιμή πού νά εύρίσκεται μεταξύ της κατώτερης τιμής ενεργοποιήσεως και της κατώτερης ένδεικτικής τιμής, ή μεταξύ της ανώτερης τιμής ενεργοποιήσεως και της ανώτερης ένδεικτικής τιμής.

3. Έκτός άν τό Συμβούλιο άποφασίσει άλλως μέ ειδική ψηφοφορία κατ' έφαρμογή της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος χρησιμοποιεί τό έκτακτο ρυθμιστικό αποθέμα για νά στηρίξει την κατώτερη ένδεικτική τιμή, μέ την παρέμβαση του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος, όταν ή τιμή δείκτης άγοράς εύρίσκεται στό μέσο μεταξύ της κατώτερης ένδεικτικής τιμής και της κατώτερης τιμής ενεργοποιήσεως, και για τή στήριξη της ανώτερης ένδεικτικής τιμής μέ την παρέμβαση του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος όταν ή τιμή δείκτης άγοράς εύρίσκεται στό μέσο μεταξύ της ανώτερης ένδεικτικής τιμής και της ανώτερης τιμής ενεργοποιήσεως.

4. Οί συνολικές διευκολύνσεις του ρυθμιστικού αποθέματος, περιλαμβανομένου του κανονικού και του έκτακτου ρυθμιστικού αποθέματος, θά χρησιμοποιηθούν ώστε νά διασφαλιστεί ότι ή τιμή δείκτης άγοράς δέν πέφτει κάτω άπό την κατώτερη ένδεικτική τιμή ή άνεβαίνει πάνω άπό την ανώτερη ένδεικτική τιμή.

5. Ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος διενεργεί τίς πωλήσεις και τίς άνταλλαγές μέσω έγκαθιδρυμένων έμπορικών άγορών μέ τίς τιμές πού ισχύουν, και όλες οί συναλλαγές του πρέπει νά γίνονται σέ φυσικό καουτσούκ πού θά παραδίδεται όχι άργότερα άπό τρεις ήμερολογιακούς μήνες πριν.

6. Για νά διευκολυνθεί ή λειτουργία του ρυθμιστικού αποθέματος, τό Συμβούλιο, έκτός άπό ύποκαταστήματα, θά δημιουργήσει τίς αναγκαίες διευκολύνσεις στό γραφείο του διευθυντή του ρυθμιστικού αποθέματος σέ έγκαθιδρυμένες άγορές καουτσούκ και έγκεκριμένους χώρους αποθήκευσης.

7. Ό διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος έτοιμάζει μία μηνιαία αναφορά για τίς συναλλαγές ρυθμιστικού αποθέματος και την οίκονομική κατάσταση

του λογαριασμού αυτού. Έξήντα μέρες μετά το τέλος κάθε μήνα, ή αναφορά γι' αυτόν το μήνα θά μπορεί να αποβαινει επωφελής για τὰ μέλη.

8. Οί πληροφορίες για τίς συναλλαγές πού αφορούν τό ρυθμιστικό αποθέμα περιλαμβάνουν ποσότητας, τιμές, τύπους, βαθμίδες και αγορές όλων τών οργανισμών του ρυθμιστικού αποθέματος, περιλαμβανομένων και τών πιθανών αλλαγών. Οί πληροφορίες για τήν οικονομική κατάσταση του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος περιλαμβάνει επίσης τὰ επιτόκια, τούς δρους και τίς καταστάσεις τών καταθέσεων και δανείων, τὰ ποσά πού διακινούνται και άλλες σχετικές πληροφορίες για τὰ θέματα πού αναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 22.

#### \*Άρθρο 32

Έλεγχος και αναθεώρηση του πλαισίου τιμών

#### A. ΤΙΜΗ ΑΝΑΓΩΓΗΣ

1. Η τιμή αναγωγής επανεξετάζεται και αναθεωρείται σε συνάρτηση με τίς τάσεις της αγοράς και/ή τίς καθαρές διακυμάνσεις του ρυθμιστικού αποθέματος, υπό τήν επιφύλαξη τών διατάξεων του παρόντος τμήματος του παρόντος άρθρου. Η τιμή αναγωγής επανεξετάζεται από τό Συμβούλιο κάθε δεκαοκτώ μήνες από τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας.

α) Έάν ο μέσος δρος τών ήμερησίων τιμών δεικτών αγοράς τό ξέξιμηνο πού προηγείται μιάς εξέτασεως ίσοῦται με τήν ανώτερη τιμή παρεμβάσεως ή τήν κατώτερη τιμή παρεμβάσεως, ή αν περιλαμβάνεται μεταξύ τών δύο αυτών τιμών, ή τιμή αναγωγής δέν αναθεωρείται.

β) Έάν ο μέσος δρος τών ήμερησίων τιμών δεικτών αγοράς τό ξέξιμηνο πού προηγείται μιάς εξέτασεως είναι κατώτερος της κατώτερης τιμής παρεμβάσεως, ή τιμή αναγωγής αναθεωρείται αυτόμάτως και μειώνεται κατά 5% σε σχέση με τό επίπεδό της κατά τή στιγμή της εξέτασεως, εκτός αν τό Συμβούλιο αποφασίσει με ειδική ψηφοφορία να εφαρμοσει στην τιμή αναγωγής διαφορετικό ποσοστό μείωσης.

γ) Έάν ο μέσος δρος τών ήμερησίων τιμών δεικτών αγοράς τό ξέξιμηνο πού προηγείται της εξέτασεως είναι κατώτερος της κατώτερης τιμής παρεμβάσεως, ή τιμή αναγωγής αυτόμάτως αναθεωρείται και αυξάνεται κατά 5% σε σχέση με τό επίπεδό της κατά τή στιγμή της εξέτασεως, εκτός αν τό Συμβούλιο αποφασίσει με ειδική ψηφοφορία να εφαρμοσει στην τιμή αναγωγής διαφορετικό ποσοστό αύξησεως.

2. Έάν μετά τήν τελευταία εκτίμηση πού προβλέπεται από τήν παρούσα παράγραφο ή από τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας, επέλθει καθαρή μεταβολή του ρυθμιστικού αποθέματος ίση προς 100 000 τόννους, ο εκτελεστικός διευθυντής συγκαλεί έκτακτη σύνοδο του Συμβουλίου για να εκτιμήσει τήν κατάσταση. Τό Συμβούλιο δύναται, με ειδική ψηφο-

φορία, να λάβει τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ όποια δύναται να περιλαμβάνουν:

- α) τήν αναστολή τών πράξεων του ρυθμιστικού αποθέματος·
- β) αλλαγή του ρυθμού αγορών ή πωλήσεων του ρυθμιστικού αποθέματος· ή
- γ) τήν αναθεώρηση της τιμής αναγωγής.

3. Έάν έλαβαν χώρα αγορές ή πωλήσεις του ρυθμιστικού αποθέματος ποσού καθαρού 300 000 τόννων από: α) τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας, β) τήν τελευταία αναθεώρηση βάσει τών δρων της παρούσης παραγράφου ή γ) τήν τελευταία αναθεώρηση βάσει τών δρων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, με βάση τήν πιό πρόσφατη από τίς τρεις αντίστοιχες ήμερομηνίες, ή τιμή αναγωγής ελαττώνεται ή αυξάνεται, κατά περίπτωση, κατά 3% σε σχέση με τό επίπεδό της κατά τόν εν λόγω χρόνο, εκτός εάν τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία, αποφασίσει να τό μειώσει ή αυξήσει, κατά περίπτωση, κατά διάφορο ποσοστό.

4. Καμμία προσαρμογή της τιμής αναγωγής, οίσοδήποτε και αν είναι ο λόγος, δέν πρέπει να γίνεται κατά τρόπο ώστε οι τιμές αναγωγής να υπερβαίνουν τήν κατώτερη ή ανώτερη ένδεικτική τιμή.

#### B. ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΕΣ ΤΙΜΕΣ

5. Τό Συμβούλιο δύναται, με ειδική ψηφοφορία, να αναθεωρήσει τήν κατώτερη ή ανώτερη ένδεικτική τιμή κατά τήν εξέταση πού προβλέπεται στο τμήμα αυτό του παρόντος άρθρου.

6. Τό Συμβούλιο μεριμνά ώστε κάθε αναθεώρηση τών ένδεικτικών τιμών να είναι σύμφωνη προς τήν εξέλιξη τών τάσεων και της καταστάσεως της αγοράς. Προς τό σκοπό αυτό, τό Συμβούλιο λαμβάνει υπόψη τίς τάσεις τών τιμών, της καταναλώσεως, της προσφοράς, του κόστους παραγωγής και τών αποθεμάτων του φυσικού καουτσούκ καθώς και τήν ποσότητα του φυσικού καουτσούκ πού περιλαμβάνεται στο ρυθμιστικό αποθέμα και τήν οικονομική κατάσταση του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος.

7. Η κατώτερη και ανώτερη ένδεικτική τιμή επανεξετάζονται:

α) κάθε τριάντα μήνες από τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας·

β) σε εξαιρετικές περιστάσεις, κατ' αίτηση ενός μέλους ή μελών πού συγκεντρώνουν 200 ή περισσότερες ψήφους στο Συμβούλιο· και

γ) όταν ή τιμή αναγωγής έχει αναθεωρηθεί: i) προς τὰ κάτω από τήν τελευταία αναθεώρηση της κατώτερης ένδεικτικής τιμής ή από τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας ή ii) προς τὰ άνω από τήν τελευταία αναθεώρηση της ανώτερης ένδεικτικής τιμής ή από τήν έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας, και όταν ή μείωση ή ή ύψωση αυτή τουλάχιστον 3% σύμφωνα με τήν

παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου και τουλάχιστον 5% σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, ή ύψους τό λιγώτερο ίσον προς τό ποσοστό αυτό σύμφωνα με τίς παραγράφους 1, 2 και/ή 3 του παρόντος άρθρου, υπό τήν προϋπόθεση ότι ο μέσος όρος τής ημερησίας τιμής δείκτου αγορᾶς, κατά τίς ἐξήντα ἡμέρες ἀπό τήν τελευταία ἀναθεώρηση τής τιμής ἀναγωγῆς εἶναι, κατά περίπτωσι, κατώτερος τής κατώτερης τιμής παρεμβάσεως ἢ ἀνώτερος τής ἀνώτερης τιμής παρεμβάσεως.

8. Ἀνεξαρτήτως τῶν παραγράφων 5, 6 καί 7 τοῦ παρόντος άρθρου, ἡ κατώτερη ἢ ἡ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή δέν ἀναθεωρεῖται πρὸς τὰ ἄνω ἔάν ὁ μέσος ὀρος τής ημερησίας τιμής δείκτου αγορᾶς γιά τό ἐξάμηνο πού προηγείται τής ἐξετάσεως τοῦ πλαισίου τῶν τιμῶν, ἢ ὀποία προβλέπεται ἀπό τό παρόν ἄρθρο εἶναι κατώτερη τής τιμής ἀναγωγῆς. Κατά τόν ἴδιο τρόπο, ἡ κατώτερη ἢ ἀνώτερη ἐνδεικτική τιμή δέν ἀναθεωρεῖται πρὸς τὰ κάτω ἔάν ὁ μέσος ὀρος τής ημερησίας τιμής δείκτου αγορᾶς γιά τό ἐξάμηνο πού προηγείται τής ἐξετάσεως τοῦ πλαισίου τῶν τιμῶν ὀπως προβλέπεται στό παρόν ἄρθρο εἶναι ἀνώτερη τής τιμής ἀναγωγῆς.

#### Ἄρθρο 33

##### Τιμή δείκτης αγορᾶς

1. Δημιουργεῖται μία ἡμερήσια τιμή δείκτης αγορᾶς, ἢ ὀποία εἶναι σύνθετος, σταθμισμένος μέσος ὀρος ἀντιπροσωπευτικός τής αγορᾶς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ τῶν ἐπισήμων ἡμερησίων τιμῶν γιά τόν τρέχοντα μήνα στίς αγορές τής Κουάλα Λουμπούρ, τοῦ Λονδίνου, τής Νέας Ὑόρκης καί τής Σιγκαπούρης. Ἀρχικά, ἡ ἡμερήσια τιμή δείκτης τής αγορᾶς διαμορφώνεται βάσει τῶν τιμῶν τοῦ RSS 1, τοῦ RSS 3 καί τοῦ TSR 20, τῶν ὀποίων οἱ συντελεστές σταθμίσεως πρέπει νά εἶναι ἴσοι. Ὅλες οἱ τιμές μετατρέπονται σέ τιμή FOB στά λιμάνια Μαλαισίας-Σιγκαπούρης, σέ νομίσματα Μαλαισίας-Σιγκαπούρης.

2. Ἡ σύνθεση ἀνά τύπο/ποιότητα, οἱ συντελεστές σταθμίσεως καί οἱ μέθοδοι ὑπολογισμοῦ τής ημερησίας τιμής δείκτου αγορᾶς ἐπανεξετάζονται καί δύνανται νά ἀναθεωρηθοῦν ἀπό τό Συμβούλιο μέ εἰδική ψηφοφορία οὔτως ὄστε ἡ τιμή αὐτή νά εἶναι ἀντιπροσωπευτική τής αγορᾶς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ.

3. Ἡ τιμή δείκτης αγορᾶς θεωρεῖται ἀνώτερη, ἴση ἢ κατώτερη τῶν ἐπιπέδων τῶν τιμῶν πού ἀναφέρονται στήν παρούσα συμφωνία ἔάν ὁ μέσος ὀρος τῶν ημερησίων τιμῶν δεικτῶν αγορᾶς κατά τίς τελευταῖες πέντε ἡμέρες εἶναι ἀνώτερος, ἴσος ἢ κατώτερος πρὸς αὐτά τὰ ἐπίπεδα τιμῶν.

#### Ἄρθρο 34

##### Σύνθεση τῶν ἀποθεμάτων πού ἀποτελοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα

1. Τό Συμβούλιο, κατά τήν πρώτη του σύνοδο μετά τήν ἔναρξη τής ἰσχύος τής παρούσης συμφωνίας, ὀρίζει τίς ποιότητες καί τύπους, διεθνῶς ἀναγνωρισμένους, τῶν φύλλων ἀποστεγνωμένου καουτσούκ (caoutchouc fumé) καί τοῦ καουτσούκ πού ὑπόκειται σέ τεχνικές προδιαγραφές τά ὀποία δύνανται νά ὑπεισέλθουν στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα ὑπό τήν ἐπιφύλαξη τής τηρήσεως τῶν ἀκολουθῶν κριτηρίων:

- α) οἱ κατώτερες ποιότητες καί τύποι τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού γίνονται δεκτοί γιά νά συμπεριληφθοῦν στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα εἶναι οἱ RSS 3 καί TSR 20.
- β) ὑποδεικνύονται ὀλες οἱ ποιότητες καί ὀλοι οἱ τύποι πού γίνονται δεκτοί κατ' ἐφαρμογή τής περιπτώσεως α) τής παρούσης παραγράφου, καί οἱ ὀποῖες ἀντιπροσωπεύουν τουλάχιστον 3% τοῦ διεθνοῦς ἔμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατά τό προηγούμενο ἡμερολογιακό ἔτος.

2. Τό Συμβούλιο δύνεται μέ εἰδική ψηφοφορία, νά τροποποιήσει τά κριτήρια καί/ἢ τούς τύπους/ποιότητες πού γίνονται δεκτά ἐφ' ὄσον κρίνεται ἀναγκαῖο, μέ σκοπό νά ἐξασφαλισθεῖ ὄτι ἡ σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀντανακλᾷ τήν ἐξέλιξη τής καταστάσεως στήν ἀγορά, ὄτι ἐπιτυγχάνονται οἱ στόχοι τής παρούσης συμφωνίας ὄς πρὸς τή σταθεροποίηση καί νά διατηρεῖται σέ ἐπίπεδο ὑψηλό ἢ ἔμπορική ποιότης τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα.

3. Ὁ διεθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος θά πρέπει νά μεριμνᾷ ὄστε ἡ σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά ἀντανακλᾷ τή διάρθρωση τῶν ἐξαγωγῶν/εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, καί νά ἀνταποκρίνεται συγχρόνως στούς στόχους τής παρούσης συμφωνίας ὄς πρὸς τή σταθεροποίηση.

4. Τό Συμβούλιο δύνεται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀναθέσει στό διεθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά τροποποιήσει τή σύνθεση τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἔάν κρίνεται ἀναγκαῖο γιά τό στόχο τής σταθεροποιήσεως τῶν τιμῶν.

#### Ἄρθρο 35

##### Τόπος ὀπου εὑρίσκονται τά ἀποθέματα πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα

1. Ὁ τόπος τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα πρέπει νά ἐπιτρέπει ἔμπορικές πράξεις ὀικονομικές καί ἀποτελεσματικές. Δυνάμει τής ἀρχῆς αὐτῆς, τά ἀποθέματα αὐτά πρέπει νά βρισκονται στό ἔδαφος ἐξαγωγικῶν μελῶν καί εἰσαγωγικῶν μελῶν. Ἡ κατανομή τους μεταξύ τῶν μελῶν πρέπει νά πραγματοποιεῖται κατά τρόπο πού νά ἐπιτυγχάνονται οἱ στόχοι τής σταθεροποιήσεως πού ἀναφέρονται στήν

παρούσα συμφωνία, διατηρώντας όμως τό κόστος στο κατώτατο δυνατό επίπεδο.

2. Για νά διατηρηθοῦν ὑψηλοὶ κανόνες ἐμπορικῆς ποιότητος ἢ ἀποθεματοποίηση πρέπει νά γίνεται ἀποκλειστικῶς σέ ἀποθήκες πού ἔχουν τύχει ἐγκρίσεως σέ συνάρτηση μέ τά κριτήρια πού ἀποφασίζονται ἀπό τό Συμβούλιο.

3. Μετά τήν ἔναρξη τῆς ἰσχύος τῆς παρουσίας συμφωνίας, τό Συμβούλιο καταρτίζει καί ἐγκρίνει πίνακα ἀποθηκῶν καθῶς καί ἀναγκαῖες διατάξεις γιά τή χρησιμοποίησή τους. Τό Συμβούλιο ἐπανεξετάζει τόν πίνακα αὐτό περιοδικῶς.

4. Τό Συμβούλιο ἐπανεξετάζει ἐπίσης περιοδικῶς τόν τόπο τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα καί δύναται, μέ εἰδική ψηφοφορία, νά ἀναθέσει στό διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος νά τροποποιήσει τόν τόπο τῶν ἀποθεμάτων αὐτῶν γιά νά ἐξασφαλίσει ἐμπορικῆς πράξεις οἰκονομικές καί ἀποτελεσματικές.

#### Ἄρθρο 36

**Ἀνανέωση τῶν ἀποθεμάτων πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀποθεματικό**

Ἐπισημαίνεται ὅτι ὁ διευθυντής τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος φροντίζει ὥστε ὅλα τά ἀποθέματα πού συνιστοῦν τό ρυθμιστικό ἀπόθεμα νά ἀγοράζονται καί νά διατηροῦνται σύμφωνα μέ κανόνες ὑψηλῆς ἐμπορικῆς ποιότητος. Ἀνανεώνει τό φυσικό καουτσούκ πού ἔχει ἀποθηκευθεῖ στό ρυθμιστικό ἀπόθεμα κατά τρόπο κατ'ἀλληλο γιά νά ἐξασφαλίσει τήν τήρηση τῶν κανόνων αὐτῶν, λαμβάνοντας δεόντως ὑπόψη τό κόστος ἀνανεώσεως καί τίς ἐπιπτώσεις στή σταθερότητα τῆς ἀγορᾶς. Τό κόστος τῆς ἀνανεώσεως καταλογίζεται στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος.

#### Ἄρθρο 37

**Περιορισμός ἢ ἀναστολή τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος**

1. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 31, τό Συμβούλιο, ἐάν εὑρίσκεται σέ σύνοδο, δύναται μέ εἰδική ψηφοφορία νά περιορίσει ἢ νά ἀναστείλει τίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος, ἐάν κρίνει ὅτι ἡ τήρηση τῶν ὑποχρεώσεων πού ἐπιβάλλονται στό διευθυντή τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἀπό τό ἐν λόγω ἄρθρο, παρεμποδίζει τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρουσίας συμφωνίας.

2. Ἐάν τό Συμβούλιο δέν εὑρίσκεται σέ σύνοδο, ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής εἶναι δυνατό, ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τόν πρόεδρο, νά περιορίσει ἢ νά ἀναστείλει τίς πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐάν κρίνει ὅτι ἡ τήρηση τῶν ὑποχρεώσεων ἐκ μέρους τοῦ διευθυντοῦ

τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τό ἄρθρο 31 δέν ἐπιτρέπει τήν ἐπίτευξη τῶν στόχων τῆς παρουσίας συμφωνίας.

3. Ὁ ἐκτελεστικός διευθυντής, ἀμέσως μετά τήν ἀπόφαση περὶ περιορισμοῦ ἢ ἀναστολῆς τῶν πράξεων τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δύναται τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, συγκαλεῖ σέ σύνοδο τό Συμβούλιο πρὸς ἐξέταση τῆς ἀποφάσεως αὐτῆς. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 14, τό Συμβούλιο συνέρχεται ἐντός ἐπτὰ ἡμερῶν ἀπό τήν ἡμερομηνία περὶ περιορισμοῦ ἢ ἀναστολῆς καί, μέ εἰδική ψηφοφορία, ἐπικυρώνει ἢ καταργεῖ τόν ἐν λόγω περιορισμό ἢ ἀναστολή. Ἐάν κατά τή σύνοδο αὐτή τό Συμβούλιο δέν δύναται νά ἀποφασίσει, οἱ πράξεις τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἐπαναλαμβάνονται δίχως οἰονδήποτε περιορισμό πού τυχόν ἐπεβλήθη δύναται τοῦ παρόντος ἄρθρου.

#### Ἄρθρο 38

**Κυρώσεις γιά τή μή ἐξόφληση τῶν συνεισφορῶν στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος**

1. Ἐάν μέλος δέν ἐκπληρώνει τήν ὑποχρέωσή του νά συνεισφέρει στό λογαριασμό τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος κατά τήν ἡμερομηνία κατά τήν ὁποία ἡ συνεισφορά του καθίσταται ἀπαιτητή, θεωρεῖται ὅτι καθυστερεῖ στήν καταβολή του. Μέλος πού καθυστερεῖ ἐξήντα ἡμέρες ἢ περισσότερο δέν λογίζεται ὡς μέλος στίς ψηφοφορίες ἐπὶ τῶν θεμάτων πού ἀναφέρονται στήν παράγραφο 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Τά δικαιώματα ψήφου ὡς καί ἄλλα δικαιώματα στό Συμβούλιο ἑνός μέλους πού καθυστερεῖ ἐξήντα ἡμέρες ἢ περισσότερο τίς καταβολές του κατά τήν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακαλοῦνται, ἐκτός ἐάν τό Συμβούλιο ἀποφασίσει ἄλλως, μέ εἰδική ψηφοφορία.

3. Μέλος τό ὁποῖο καθυστερεῖ τίς καταβολές του πληρώνει τόκους οἱ ὁποῖοι ὑπολογίζονται βάσει τοῦ ἰσχύοντος προτιμησιακοῦ ἐπιτοκίου στή φιλοξενούσα χώρα ἀπό τήν ἡμέρα κατά τήν ὁποία οἱ καταβολές αὐτές καθίστανται ἀπαιτητές, ἐκτός ἐάν τό καθυστεροῦν μέλος καλύπτεται μέ σὺναφθέν ἀπό τό Συμβούλιο δάνειο κατ' ἐφαρμογή τοῦ ἄρθρου 8, ὅποτε τό ἐν λόγω μέλος ὀφείλει νά πληρώνει τούς τόκους τοῦ δανείου. Ἄλλα εἰσαγωγικά καί ἐξαγωγικά μέλη δύναται οἰκειοθελῶς νά καλύψουν τό καθυστεροῦν μέλος.

4. Ὄταν λήξει ἡ καθυστέρηση καταβολῆς κατά τρόπο ἰκανοποιητικό, τό μέλος πού καθυστέρησε ἐξήντα ἡμέρες ἢ περισσότερο στήν καταβολή του, ἐπανακτᾷ τό δικαίωμα ψήφου καθῶς καί ἄλλα δικαιώματά του. Ἐάν τά ποσά πού δέν κατεβλήθησαν προκατεβλήθησαν ἀπό ἄλλα μέλη, τούς ἐπιστρέφονται εἰς δόλοκληρο.

## Άρθρο 39

## Προσαρμογές των συνεισφορών στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος

1. Όταν γίνεται νέα κατανομή των ψήφων κατά την πρώτη σύνοδο κάθε χρήσεως, το Συμβούλιο πραγματοποιεί την αναγκαία προσαρμογή της συνεισφοράς εκάστου μέλους στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου. Προς το σκοπό αυτό ο εκτελεστικός διευθυντής υπολογίζει:

- α) την καθαρή συνεισφορά κάθε μέλους, εκπίπτοντας τις συνεισφορές που έπεστράφησαν στο μέλος αυτό σύμφωνα με την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου από το σύνολο όλων των συνεισφορών που κατεβλήθησαν από το μέλος αυτό από την έναρξη της ισχύος της παρούσης συμφωνίας.
- β) το συνολικό ύψος των καθαρών συνεισφορών, προσθέτοντας τις καθαρές συνεισφορές όλων των μελών.
- γ) την αναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά κάθε μέλους, διά της κατανομής του συνολικού ύψους των καθαρών συνεισφορών μεταξύ των μελών σε συνάρτηση με το αναθεωρημένο μερίδιο εκάστου μέλους στο σύνολο των ψήφων στο Συμβούλιο κατ' εφαρμογή του άρθρου 15, υπό την επιφύλαξη της παραγράφου 3 του άρθρου 28 και νοουμένου ότι το μερίδιο κάθε μέλους στο σύνολο των ψήφων πρέπει, κατά την έννοια του παρόντος άρθρου, να υπολογίζεται χωρίς να λαμβάνεται υπόψη η αναστολή των δικαιωμάτων ψήφου ενός μέλους ούτε η νέα κατανομή των ψήφων που ως εκ τούτου προκύπτει.

Όταν η καθαρή συνεισφορά ενός μέλους υπερβαίνει την αναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά του, η διαφορά του επιστρέφεται, εις βάρος του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος. Όταν η αναθεωρημένη καθαρή συνεισφορά ενός μέλους υπερβαίνει την καθαρή συνεισφορά του, τούτο καταβάλλει τη διαφορά στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος.

2. Εάν το Συμβούλιο, έχοντας υπόψη τις παραγράφους 2 και 3 του άρθρου 29 αποφαιίνεται ότι υπάρχουν καθαρές συνεισφορές επί πλέον των απαιτούμενων κεφαλαίων για τη στήριξη των πράξεων του ρυθμιστικού αποθέματος για τους τέσσερις επόμενους μήνες, το Συμβούλιο επιστρέφει τις πλεονάζουσες καθαρές συνεισφορές, αφαιρουμένων των αρχικών συνεισφορών, εκτός αν αποφασίσει με ειδική ψηφοφορία να μην προβεί στην επιστροφή αυτή ή να επιστρέψει μικρότερο ποσό. Το μερίδιο των μελών έναντι του συνολικού προς επιστροφή ποσού είναι ανάλογο προς την καθαρή συνεισφορά τους σε μετρητά.

3. Κατόπιν αίτησεως ενός μέλους, είναι δυνατό να κρατηθεί στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέμα-

τος τό ποσό, την επιστροφή του οποίου αυτό δικαιούται. Εάν μέλος ζητήσει τό ποσό που πρέπει να του επιστραφεί να παραμείνει στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος, τό ποσό αυτό αφαιρείται από κάθε συμπληρωματική συνεισφορά που ζητείται κατ' εφαρμογή του άρθρου 29.

4. Ο εκτελεστικός διευθυντής κοινοποιεί άμεσα στα μέλη τις καταβολές ή τις επιστροφές στις οποίες πρέπει να προβεί μετά από προσαρμογές που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου. Οί καταβολές που ζητούνται από τά μέλη ή οί υπέρ αυτών επιστροφές πραγματοποιούνται εντός εξήντα ημερών από την ημερομηνία κατά την οποία ο εκτελεστικός διευθυντής απέστειλε την κοινοποίηση.

5. Αν τά απομένοντα στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος χρηματικά κεφάλαια, μετά την εξόφληση ένδεχομένων δανείων, υπερβαίνουν την αξία των συνολικών καθαρών συνεισφορών που κατεβλήθησαν από τά μέλη, τά πλεονάζοντα κεφάλαια διανέμονται κατά τή λήξη της παρούσης συμφωνίας.

## Άρθρο 40

## Τό ρυθμιστικό απόθεμα καί οί μεταβολές των τιμών συναλλάγματος

1. Αν ή τιμή συναλλάγματος μεταξύ του μαλαισιανού ringgit/δολλαρίου Σιγκαπούρης καί των νομισμάτων των κυριωτέρων εξαγωγικών καί εισαγωγικών μελών φυσικού καουτσούκ υφίσταται τέτοια μεταβολή ώστε να δημιουργούνται σοβαρές επιπτώσεις στις πράξεις του ρυθμιστικού αποθέματος, ο εκτελεστικός διευθυντής οφείλει, σύμφωνα με τό άρθρο 37, ή τά μέλη δύνανται, σύμφωνα με τό άρθρο 14, να συγκαλέσουν έκτακτη σύνοδο του Συμβουλίου. Τό Συμβούλιο συνέρχεται εντός δέκα ημερών για να επικυρώσει ή να καταργήσει τά μέτρα που ήδη ελήφθησαν από τόν εκτελεστικό διευθυντή κατ' εφαρμογή του άρθρου 37 καί δύναται με ειδική ψηφοφορία, να λάβει τά κατάλληλα μέτρα, συμπεριλαμβανομένης της αναθεωρήσεως του πλαισίου τιμών, κατ' εφαρμογή των αρχών που διευτυώθησαν στην πρώτη φράση των παραγράφων 1 καί 6 του άρθρου 32.

2. Τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία, ορίζει διαδικασία για να καθορίσει τί αποτελεί μία σημαντική μεταβολή της ισοτιμίας των νομισμάτων αυτών, με μόνο σκοπό να εξασφαλισθεί ή εγκαίρη σύγκληση του Συμβουλίου.

3. Αν μεταξύ του μαλαισιανού ringgit καί του δολλαρίου Σιγκαπούρης υφίσταται διαφορά ή οποία επιφέρει σημαντικές επιπτώσεις στις πράξεις του ρυθμιστικού αποθέματος, τό Συμβούλιο συνέρχεται προς εξέταση της καταστάσεως καί δύναται να υιοθετήσει ένα μόνο νόμισμα.

## Άρθρο 41

## Διαδικασίες έκκαθάρσεως του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος

1. Κατά τη λήξη της παρούσης συμφωνίας, ο διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος καταρτίζει πίνακα εκτιμήσεως όλων των δαπανών που απορρέουν από την έκκαθάριση ή από τη μεταβίβαση σε νέα διεθνή συμφωνία περί του φυσικού καουτσούκ, των στοιχείων του ενεργητικού του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος κατά το παρόν άρθρο και διατηρεί τό αντίστοιχο ποσό σε ξεχωριστό λογαριασμό. Εάν τα υπόλοιπα αυτά είναι ανεπαρκή, ο διευθυντής του ρυθμιστικού αποθέματος πωλεί έπαρκή ποσότητα φυσικού καουτσούκ του ρυθμιστικού αποθέματος για να προμηθευθεί τό αναγκαίο πρόσθετο ποσό.

2. Τό μερίδιο κάθε μέλους στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος υπολογίζεται κατά τόν ακόλουθο τρόπο:

α) ή αξία του ρυθμιστικού αποθέματος είναι ή αξία της συνολικής ποσότητας φυσικού καουτσούκ κάθε τύπου/ποιότητας που διαθέτει, υπολογιζομένη βάσει της μικρότερης από τις τρέχουσες τιμές των αντιστοίχων τύπων/ποιότητων που επιβάλλονται στους αναφερόμενους στό άρθρο 33 τόπους κατά την διάρκεια τριάντα ημερών προ της λήξεως της παρούσης συμφωνίας·

β) ή αξία του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος είναι ή αξία του ρυθμιστικού αποθέματος έπαυξημένη με τό στοιχεία ενεργητικού σε μετρητά του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος κατά την ημερομηνία λήξεως της παρούσης συμφωνίας και κατόπιν έκπτώσεως του κρατηθέντος ποσού κατ' εφαρμογή της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου·

γ) ή καθαρή συνεισφορά έκαστου μέλους είναι τό άθροισμα των συνεισφορών που κατέβαλε καθ' όλη τη διάρκεια της παρούσας συμφωνίας, κατόπιν έκπτώσεως όλων των επιστροφών που έλαβε κατ' εφαρμογή του άρθρου 39·

δ) εάν ή αξία του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος είναι ανώτερη ή κατώτερη από τό συνολικό ποσό των καθαρών συνεισφορών, τό πλεόνασμα ή τό έλλειμμα, κατά περίπτωση, κατανέμεται μεταξύ των μελών ανάλογα με τό μερίδιό τους των καθαρών συνεισφορών σταθμιζόμενο βάσει ενός χρονικού συντελεστού, κατ' εφαρμογή της παρούσης συμφωνίας·

ε) τό μερίδιο έκαστου μέλους στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος αντιστοιχεί στην καθαρή του συνεισφορά μειωμένη ή έπαυξηνομένη από τό μερίδιό του εντός του πλαισίου των έλλειμμάτων ή των πλεονασμάτων του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος, κατόπιν αφαιρέσεως των ένδεχομένων υποχρεώσεων λόγω δανείων που δέν έξοφλήθηκαν και τά όποια συνήφθησαν από τό Συμβούλιο για λογαριασμό του.

3. Εάν ή παρούσα συμφωνία πρόκειται να αντικατασταθεί άμέσως με μία νέα διεθνή συμφωνία περί του φυσικού καουτσούκ, τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία, όρίζει τις κατάλληλες διαδικασίες για την άποτελεσματική μεταφορά στή νέα συμφωνία, σύμφωνα με τούς όρους της νέας αυτής συμφωνίας, των μεριδίων του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος των μελών που προτίθενται να συμμετάσχουν στή νέα συμφωνία. Κάθε μέλος που δέν έπιθυμεί να συμμετάσχει στή νέα συμφωνία έχει δικαίωμα στην έπιστροφή του μεριδίου του:

α) με άπόληψη από τά άπομόνοντα χρηματικά κεφάλαια ανάλογα με τό μερίδιό του σε ποσοστό επί του συνολικού ποσού των καθαρών συνεισφορών στό λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος, εντός δύο μηνών· και

β) με άπόθεμα επί του καθαρού προϊόντος της διαθήσεως των αποθεμάτων που αποτελούν τό ρυθμιστικό άπόθεμα, διά κανονικών πωλήσεων ή διά μεταφοράς στή νέα διεθνή συμφωνία για τό φυσικό καουτσούκ στις τρέχουσες τιμές της αγοράς, της όλης διαδικασίας άφειλούσης να λήξει εντός προθεσμίας δώδεκα μηνών·

έκτός εάν τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία, άποφασίσει την αύξηση των πληρωμών που αναφέρονται στην περίπτωση α) της παρούσης παραγράφου.

4. Εάν ή παρούσα συμφωνία λήξει χωρίς να αντικατασταθεί από μία νέα διεθνή συμφωνία περί του φυσικού καουτσούκ που να προβλέπει ρυθμιστικό άπόθεμα, τό Συμβούλιο, με ειδική ψηφοφορία, όρίζει τις διαδικασίες που θά διέπουν τη μεθοδική διάθεση του ρυθμιστικού αποθέματος εντός μεγίστης προθεσμίας που όρίζεται στην παράγραφο 7 του άρθρου 67 με την επιφύλαξη των ακόλουθων προδιαγραφών:

α) δέν γίνεται καμία άλλη αγορά του φυσικού καουτσούκ·

β) ό Όργανισμός δέν αναλαμβάνει νέες δαπάνες έκτός από εκείνες που είναι αναγκαίες για την διάθεση του ρυθμιστικού αποθέματος.

5. Υπό την επίφυλαξη του δικαιώματος που έχουν τα μέλη να επιλέξουν την επιστροφή του μεριδίου τους υπό τη μορφή φυσικού καουτσούκ κατά την παράγραφο 6 του παρόντος άρθρου, κάθε ποσό σε μετρητά που παραμένει προσωρινά στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος διανέμεται άμέσως σε αναλογία προς το μερίδιό τους, όπως αυτό ορίζεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου.

6. Κάθε μέλος, αντί της επιστροφής σε μετρητά ολόκληρου ή τμήματος του μεριδίου του, δύναται να επιλέξει να αναλάβει το μερίδιό του από τα στοιχεία του ενεργητικού του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος υπό μορφή φυσικού καουτσούκ με την επίφυλαξη των διαδικασιών που ορίζονται στο Συμβούλιο.

7. Το Συμβούλιο ορίζει τις κατάλληλες διαδικασίες για την προσαρμογή και την επιστροφή των μεριδίων των μελών στο λογαριασμό του ρυθμιστικού αποθέματος. Κατά την προσαρμογή αυτή λαμβάνεται υπόψη:

α) κάθε διαφορά μεταξύ της τιμής του φυσικού καουτσούκ όπως ορίζεται ειδικά στην περίπτωση α) της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου και των τιμών στις οποίες επωλήθη ένα τμήμα ή ολόκληρο το ρυθμιστικό απόθεμα, κατ' εφαρμογή της διαδικασίας διαθέσεως του ρυθμιστικού αποθέματος και

β) ή διαφορά μεταξύ του κατ' εκτίμηση ποσού και του πραγματικού ποσού των δαπανών ρευστοποίησεως.

8. Το Συμβούλιο συνέρχεται εντός τριάντα ημερών από τη λήξη των συναλλαγών του λογαριασμού του ρυθμιστικού αποθέματος, για να προβεί στην οριστική εκκαθάριση των λογαριασμών των μελών εντός των τριάντα επομένων ημερών.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΧ

##### ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΤΟ ΚΟΙΝΟ ΤΑΜΕΙΟ

###### Άρθρο 42

###### Σχέσεις με το Κοινό Ταμείο

Όταν αρχίσει ή λειτουργία του Κοινού Ταμείου, το Συμβούλιο θά ώφεληθει πλήρως από τις διευκολύνσεις που θά προσφέρει ο οργανισμός αυτός, σύμφωνα με τις αρχές που διατυπώνονται στο παρόν κείμενο. Το Συμβούλιο, προς τό σκοπό αυτό, θά διαπραγματευθεί με τό Κοινό Ταμείο δρους και λεπτομέρειες άμοιβαίως άποδεκτές για την ύπογραφή συμφωνίας συνδέσεως με τό Κοινό Ταμείο.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ Χ

##### ΜΕΤΡΑ ΠΕΡΙ ΤΟΥ ΕΦΟΔΙΑΣΜΟΥ

###### Άρθρο 43

###### Κανονικότης του εφοδιασμού

1. Τά έξαγωγικά μέλη, κατά τό μέτρο που είναι δυνατό, ύποχρεούνται να εφαρμόσουν πολιτική και

προγράμματα που νά εξασφαλίζουν στους καταναλωτές κανονικό ρυθμό εφοδιασμού σε φυσικό καουτσούκ.

2. Τά έξαγωγικά μέλη συνεχίζουν την προσπάθεια για τή βελτίωση του φυσικού καουτσούκ και για την ένοποίηση των προδιαγραφών, των ποιοτήτων και της εμφάνισης του φυσικού καουτσούκ, σύμφωνα με την εξέλιξη της τεχνολογίας και της αγοράς.

3. Σε περίπτωση κατά την όποια εμφανίζεται κίνδυνος ελλείψεως φυσικού καουτσούκ, τό Συμβούλιο δύναται να προβεί σε συστάσεις προς τά εν λόγω μέλη για τή λήψη κατάλληλων μέτρων, με στόχο την όσο τό δυνατόν ταχύτερη εξασφάλιση της αύξησεως του εφοδιασμού σε φυσικό καουτσούκ.

###### Άρθρο 44

###### Άλλα μέτρα

1. Με σκοπό την επίτευξη των στόχων της παρούσης συμφωνίας, τό Συμβούλιο καθορίζει και προτείνει μέτρα και κατάλληλες τεχνικές μεθόδους έτσι ώστε τά παραγωγικά μέλη να προωθήσουν την ανάπτυξη της οικονομίας του φυσικού καουτσούκ χάρις στην αύξηση και τή βελτίωση της παραγωγής, της παραγωγικότητας και της έμπορίας, ώστε κατ' αυτό τον τρόπο να αύξηθούν οι έξαγωγικές εισπράξεις των παραγωγικών μελών με ταυτόχρονη διασφάλιση του εφοδιασμού.

2. Προς τό σκοπό αυτό, ή επιτροπή άλλων μέτρων συντάσσει οικονομικές και τεχνικές αναλύσεις για να καθορίσει:

α) προγράμματα και σχέδια ξερυνας και ανάπτυξεως που έχουν ως αντικείμενο τό φυσικό καουτσούκ που παρουσιάζει ένδιαφέρον για τά έξαγωγικά και εισαγωγικά μέλη, περιλαμβανομένης της επισημονικής έρεύνης σε ειδικούς τομείς.

β) προγράμματα και σχέδια για τή βελτίωση της παραγωγικότητας της βιομηχανίας του φυσικού καουτσούκ.

γ) μέσα βελτιώσεως στις ποιότητες του εφοδιασμού φυσικού καουτσούκ και την ένοποίηση των προδιαγραφών, της ποιότητας και της εμφάνισης του φυσικού καουτσούκ.

δ) μεθόδους βελτιώσεως της κατεργασίας, της έμπορίας και διανομής του φυσικού καουτσούκ σε άκατέργαστη μορφή.

3. Τό Συμβούλιο εξετάζει τις οικονομικές επιπτώσεις αυτών των μέτρων και τεχνικών μεθόδων και προωθεί και διευκολύνει την ένίσχυση με κατάλληλα οικονομικά μέσα, κατά περίπτωση, από πηγές όπως είναι οι διεθνείς χρηματοδοτικοί οργανισμοί και ο δεύτερος λογαριασμός του Κοινού Ταμείου, όταν αυτό ίδρυθεί.

4. Τό Συμβούλιο δύναται να προβαίνει σε συστάσεις, κατά περίπτωση, στα μέλη, στους διεθνείς οργανισμούς και σε άλλες οργανώσεις έν όψει της προωθήσεως των ειδικών μέτρων κατ' εφαρμογή του παρόντος άρθρου.

5. Ἡ ἐπιτροπή ἄλλων μέτρων ἐξετάζει περιοδικῶς τὴν ἐφαρμογή τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα ἀποφασίζει τὸ Συμβούλιο, τὴν προώθησιν καὶ τὴν σύστασιν, καὶ ἀπευθύνει ἔκθεσιν πρὸς τὸ Συμβούλιο.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ XI

##### ΔΙΑΒΟΥΛΕΥΣΕΙΣ ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΣΩΤΕΡΙΚΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ

###### Ἄρθρο 45

###### Διαβουλεύσεις

Τὸ Συμβούλιο προβαίνει σὲ διαβουλεύσεις, κατόπιν αἰτήσεως ἑνὸς μέλους, ὡς πρὸς τὴν πολιτικὴν τῶν κυβερνήσεων σχετικὰ μὲ τὸ φυσικὸ καουτσούκ, πού ἔχει ἄμεσες ἐπιπτώσεις στὴν προσφορὰ ἢ στὴ ζήτηση. Τὸ Συμβούλιο δύναται νὰ ὑποβάλλει συστάσεις στὰ μέλη πρὸς ἐξέτασιν.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ XII

##### ΣΤΑΤΙΣΤΙΚΕΣ, ΜΕΛΕΤΕΣ ΚΑΙ ΠΛΗΡΟΦΟΡΗΣΗ

###### Ἄρθρο 46

###### Στατιστικὲς καὶ πληροφόρησις

1. Τὸ Συμβούλιο συγκεντρώνει, ταξινομεῖ καὶ ἐν ἀνάγκῃ δημοσιεύει τὶς στατιστικὰς πού ἀφοροῦν τὸ φυσικὸ καουτσούκ καὶ τοὺς συναφεῖς τομεῖς καὶ οἱ ὁποῖες κρίνονται ἀναγκαῖες γιὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς παρουσίας συμφωνίας.

2. Τὰ μέλη ἀνακοινώνουν στὸ Συμβούλιο ταχέως καὶ κατὰ τρόπο ὅσο τὸ δυνατόν πλήρη, τὰ ὑπάρχοντα στοιχεῖα πού ἀφοροῦν τὴν παραγωγή, τὴν κατανάλωσιν καὶ τὸ διεθνὲς ἐμπόριον τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, διαχωρίζοντας αὐτὰ κατὰ εἰδικὰς ποιότητες.

3. Τὸ Συμβούλιο ζητᾷ ἐπίσης ἀπὸ τὰ μέλη τὴν παροχὴν καὶ ἄλλων πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν πληροφοριῶν σὲ συναφεῖς τομεῖς καὶ οἱ ὁποῖες κρίνονται ἀναγκαῖες γιὰ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς παρουσίας συμφωνίας.

4. Τὰ μέλη ὀφείλουν, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ παρέχουν σὲ εὐλόγον διάστημα ὅλες τὶς στατιστικὰς καὶ πληροφορίας πού ἔχουν ἤδη μνημονευθεῖ, κατὰ τρόπον πού νὰ μὴ ἀντιβαίνει στὴν ἐθνικὴν τοὺς νομοθεσίαν.

5. Τὸ Συμβούλιο δημιουργεῖ στενὰς σχέσεις μὲ τοὺς κατάλληλους διεθνεῖς ὀργανισμούς, μεταξὺ τῶν ὁποίων καὶ τῆ διεθνή ὀμάδα μελέτης τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ, καθὼς καὶ μὲ τὰ χρηματιστήρια ἐμπορευμάτων καὶ μερμνᾶ ὥστε νὰ διατίθενται στοιχεῖα πρόσφατα καὶ ἀξιόπιστα σχετικὰ μὲ τὴν παραγωγή, τὴν κατανάλωσιν, τὰ ἀποθέματα, τὸ διεθνὲς ἐμπόριον καὶ τὶς τιμὰς τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καθὼς καὶ μὲ ἄλλους παράγοντες πού ἐπηρεάζουν τὴν προσφορὰ καὶ τὴ ζήτηση.

6. Τὸ Συμβούλιο μερμνᾶ ὥστε καμία ἀπὸ τὶς δημοσιευμέναις πληροφορίαις νὰ μὴ θίγει τὴ μυστικότητάν τῶν ἐνεργειῶν ἰδιωτῶν ἢ ἐταιριῶν πού παράγουν, ἐπεξεργάζονται ἢ ἐμπορεύονται τὸ φυσικὸ καουτσούκ ἢ συγγενῆ προϊόντα.

###### Ἄρθρο 47

###### Ἐτήσια ἐκτίμησις, προβλέψεις καὶ μελέτες

1. Τὸ Συμβούλιο συντάσσει καὶ δημοσιεύει ἐτήσια

ἐκτίμησιν τῆς παγκόσμιας καταστάσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καὶ τῶν συναφεῶν τομέων, λαμβάνοντας ὑπόψιν τὶς πληροφορίες πού ἀνακοινώνουν τὰ μέλη καὶ ὅλοι οἱ ἀρμόδιοι διακυβερνητικοὶ καὶ διεθνεῖς ὀργανισμοί.

2. Τὸ Συμβούλιο, μιὰ τουλάχιστον φορὰ κάθε ἐξάμηνον, προβαίνει σὲ πρόβλεψιν τῆς παραγωγῆς, τῆς κατανάλωσιν, τῶν ἐξαγωγῶν καὶ εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ ὅλων τῶν τύπων καὶ ποιότητων γιὰ τὸ ἐπόμενο ἐξάμηνον. Ἀνακοινώνει στὰ μέλη τὶς προβλέψεις αὐτές.

3. Τὸ Συμβούλιο συντάσσει ἢ λαμβάνει τὰ ἀπαραίτητα μέτρα γιὰ νὰ συντάξει μελέτες γιὰ τὶς τάσεις τῆς παραγωγῆς, τῆς κατανάλωσιν, τοῦ ἐμπορίου, τῆς ἐμπορίας καὶ τῶν τιμῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καθὼς καὶ γιὰ τὰ βραχυπρόθεσμα καὶ μακροπρόθεσμα προβλήματα τῆς παγκόσμιας οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ.

###### Ἄρθρο 48

###### Ἐτήσια ἐξέτασιν

1. Τὸ Συμβούλιο ἐξετάζει κάθε ἔτος τὴν λειτουργίαν τῆς παρουσίας συμφωνίας, λαμβάνοντας ὑπόψιν τοὺς στόχους οἱ ὁποῖοι διατυπώνονται στὸ ἄρθρο 1. Ἐνημερώνει τὰ μέλη γιὰ τὰ ἀποτελέσματα τῆς ἐξετάσεως.

2. Τὸ Συμβούλιο δύναται ἀκολουθῶν νὰ διατυπώνει συστάσεις πρὸς τὰ μέλη καὶ νὰ λαμβάνει μεταγενεστέρως μέτρα ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἀρμοδιότητός του, γιὰ τὴν βελτίωσιν τῆς ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς παρουσίας συμφωνίας.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ XIII

##### ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

###### Ἄρθρο 49

###### Γενικὲς ὑποχρεώσεις τῶν μελῶν

1. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παρουσίας συμφωνίας τὰ μέλη θὰ λάβουν κάθε ἀναγκαῖον μέτρον καὶ θὰ συνεργασθῶν γιὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν στόχων τῆς παρουσίας συμφωνίας καὶ δὲν θὰ λαμβάνουν μέτρα πού ἀντίκεινται πρὸς τοὺς ἐν λόγῳ στόχους.

2. Τὰ μέλη θὰ ἐπιζητήσουν ἰδιαιτέρως νὰ βελτιώσουν τὴν κατάστασιν τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ καὶ νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν παραγωγή καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ προϊόντος αὐτοῦ κατὰ τρόπον πού νὰ συντελεῖ στὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὸν ἐκσυγχρονισμό τῆς οἰκονομίας τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πρὸς τὸ ἀμοιβαῖον συμφέρον τῶν παραγωγῶν καὶ τῶν καταναλωτῶν.

3. Τὰ μέλη δέχονται νὰ θεωροῦν ἑαυτὰ ὡς δεσμευμένα ἀπὸ ὅλες τὶς ἀποφάσεις τὶς ὁποῖες τὸ Συμβούλιο θὰ λάβει κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρουσίας συμφωνίας καὶ νὰ λαμβάνουν μέτρα πού θὰ ἔχουν ὡς ἀποτέλεσμα νὰ περιορίσουν ἢ νὰ ἀντιταχθῶν στὶς ἀποφάσεις αὐτές.

###### Ἄρθρο 50

###### Ἐμπόδια στὸ ἐμπόριον

1. Τὸ Συμβούλιο καθορίζει, σύμφωνα μὲ τὴν ἐτήσια ἐκτίμησιν τῆς παγκόσμιας καταστάσεως τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ πού ἀναφέρεται στὸ ἄρθρο 47, τὰ ἐμπόδια στὴν ἐξέλιξιν τοῦ ἐμπορίου τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ σὲ μορφή ἀκατέργαστη, ἡμικατεργασμένη ἢ μεταλλαγμένη.

2. Τό Συμβούλιο δύναται, κατά τήν έννοια του παρόντος άρθρου, νά συστήσει στά μέλη νά αποταθούν σέ διεθνείς οργανισμούς γιά τήν άναζήτηση συγκεκριμένων μέτρων πού νά είναι άμοιβαίως παραδεκτά μέ σκοπό τή βαθμιαία έξάλειψη των έμποδιών αυτών καί, εάν είναι δυνατό, τήν όλική τους έξαφάνιση. Έξετάζει περιοδικώς τά άποτελέσματα των συστάσεων αυτών.

#### Άρθρο 51

#### Μεταφορά καί διάρθρωση τής άγοράς του φυσικού καουτσούκ

Τό Συμβούλιο ένθαρρύνει καί διευκολύνει τήν προώθηση των λογικών καί δικαίων ναύλων καί τή βελτίωση του συστήματος μεταφοράς, κατά τρόπο πού νά εξασφαλίζεται κανονικός έφοδιασμός των άγορών καί νά επέρχεται οίκονομία στό κόστος των προϊόντων πού άποτελούν άντικείμενο έμπορίας.

#### Άρθρο 52

#### Διαφοροποιητικά καί διορθωτικά μέτρα

Τά άναπτυσσόμενα μέλη-είσαγωγείς καί οί υπό ανάπτυξη χώρες πού είναι μέλη, των όποιων τά ένδιαφέροντα επηρεάζονται άρνητικά από τά μέτρα πού έχουν ληφθεί σ' αυτή τή συμφωνία, μπορούν νά κάνουν αίτηση στό Συμβούλιο γιά τά κατάλληλα διαφοροποιητικά καί διορθωτικά μέτρα. Τό Συμβούλιο θά άποφασίσει γιά τά μέτρα αυτά άκολουθώντας τό ψήφισμα 93 (IV) τής Συνδιασκέψεως των Ένωμένων Έθνών γιά τό Έμπόριο καί τήν άνάπτυξη, παράγραφοι 3 καί 4, τμήμα III.

#### Άρθρο 53

#### Άπαλλαγή από ύποχρεώσεις

1. Όταν είναι άναγκαίο, σέ έξαιρετικές ή επείγουσες περιπτώσεις ή σέ περίπτωση άνωτέρας διάς, πού δέν προβλέπονται άναλυτικά σ' αυτήν τή συμφωνία, τό Συμβούλιο, μέ ειδική ψήφο, μπορεί νά άπαλλάξει ένα μέλος από μιá ύποχρέωση, άν μείνει ικανοποιημένο από τήν εξήγηση πού τό μέλος αυτό θά δώσει γιά τίς αίτίες πού τό άναγκάζουν νά μήν μπορεί νά άνταποκριθεί στήν ύποχρέωση.

2. Τό Συμβούλιο, θέλοντας νά άπαλλάξει ένα μέλος, δικαίωμα πού προβλέπεται στήν παράγραφο 1 αυτού του άρθρου, θά άναφέρει ρητώς τους όρους καί τίς συνθήκες, καθώς καί τήν περίοδο πού τό μέλος άπαλλάσσεται από τέτοια ύποχρέωση καί τους λόγους γιά τους όποιους παραχωρήθηκε ή άπαλλαγή.

#### Άρθρο 54

#### Καλές συνθήκες εργασίας

Τά μέλη δηλώνουν ότι θά προσπαθήσουν νά διατηρήσουν τίς συνθήκες εργασίας πού καθορίστηκαν μέ σκοπό νά βελτιωθούν αυτές οί συνθήκες σέ σχέση με τους ένθνικούς τομείς καουτσούκ.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ XIV

#### ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ ΚΑΙ ΔΙΑΦΟΡΕΣ

#### Άρθρο 55

#### Προσφυγές

1. Κάθε προσφυγή πού άσκείται έναντίον μέλους γιά παράβαση ύποχρεώσεων πού ύποβάλλει ή παρούσα

συμφωνία εισάγεται, κατ' αίτηση του μέλους πού άσκει τήν προσφυγή, στό Συμβούλιο, τό όποιο άποφαίνεται κατόπιν διαβουλεύσεως μετά των ένδιαφερομένων μελών.

2. Η άπόφαση, μέ τήν όποία τό Συμβούλιο άποφαίνεται ότι ένα μέλος παρέθε τίς ύποχρεώσεις πού του επιβάλλει ή παρούσα συνθήκη, αίτιολογεί τή φύση τής παραβάσεως.

3. Τό Συμβούλιο, όταν άποφαίνεται, κατόπιν προσφυγής ή μή, ότι ένα μέλος παρέθε τήν παρούσα συμφωνία, δύναται μέ ειδική ψηφοφορία καί μέ τήν επιφύλαξη άλλων μέτρων πού ρητώς προβλέπονται σέ άλλα άρθρα τής παρούσης συμφωνίας:

- α) νά άναστείλει τά δικαιώματα ψήφου του μέλους αυτού στό Συμβούλιο καί, εάν κρίνει άναγκαίο, νά άναστείλει όποιοδήποτε άλλο δικαίωμα του έν λόγω μέλους συμπεριλαμβανομένου του δικαιώματος νά άσκει καθήκοντα στό Συμβούλιο ή σέ οιαδήποτε από τίς έπιτροπές οί όποιες συνεστήθησαν κατ' έφαρμογή του άρθρου 19, καθώς καί τό δικαίωμα νά είναι μέλος στις έπιτροπές αυτές, έως ότου εκπληρώσει τίς ύποχρεώσεις του· ή
- β) νά άναλάβει δράση, όπως προβλέπεται στό άρθρο 65, εάν τέτοια παράβαση προκαλεί ζημίες στήν έφαρμογή αυτής τής συμφωνίας.

#### Άρθρο 56

#### Διαφορές

1. Κάθε διαφορά ως προς τήν έρμηνεία ή τή διασαφήση αυτής τής συμφωνίας, ή όποία δέν έχει γίνει άκόμη άποδεκτή από τά συμβαλλόμενα μέρη, πρέπει νά παραπέμπεται στό Συμβούλιο τό όποιο θά άποφανθεί μετά από αίτηση κάθε μέλους πού συμμετέχει στή διαφορά.

2. Κάθε φορά πού ή διαφορά παραπέμπεται στό Συμβούλιο, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1 αυτού του άρθρου, μιá πλειοψηφία μελών, πού διαθέτει τό λιγότερο τό ένα τρίτο των συνολικών ψήφων, μπορεί νά άπαιτήσει από τό Συμβούλιο, μετά από συζήτηση, νά ζητήσει τή γνώμη μιás συμβουλευτικής έκτροπής, πού σχηματίζεται σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 3 αυτού του άρθρου, ή όποία θά δώσει ένα πόρισμα γιά τή διένεξη πριν από τήν όριστική άπόφαση.

3. α) Έκτός από τήν περίπτωση πού τό Συμβούλιο, μέ ειδική ψήφο, λάβει διαφορετική άπόφαση, ή συμβουλευτική έπιτροπή θά άποτελείται από πέντε άτομα:

i) δύο άτομα από τά όποια τό ένα νά έχει μεγάλη έμπειρία σέ θέματα διαφορών καί τό άλλο νομική θέση καί πείρα· τά άτομα αυτά όρίζονται από τά μέλη-έξαγωγείς·

ii) δύο άτομα πού όρίζονται από τά μέλη-είσαγωγείς καί

iii) έναν πρόεδρο πού επιλέγεται όμόφωνα από τά τέσσερα πρόσωπα πού όρίζονται σύμφωνα μέ τά στοιχεία i) καί ii) του παρόντος έδαφίου, ή σέ περίπτωση άσυμφωνίας μεταξύ τους, από τον πρόεδρο του Συμβουλίου.

β) Υπήκοοι μελών καί μή μελών δύνανται νά μετάσχουν στή συμβουλευτική έπιτροπή.

γ) Τά μέλη τής συμβουλευτικής έπιτροπής συνε-

δριάζουν υπό την προσωπική τους ιδιότητα και δίχως να δέχονται υποδείξεις από οιαδήποτε κυβέρνηση.

δ) Οι δαπάνες της συμβουλευτικής επιτροπής βαρύνουν τον Όργανισμό.

4. Η αιτιολογημένη γνώμη της συμβουλευτικής επιτροπής υποβάλλεται στο Συμβούλιο το οποίο, αφού λάβει υπόψη του όλα τα σχετικά στοιχεία, αποφαιίνεται με ειδική ψηφοφορία.

#### ΚΕΦΑΛΑΙΟ XV

#### ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

##### Άρθρο 57

##### Υπογραφή

Η παρούσα συμφωνία παραμένει ανοικτή για υπογραφή από τις κυβερνήσεις που προσεκληθήσαν στη Συνδιάσκεψη των Ηνωμένων Εθνών για το φυσικό καουτσούκ, 1978, στην Ξδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, από της 2ας Ιανουαρίου έως της 30ής Ιουνίου 1980 συμπεριλαμβανομένης.

##### Άρθρο 58

##### Θεματοφύλακας

Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ορίζεται θεματοφύλακας της παρούσης συμφωνίας.

##### Άρθρο 59

##### Έπικύρωση, αποδοχή και έγκριση

1. Η παρούσα συμφωνία υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση από τις υπογράφουσες κυβερνήσεις σύμφωνα με τις συνταγματικές ή θεσμικές τους διαδικασίες.

2. Τά έγγραφα επικυρώσεως, αποδοχής και έγκρισσεως κατατίθενται στο θεματοφύλακα στις 30 Σεπτεμβρίου 1980 το αργότερο. Το Συμβούλιο πάντως δύναται να παρατείνει την προθεσμία για όσες υπογράφουσες κυβερνήσεις δεν έχουν καταθέσει τα έγγραφα τους κατά την ημερομηνία αυτή.

3. Η κυβέρνηση που καταθέτει έγγραφο επικυρώσεως, αποδοχής ή έγκρισσεως δηλώνει κατά την κατάθεσή του ότι είναι ξεχωριστό μέλος ή εισαγωγικό μέλος.

##### Άρθρο 60

##### Κοινοποίηση περί προσωρινής εφαρμογής

1. Μία υπογράφουσα κυβέρνηση που προτίθεται να κυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει την παρούσα συμφωνία, ή μία κυβέρνηση στην οποία το Συμβούλιο έθεσε δρους προσχωρήσεως αλλά ή οποία δεν κατέθεσε τό έγγραφό της, δύναται ανά πάσα στιγμή να κοινοποιήσει στο θεματοφύλακα ότι θά εφαρμόσει προσωρινά στο άκέραιο την παρούσα συμφωνία είτε όταν αρχίσει να ισχύει κατά τό άρθρο 61, είτε εάν έχει ήδη αρχίσει να ισχύει, σε μία συγκεκριμένη ημερομηνία.

2. Παρά τις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, μία κυβέρνηση δύναται να δηλώσει στην κοινοποίησή της περί προσωρινής εφαρμογής, ότι θά εφαρμόσει την παρούσα συμφωνία μόνο εντός των ορίων των συνταγματικών ή/και νομοθετικών διατάξεών της. Η κυβέρνηση ή οποία προβαίνει σε μία παρόμοια δήλωση, οφείλει πάντως να ανταποκριθεί σε όλες τις οικονομικές της υποχρεώσεις που απορρύν

στο διοικητικό λογαριασμό. Η ιδιότης προσωρινού μέλους που αναγνωρίζεται στην κυβέρνηση που προβαίνει σε μία παρόμοια κοινοποίηση άσκειται μόνον για δέκα δκτώ μήνες από της προσωρινής θέσεως σε ισχύ της παρούσης συμφωνίας. Εάν παραστεί ανάγκη να γίνει πρόσκληση για καταβολή κεφαλαίων που προορίζονται για τό λογαριασμό του ρυθμιστικού άποθέματος κατά τους εν λόγω δέκα δκτώ μήνες, τό Συμβούλιο αποφασίζει ως προς τό καθεστώς που διέπει μία κυβέρνηση που έχει την ιδιότητα του προσωρινού μέλους δυνάμει της παρούσης παραγράφου.

##### Άρθρο 61

##### Έναρξη της ισχύος

1. Η παρούσα συμφωνία αρχίζει να ισχύει δριστικώς την 1η Οκτωβρίου 1980, ή σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία, εάν κατά την ημερομηνία αυτή κυβερνήσεις που συγκεντρώνουν τουλάχιστον 80% των καθαρών εξαγωγών, που αναγράφονται στο παράρτημα Α της παρούσης συμφωνίας και κυβερνήσεις που συγκεντρώνουν τουλάχιστον 80% των καθαρών εισαγωγών, που αναγράφονται στο παράρτημα Β της παρούσης συμφωνίας καταθέσουν τά έγγραφα άποδοχής, έγκρισσεως, έπικυρώσεως ή προσχωρήσεως, ή ανέλαβαν στο άκέραιο τις χρηματικές τους υποχρεώσεις έναντι της παρούσης συμφωνίας.

2. Η παρούσα συμφωνία αρχίζει να ισχύει προσωρινώς την 1η Οκτωβρίου 1980, ή σε μία οιαδήποτε ημερομηνία εντός των δύο επομένων έτων άν, κατά την ημερομηνία αυτή, κυβερνήσεις που συγκεντρώνουν τουλάχιστον 65% των καθαρών εξαγωγών, που αναγράφονται στο παράρτημα Α και κυβερνήσεις που συγκεντρώνουν τουλάχιστον 65% των καθαρών εισαγωγών που αναγράφονται στο παράρτημα Β της παρούσης συμφωνίας, καταθέσουν τά έγγραφα άποδοχής, έγκρισσεως ή έπικυρώσεως ή κοινοποιήσουν στο θεματοφύλακα, δυνάμει του άρθρου 60, ότι θά εφαρμόσουν προσωρινώς την παρούσα συμφωνία. Η παρούσα συμφωνία θά παραμείνει σε προσωρινή ισχύ δέκα δκτώ μήνες κατ' ανώτατο όριο, εκτός άν αρχίσει να ισχύει δριστικώς δυνάμει της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, ή άν τό Συμβούλιο αποφασίσει άλλως κατ' εφαρμογή της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου.

3. Αν ή παρούσα συμφωνία δεν αρχίσει να ισχύει προσωρινώς κατ' εφαρμογή της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου εντός προθεσμίας δύο έτων από την 1η Οκτωβρίου 1980, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών προσκαλεί, άμέσως μόλις κρίνει άναγκαίο μετά την ημερομηνία αυτή, τις κυβερνήσεις που κατέθεσαν τά έγγραφα επικυρώσεως, άποδοχής, έγκρισσεως ή προσχωρήσεως ή κοινοποίησαν ότι θά εφαρμόσουν την παρούσα συμφωνία προσωρινώς, όπως και όλες τις άλλες κυβερνήσεις που συμμετέσχαν στη Συνδιάσκεψη των Ηνωμένων Εθνών για τό φυσικό καουτσούκ, 1978, να συνέλθουν σε σύνοδο με σκοπό να προδούν σε σύσταση προς τις κυβερνήσεις που δύναται να την εφαρμόσουν, να λάβουν ή όχι τά άναγκαία μέτρα για να αρχίσει να ισχύει μεταξύ τους ή παρούσα συμφωνία προσωρινώς ή δριστικώς, καθ' ολοκληρία ή εν μέρει. Εάν δεν επέλθει κατάληξη κατά τη σύνοδο αυτή, ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συγκαλεί αργότερα άλλες σχετικές συνόδους εφ' όσον τό κρίνει άναγκαίο.

4. Αν οι δροι που προβλέπονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου για την δριστική θέση σε ισχύ της παρούσης συμφωνίας δεν πληρούνται κατά την περίοδο των δέκα δκτώ ημερολογιακών μηνών κατά την οποία ή συμφωνία εύρίσκεται προσωρινώς σε ισχύ δυνάμει της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, ο

Γενικός Γραμματέας του Όργανισμού των Ήνωμένων Έθνων συγκαλεί άμέσως μόλις κρίνει ότι είναι αναγκαίο, αλλά σέ κάθε περίπτωση πρό της λήξεως της περιόδου των δέκα οκτώ μηνών που ένημερεύθη άνωτέρω, τίς κυβερνήσεις που κατέθεσαν τά έγγραφα επικυρώσεως, άποδοχής, έγκρίσεως ή προσχωρήσεως ή έκοινοποίησαν ότι θά εφαρμόσουν προσωρινώς την παρούσα συμφωνία, όπως και άλλες τίς άλλες κυβερνήσεις που συμμετέσχαν στή Συνδιάσκεψη των Ήνωμένων Έθνων για τό φυσικό καυστούκ, 1978, μέ σκοπό νά εξετάσει τό μέλλον της παρούσης συμφωνίας. Τό Συμβούλιο, λαμβάνοντας υπόψη τίς συστάσεις της συνόδου την όποία συνεκάλεσε ο Γενικός Γραμματέας του Όργανισμού των Ήνωμένων Έθνων, θά συνέλθει για νά αποφασίσει περί του μέλλοντος της παρούσης συμφωνίας. Τό Συμβούλιο τότε μέ ειδική ψηφοφορία αποφασίζει:

- α) νά θέσει όριστικώς την παρούσα συμφωνία σέ ισχύ μεταξύ των μελών που υπάρχουν κατά τον χρόνο θέσεως της συμφωνίας σέ ισχύ, όλικώς ή μερικώς·
- β) νά διατηρήσει προσωρινώς σέ ισχύ την παρούσα συμφωνία μεταξύ των μελών που υπάρχουν κατά τον χρόνο θέσεως σέ ισχύ της συμφωνίας, όλικώς ή μερικώς, για ένα ακόμη έτος· ή
- γ) νά επαναδιαπραγματευθεί την παρούσα συμφωνία.

\*Αν τό Συμβούλιο δέν φθάσει σέ καμία άπόφαση, ή παρούσα συμφωνία παύει νά ισχύει κατά τή λήξη της περιόδου των δέκα οκτώ μηνών.

5. \*Αν μία κυβέρνηση καταθέσει τό έγγραφο της επικυρώσεως, άποδοχής, έγκρίσεως ή προσχωρήσεως μετά τή θέση σέ ισχύ της παρούσης συμφωνίας, ή ισχύς αυτής αρχίζει για την έν λόγω κυβέρνηση κατά τό χρόνο της καταθέσεως αυτής.

6. Ο Γενικός Γραμματέας του Όργανισμού των Ήνωμένων Έθνων συγκαλεί την πρώτη σύνοδο του Συμβουλίου άμέσως μόλις καταστεί δυνατόν, μετά τή θέση σέ ισχύ της παρούσης συμφωνίας.

#### \*Άρθρο 62

##### Προσχώρηση

1. Οί κυβερνήσεις όλων των κρατών δύνανται νά προσχωρήσουν στην παρούσα συμφωνία υπό τούς όρους που όρίζει τό Συμβούλιο και οί όποιοι περιλαμβάνουν προθεσμία για την κατάθεση των εγγράφων προσχωρήσεως. Τό Συμβούλιο δύνανται πάντως νά χορηγήσει παράταση στίς κυβερνήσεις που δέν δύνανται νά καταθέσουν τά έγγραφα προσχωρήσεως έντός της όριζομένης προθεσμίας.

2. Η προσχώρηση πραγματοποιείται μέ την κατάθεση έγγραφου προσχωρήσεως στον θεματοφύλακα.

#### \*Άρθρο 63

##### Τροποποιήσεις

1. Τό Συμβούλιο δύνανται, μέ ειδική ψηφοφορία, νά συστήσει στά μέλη τροποποιήσεις της παρούσης συμφωνίας.

2. Τό Συμβούλιο όρίζει την ήμερομηνία, κατά την όποία τά μέλη οφείλουν νά κοινοποιήσουν προς τό θεματοφύλακα ότι δέχονται την τροποποίηση.

3. Κάθε τροποποίηση αρχίζει νά ισχύει ένενήντα ήμέρες άφ' ότου ο θεματοφύλακας έλαβε τίς κοινοποιήσεις άποδοχής των μελών που άποτελούν τουλάχιστον τά δύο τρίτα των έξαγωγικών μελών και συγκεντρώνουν τουλάχιστον 85% των ψήφων των έξαγωγικών μελών και των μελών που άποτελούν τουλάχιστον τά δύο τρίτα των εισαγωγικών μελών και

συγκεντρώνουν τουλάχιστον 85% των ψήφων των εισαγωγικών μελών.

4. Μετά την έν μέρος του θεματοφύλακος ένήμερωση του Συμβουλίου ότι οί αναγκαίες προϋποθέσεις για την έναρξη της ισχύος της τροποποίησης έχουν πληρωθεί και άνεξαρτήτως των διατάξεων της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου περί της καθοριζόμενης από τό Συμβούλιο ήμερομηνίας, κάθε μέλος δύνανται νά κοινοποιεί στό θεματοφύλακα ότι άποδέχεται την τροποποίηση, μέ τον όρο ότι ή κοινοποίηση αυτή πραγματοποιείται πρό της ένάρξεως της ισχύος της τροποποίησης.

5. Κάθε μέλος τό όποιο δέν έχει κοινοποιήσει την άποδοχή του τροποποίησης κατά την ήμερομηνία κατά την όποία ή έν λόγω τροποποίηση αρχίζει νά ισχύει, παύει νά άποτελεί συμβαλλόμενο μέρος της παρούσης συμφωνίας από την ήμερομηνία αυτή, έκτός εάν άποδείξει στό Συμβούλιο ότι δέν άπεδέχθη την κοινοποίηση έγκαίρως λόγω δυσχερειών που άπέτρεψαν την ολοκλήρωση της συνταγματικής ή θεσμικής διαδικασίας και τό Συμβούλιο άποφασίσει νά παρατείνει την προθεσμία άποδοχής ύπέρ του έν λόγω μέλους. Τό μέλος αυτό δέν δεσμεύεται από την τροποποίηση, έφ' όσον δέν προβαίνει στην κοινοποίηση διά της όποίας δηλώνει ότι την άποδέχεται.

6. Έάν οί προϋποθέσεις που απαιτούνται για την έναρξη της ισχύος της τροποποίησης θά πληρούνται έντός της καθοριζόμενης από τό Συμβούλιο ήμερομηνίας σύμφωνα μέ την παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου, ή τροποποίηση θεωρείται ότι άποσύρεται.

#### \*Άρθρο 64

##### \*Άποχώρηση

1. Κάθε μέλος δύνανται νά άποχωρήσει από την παρούσα συμφωνία κατά πάντα χρόνο μετά την έναρξη της ισχύος διά κοινοποίησης της άποχωρήσεως του στον θεματοφύλακα. Τό έν λόγω μέλος ένήμερώνει ταυτόχρονα τό Συμβούλιο για την άπόφαση που έλαβε.

2. Ένα έτος μετά τή λήψη της κοινοποίησης του από τον θεματοφύλακα, τό έν λόγω μέλος παύει νά άποτελεί συμβαλλόμενο της παρούσης συμφωνίας.

#### \*Άρθρο 65

##### \*Άποκλεισμός

\*Αν τό Συμβούλιο άποφαινεται ότι μέλος παραβαίνει τίς ύποχρεώσεις που του επιβάλλονται από την παρούσα συμφωνία, και εάν ακόμη άποφασίσει ότι ή παράβαση αυτή δυσχεραίνει ούσιωδώς την λειτουργία της παρούσης συμφωνίας, δύνανται νά άποκλείσει μέ ειδική ψηφοφορία τό μέλος αυτό από την παρούσα συμφωνία. Τό Συμβούλιο κοινοποιεί άμέσως προς τον θεματοφύλακα την άπόφαση αυτή. Τό έν λόγω μέλος παύει νά άποτελεί συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα συμφωνία, ένα έτος μετά την ήμερομηνία της άποφάσεως του Συμβουλίου.

#### \*Άρθρο 66

\*Εκκαθάριση των λογαριασμών των μελών που άποχωρούν ή άποκλείονται ή των μελών που δέν είναι σέ θέση νά άποδεχθούν μία τροποποίηση

1. Σύμφωνα μέ τό παρόν άρθρο, τό Συμβούλιο έκκαθαρίζει τούς λογαριασμούς ενός μέλους που παύει νά είναι συμβαλλόμενο μέρος στην παρούσα συμφωνία λόγω:

- α) της μὴ ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμφωνίας κατ' ἐφαρμογὴ τοῦ ἄρθρου 63·
- β) τῆς ἀποχωρήσεως ἀπὸ τὴν παρούσα συμφωνία κατ' ἐφαρμογὴ τοῦ ἄρθρου 64· ἢ
- γ) τοῦ ἀποκλεισμοῦ ἀπὸ τὴν παρούσα συμφωνία κατ' ἐφαρμογὴ τοῦ ἄρθρου 65.

2. Τὸ Συμβούλιο παρακρατεῖ κάθε συνεισφορά πού ἔχει καταβληθῆ ἰσχύος ἀποθεματικὸ λογαριασμὸ ἀπὸ τὸ μέλος πού παύει νὰ ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος τῆς παρούσης συμφωνίας.

3. Τὸ Συμβούλιο ἐπιστρέφει, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 41, τὸ μερίδιον πού κατέχει στὸ λογαριασμὸ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος μέλους τὸ ὁποῖο παύει νὰ ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος λόγῳ μὴ ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμφωνίας, ἀποχωρήσεως ἢ ἀποκλεισμοῦ, ἐλαττωμένου τοῦ μεριδίου τοῦ ἐν λόγῳ μέλους κατὰ τὰ ἐνδεχόμενα πλεονάσματα.

- α) Ἡ ἐπιστροφή σὲ μέλος πού παύει νὰ ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος λόγῳ τῆς μὴ ἀποδοχῆς μιᾶς τροποποιήσεως τῆς παρούσης συμφωνίας, πραγματοποιοῦται ἕνα ἔτος ἀφ' ὅτου ἢ ἐν λόγῳ τροποποίησης ἀρχίσει νὰ ἰσχύει.
- β) Ἡ ἐπιστροφή σὲ μέλος πού ἀποχωρεῖ πραγματοποιοῦται ἐντὸς προθεσμίας ἐξήντα ἡμερῶν ἀφ' ὅτου παύσει τὸ μέλος νὰ εἶναι συμβαλλόμενο μέρος τῆς παρούσης συμφωνίας, ἐκτὸς ἐάν μετὰ τὴν ἀποχώρησή του, τὸ Συμβούλιο ἀποφασίσαι νὰ θέσει τέρμα τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμφωνίας, κατ' ἐφαρμογὴ τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 67, πρὸ τῆς ἐπιστροφῆς, ἐφαρμόζονται οἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 41 καὶ τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 67.
- γ) Ἡ ἐπιστροφή σὲ μέλος πού ἀποκλείεται, πραγματοποιοῦται ἐντὸς προθεσμίας ἐξήντα ἡμερῶν ἀφ' ὅτου τὸ ἐν λόγῳ μέλος παύει νὰ ἀποτελεῖ συμβαλλόμενο μέρος τῆς παρούσης συμφωνίας.

4. Ἄν ὁ λογαριασμὸς τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δὲν ἀρκεῖ γιὰ τὴν σὲ μετρητὰ ἀπαιτητὴ ἐπιστροφή κατ' ἐφαρμογὴ τῶν περιπτώσεων α), β) καὶ γ) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, δίχως νὰ διακυβεύεται τὸ θώσιμο τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος ἢ δίχως νὰ καθίσταται ἀπαραίτητη ἡ αἴτηση συμπληρωματικῶν συνεισφορῶν ἀπὸ τὰ μέλη γιὰ τὴν κάλυψη τοῦ ποσοῦ πού ἐπιστρέφεται, ἡ ἐπιστροφή ἀναβάλλεται, ἕως ὅτου ἢ ἀναγκαῖα ποσότητα τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ τοῦ ρυθμιστικοῦ ἀποθέματος δυνῆθαι νὰ πωληθῆ σὲ τιμὴ ἴση ἢ ἀνώτερη ἀπὸ τὴν ἀνώτερη τιμὴ παρεμβάσεως. Ἄν, πρὸ τοῦ τέλους τῆς περιόδου ἑνὸς ἔτους πού ὀρίζεται στὸ ἄρθρο 64, τὸ Συμβούλιο ἐνημερώσει τὸ μέλος πού ἀποχωρεῖ ὅτι ἡ ἐπιστροφή ἀναβάλλεται σύμφωνα μὲ τὴν παρούσα παράγραφο, ἢ ἐνδεχόμενως τὸ μέλος μεταξὺ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποχωρήσεως καὶ τῆς πράγματι ἐπελθούσης ἀποχωρήσεως εἶναι δυνατόν, ἐάν τὸ μέλος πού ἀποχωρεῖ τὸ ἐπιθυμῆ, νὰ πραγματοποιηθῆ ἕως ὅτου τὸ Συμβούλιο ἐνημερώσει τὸ μέλος αὐτὸ ὅτι ἡ ἐπιστροφή τοῦ μεριδίου του δύναται νὰ πραγματοποιηθῆ ἐντὸς ἐξήντα ἡμερῶν.

5. Μέλος τὸ ὁποῖο ἔλαβε ὡς ἐπιστροφή ἕνα ἐπαρκές ποσὸ κατ' ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν δικαιούται σὲ κανένα μερίδιον τοῦ προϊόντος τῆς ἐκκαθαρίσεως τοῦ Ὄργανισμοῦ. Ἐπιπλέον, μετὰ τὴν πραγματοποίηση τῆς ἐπιστροφῆς δὲν τοῦ καταλογίζεται κανένα ἐνδεχόμενο ἔλλειμμα τοῦ Ὄργανισμοῦ.

Ἄρθρο 67

Διάρκεια, παράταση καὶ λήξη τῆς παρούσης συμφωνίας

1. Ἡ παρούσα συμφωνία παραμένει σὲ ἰσχύ ἐπὶ

περίοδον πέντε ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος ἐκτὸς ἐάν παραταθῆ κατ' ἐφαρμογὴ τῶν παραγράφων 2, 3 ἢ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ λήξει κατ' ἐφαρμογὴ τῶν παραγράφων 5 ἢ 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου πέντε ἐτῶν πού ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Συμβούλιο δύναται νὰ ἀποφασίσαι μὲ εἰδικὴ ψηφοφορία τὴν παράταση τῆς παρούσης συμφωνίας ἐπὶ περίοδον ἢ ὅποια δὲν θὰ ὑπερβαίνει δύο ἔτη καὶ/ἢ νὰ προβεῖ σὲ ἐπαναδιαπραγματεύσῃ τῆς. Τὸ Συμβούλιο κοινοποιεῖ αὐτὴ ἢ αὐτὲς τὶς ἀποφάσεις στὸ θεματοφύλακα.

3. Ἐάν, πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν ἢ ὅποια ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διεξάγονται διαπραγματεύσεις γιὰ μία νέα συμφωνία ἢ ὅποια θὰ ἀντικαταστήσει τὴν παρούσα συμφωνία καὶ οἱ ὁποῖες δὲν ἔλθουν ἀκόμη, τὸ Συμβούλιο δύναται, μὲ εἰδικὴ ψηφοφορία, νὰ παρατείνει τὴν παρούσα συμφωνία ἐπὶ περίοδον μὴ ὑπερβαίνουσα τὰ δύο ἔτη. Τὸ Συμβούλιο κοινοποιεῖ τὴν παράταση αὐτὴ στὸ θεματοφύλακα.

4. Ἐάν πρὸ τῆς λήξεως τῆς περιόδου τῶν πέντε ἐτῶν ἢ ὅποια προβλέπεται στὴν παράγραφο 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, λήξουν οἱ διαπραγματεύσεις περὶ μιᾶς νέας συμφωνίας ἢ ὅποια πρόκειται νὰ ἀντικαταστήσει τὴν παρούσα συμφωνία, ἀλλὰ ἡ συμφωνία αὐτὴ δὲν ἀρχίσει νὰ ἰσχύει προσωρινῶς ἢ ἐπιφυλάκως, τὸ Συμβούλιο δύναται, μὲ εἰδικὴ ψηφοφορία, νὰ παρατείνει τὴν παρούσα συμφωνία μέχρι τῆς λήξεως σὲ ἰσχύ τῆς νέας συμφωνίας προσωρινῶς ἢ ἐπιφυλάκως, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἡ παράταση αὐτὴ δὲν ὑπερβαίνει τὰ δύο ἔτη. Τὸ Συμβούλιο κοινοποιεῖ τὴν παράταση αὐτὴ στὸ θεματοφύλακα.

5. Ἐάν διεξάγονται διαπραγματεύσεις περὶ μιᾶς νέας διεθνούς συμφωνίας γιὰ τὸ φυσικὸ καουτσούκ καὶ ἀρχίσει ἢ ἰσχύς αὐτῆς ἐνώ ἔξακολουθεῖ νὰ ἰσχύει παλαιότερη ἢ παρούσα συμφωνία σύμφωνα μὲ τὰ ἄρθρα 2, 3, ἢ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ παρούσα συμφωνία λήγει παρὰ τὴν παράτασή τῆς κατὰ τὸν χρόνον θέσεως σὲ ἰσχύ τῆς νέας συμφωνίας.

6. Τὸ Συμβούλιο δύναται ὁποτεδήποτε, μὲ εἰδικὴ ψηφοφορία, νὰ ἀποφασίσαι τὴν λήξιν τῆς παρούσης συμφωνίας μὲ ἀποτελέσματα κατὰ τὴν ἡμερομηνία τῆς ἐκλογῆς του. Τὸ Συμβούλιο κοινοποιεῖ τὴν ἀπόφασίν του στὸ θεματοφύλακα.

7. Ἀνεξαρτήτως τῆς λήξεως τῆς παρούσης συμφωνίας, τὸ Συμβούλιο ἐξακολουθεῖ νὰ ὑφίσταται γιὰ μία περίοδον ἢ ὅποια δὲν ὑπερβαίνει τὰ τρία ἔτη μὲ σκοπὸ νὰ προβεῖ στὴν ἐκκαθάριση τοῦ Ὄργανισμοῦ, συμπερίληπτομένης τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν στοιχείων τοῦ ἐνεργητικοῦ σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 41 καὶ μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν σχετικῶν διατάξεων πού εἶναι δυνατόν νὰ θεσπισθοῦν μὲ εἰδικὴ ψηφοφορία, καὶ ἔχει γιὰ τὴν ἐν λόγῳ περίοδον τὶς ἐξουσίες καὶ τὰ καθήκοντα πού κρίνονται ἀπαραίτητα πρὸς τὸ σκοπὸ αὐτό.

Ἄρθρο 68

Ἐπιφύλαξεις

Οὐδεμία ἐπιφύλαξιν ἐπιτρέπεται ὡς πρὸς μία οἰαδήποτε ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρο 69

Ἀθηντικά κείμενα τῆς παρούσης συμφωνίας

Τὰ κείμενα τῆς παρούσης συμφωνίας στὴν ἀγγλική, κινεζικὴ, ἰσπανικὴ, γαλλικὴ καὶ ρωσικὴ εἶναι ἐξ ἴσου ἀθηντικά.

Είς πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογράφοντες, νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τὸ σκοπὸ αὐτὸ ἐκ μέρους τῆς κυβερνήσεώς τους, υπέγραψαν τὴν παρούσα συμφωνία κατὰ τὴν ἡμερομηνία πού ἀναφέρεται παραπλευρῶς τῆς ὑπογραφῆς τους.

Ἐγινε στὴ Γενεύη, στίς ἕξι Ὀκτωβρίου χίλια ἐνιακόσια ἐβδομήντα ἐννέα.

Κείμενο κεκυρωμένο ὡς αὐθεντικό

E. V. MBULI

Γραμματέας τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τοῦ Φυσικοῦ Καουτσούκ, 1978

#### ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

Ἐξαγωγικές κῶρες καὶ τὰ μερίδιά τους, ὑπολογιζόμενα γιὰ τοὺς σκοποὺς τοῦ ἄρθρου 61, ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν τῶν κωρῶν πού συμμετέσχον στὴ Συνδιάσκεψη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

	%(1)
Βολιβία	0,081
Καμερούν	0,514
Ἰνδία	0,199
Ἰνδονησία	25,387
Λιβερία	2,551
Μαλαισία	48,218
Νιγηρία	1,313
Παπούα-Νέα Γουινέα	0,150
Φιλιππίνες	0,018
Σιγκαπούρη	4,406
Σρί Λάνκα	4,367
Ταϊλάνδη	12,004
Ζαΐρ	0,792
Σύνολο	100,000

#### ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β

Χῶρες καὶ ὁμάδες εἰσαγωγικῶν κωρῶν καὶ τὰ μερίδιά τους, ὑπολογιζόμενα γιὰ τοὺς σκοποὺς τοῦ ἄρθρου 61, ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν τῶν κωρῶν πού συμμετέσχον στὴ Συνδιάσκεψη τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν περὶ τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ

	%(2)
Ἀλγερία	0,081
Αὐστραλία	1,467
Αὐστρία	0,683
Βραζιλία	1,836
Βουλγαρία	0,394
Καναδάς	2,934
Κίνα	7,707
Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα	23,283
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας	6,435
Βέλγιο/Λουξεμβούργο	0,772
Δανία	0,171
Γαλλία	5,428
Ἰρλανδία	0,273
Ἰταλία	4,150
Κάτω Χῶρες	0,733
Ἠνωμένο Βασίλειο	5,321
Αἴγυπτος	0,097
Ἰσημερινός	0,050
Ἰσπανία	3,178
Ἠνωμένες Πολιτείες	24,756
Ἰράκ	0,051
Φινλανδία	0,226
Γκάνα	0,141
Γουατεμάλα	0,070
Οὐγγαρία	0,534
Ἰαπωνία	10,780
Μαδαγασκάρη	0,000

(1) Πρόκειται περὶ μεριδίων ἐκφρασμένων σέ ποσοστά ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν ἐξαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατὰ τὴν περίοδο τῆς πενταετίας ἀπὸ τὸ 1974 ἕως τὸ 1978.

(2) Πρόκειται περὶ μεριδίων σέ ποσοστά ἐπὶ τοῦ συνόλου τῶν καθαρῶν εἰσαγωγῶν τοῦ φυσικοῦ καουτσούκ κατὰ τὴν περίοδο τῆς τριετίας 1976, 1977 καὶ 1978.

Μάλτα	0,000
Μαρόκο	0,150
Μεξικό	1,325
Νορβηγία	0,094
Νέα Ζηλανδία	0,291
Παναμάς	0,000
Περού	0,225
Πολωνία	1,980
Άραβική Συριακή Δημοκρατία	0,014
Δημοκρατία της Κορέας	3,189
Λαϊκή Γερμανική Δημοκρατία	1,258
Ρουμανία	1,529
Σομαλία	0,000
Σουηδία	0,439
Έλβετία	0,122
Τσεχοσλοβακία	1,810
Τυνησία	0,008
Τουρκία	0,758
Ένωση Σοβιετικών Σοσιαλιστικών Δημοκρατιών	7,148
Ούρουγουάη	0,117
Βενεζουέλα	0,306
Γιουγκοσλαβία	0,969
Σύνολο	100,000

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ

Κόστος κατ' εκτίμηση του ρυθμιστικού αποθέματος, υπολογιζόμενο από τον πρόεδρο της Συνδιασκέψεως των Ηνωμένων Έθνων περί του φυσικού καυστούκ

Τό κόστος αποκτήσεως και λειτουργίας ενός ρυθμιστικού αποθέματος 550 000 τόννων υπολογίζεται, κάτω από όμαλές συνθήκες, πολλαπλασιάζοντας τον αριθμό αυτό με την κατώτερη τιμή ενεργοποίησης (168 cents Μαλαισίας/Σιγκαπούρης τό χιλιόγραμμο) και προσθέτοντας ένα ποσό ίσο προς 10 % της τιμής αυτής.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθεί ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
<b>ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ</b>	<b>ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ</b>
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΩΝ ΠΟΡΩΝ
<b>ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ</b>	<b>ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ</b>

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**